

ORGANISATION ET COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CRIMINELLES DE LA MARINE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Lundi 9 Juin 1941, à 14 heures

PAR

Max CONFREVILLE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES

Suffragants : { M. HUGUENEY
 { M. LE BALLE } Professeurs

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SQUEFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1944

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

ORGANISATION ET COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CRIMINELLES DE LA MARINE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Lundi 9 Juin 1941, à 14 heures

PAR

Max CONFREVILLE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES

Suffragants : { M. HUGUENEY
 { M. LE BALLE } Professeurs

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1941

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A M. le Commissaire du Gouvernement

RICHER DE FORGES.

En respectueux hommage.

INTRODUCTION HISTORIQUE

Au début du rapport qu'il déposait le 31 mars 1858 devant le Corps Législatif pour présenter le Code de Justice maritime, qui devait demeurer en vigueur jusqu'à la réforme réalisée par la loi du 13 janvier 1938, le député Rigaud faisait apparaître les raisons justifiant l'existence d'une législation criminelle appropriée tant aux nécessités de l'Armée de mer qu'à celles de l'Armée de terre ; il ajoutait :

« On peut même dire que la nécessité d'une législation
« spéciale existe encore plus pour l'Armée de mer que
« pour l'Armée de terre. En effet, le marin n'est pas seule-
« ment soldat, il est encore navigateur ; il n'a pas à lutter
« seulement contre les hommes, il a encore à se défendre
« contre les éléments, et les périls de la navigation sont
« pour lui une nouvelle source d'obligations ; de plus
« l'immense matériel renfermé dans nos ports et dans nos
« arsenaux, demande d'être protégé avec le plus grand
« soin, car il représente une partie considérable de la for-
« tune du pays et il est destiné à faire face en toute occa-
« sion à tous les besoins de nos flottes. La sagesse de tous
« les temps l'avait ainsi compris et les origines d'une
« législation pénale exclusivement propre à la Marine se
« confondent, pour ainsi dire, avec l'organisation de notre
« puissance navale. »

La législation pénale de la Marine a notamment toujours comporté des Tribunaux d'exception ; cet ouvrage a pour objet d'étudier leur organisation et leur compétence, selon le Droit moderne, tel qu'il se dégage du nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, promulgué le 13 janvier 1938. Mais il est impossible de se rendre compte de la portée du régime ainsi institué, si l'on ne sait pas au moins sommairement comment étaient jugées dans le passé les infractions qui intéressaient la Marine.

SECTION I. — De l'Ancien Régime à la Période intermédiaire

Quand on traite de l'histoire administrative de notre Marine, il est en général vain de remonter au delà de Colbert, qui demeure à l'origine de toutes les grandes institutions maritimes de la France et n'avait pas écarté de ses préoccupations l'Administration de la Justice maritime.

C'est par l'Ordonnance du 15 avril 1689, élaborée par le grand Ministre de Louis XIV et rendue quelques années après sa mort sur le rapport de son fils et successeur, le Marquis de Seignelay, que fut organisée pour la première fois dans le Royaume et sur des bases modernes, la Justice Maritime.

L'ordonnance de 1689 faisait une distinction essentielle entre la Justice s'appliquant au personnel de la Marine navigante et la Justice rendue à l'intérieur des ports et arsenaux.

Les officiers et marins de la Marine navigante étaient soumis soit au pouvoir disciplinaire des Commandants de bord, soit à la juridiction des Conseils de guerre à terre. En fait, le pouvoir disciplinaire des Commandants était

considérable et ne laissait qu'une place assez réduite au fonctionnement des Conseils de guerre. Conformément aux plus anciennes traditions de la Marine selon lesquelles, après Dieu, le Commandant est à son bord le maître unique et souverain, le droit de punir que lui conférait la loi était pratiquement discrétionnaire. Sans doute ne devait-il, en principe, intervenir que dans les cas les moins graves, nous dirions aujourd'hui dans les cas où les peines encourues étaient seulement correctionnelles. Néanmoins si le bâtiment se trouvait en présence de l'ennemi ou dans un cas de péril grave, le Commandant pouvait se saisir, après avis de ses officiers, des infractions présentant un caractère criminel. Il disposait, en fait, de toute une échelle de peines, allant de la peine de mort jusqu'à différentes peines corporelles, alors tenues pour légères, telles que la « cale » ou la « bouline » (1).

Quant aux Conseils de guerre, ils se réunissaient normalement à terre. Composés de sept juges militaires, officiers généraux ou supérieurs, sous la présidence d'un amiral, leur compétence s'étendait à tous les crimes proprement dits commis par les marins, à la condition que les Commandants de bord n'aient pas d'abord statué en raison de l'urgence ; l'ordonnance de 1689 ne donnait pas cependant qualité aux Conseils de guerre pour juger les crimes per-

(1) Le marin qui était condamné à la « cale » était suspendu à une corde fixée par une poulie à l'extrémité de la grande vergue ; les deux extrémités et le milieu de son corps étaient fixés sur trois barres horizontales ; à un signal donné, on le plongeait dans la mer par trois fois au plus.

Lorsqu'un matelot était condamné à la « bouline », il devait parcourir quatre fois au plus la longueur du pont, entre deux haies de quinze hommes chacune, qui le frappaient au passage au moyen de garettes ; une manne en osier préservait la tête du patient.

pétrés « au préjudice des habitants » ; il est intéressant de constater qu'à cette époque les infractions de droit commun et sans caractère spécifiquement militaire, commises par des marins, n'étaient pas de la sorte soumises à la connaissance des juridictions maritimes, du moins lorsque la population civile en était seule victime.

Plus tard cette règle fut abandonnée et nous verrons que les Tribunaux maritimes actuels sont dotés d'une compétence personnelle sans distinction ni réserve au regard de tous les crimes et délits reprochés à des marins ou assimilés. Le Droit ancien faisait ainsi une part moins grande à la spécialité de la Juridiction maritime d'exception que nos lois modernes ; il est permis de se demander si la conception de l'Ancien Régime n'était pas à cet égard plus satisfaisante et si le législateur des temps nouveaux ne devrait incliner à y revenir, alors surtout que dans l'Armée de terre, le Code actuellement en vigueur a finalement renoncé à poursuivre devant les Tribunaux militaires les crimes et délits de droit commun commis, au moins en temps de paix, par des soldats.

Dans les ports et arsenaux, les fonctions de justice étaient attribuées par l'Ordonnance de 1689 à l'Intendant : « L'Intendant départi dans un port et arsenal de la Marine « y exercera la Justice et ordonnera de la police et finances, « suivant le pouvoir qui lui est attribué par sa commission » ; ainsi s'exprimait l'article 1, titre 1^{er}, du livre XII de l'Ordonnance, permettant de la sorte à l'Intendant de connaître de toutes les infractions commises à l'intérieur des arsenaux, quelle que soit la qualité de leurs auteurs. Cette compétence réelle des Intendants et des Tribunaux d'intendance, qui leur seront rapidement substitués, fondée essentiellement sur le lieu du délit, a été maintenue en

dépité de certaines éclipses, jusqu'au Code de 1938, lequel a pratiquement abandonné aux Tribunaux du droit commun le jugement des infractions touchant à la police et à la sûreté des ports et arsenaux ; on peut se demander ici si la règle posée par Colbert ne s'inspirait pas mieux que le Code de 1938 des besoins d'une protection particulière des grands établissements de la Marine.

Sous l'Ancien Régime, de multiples ordonnances vinrent perfectionner l'œuvre de Colbert ; c'est ainsi qu'un édit rendu en août 1704 institua les Prévôts de la Marine qui reçurent pour mission de juger, en partage avec les Tribunaux d'Intendance, les crimes et délits commis dans les ports militaires ; plus tard, l'Ordonnance du 27 septembre 1776, proposée par Sartine à la signature du Roi, réduisit la compétence des Tribunaux d'Intendance aux vols commis à l'intérieur des arsenaux, confiant aux Prévôts de la Marine le soin d'assurer l'instruction de ces vols et aux Conseils de guerre la connaissance des autres crimes et délits ; c'est cette même ordonnance du 27 septembre 1776 qui créa un Conseil de Marine, lequel, assemblé extraordinairement sur instruction du Roi, donnait autrefois avis sur la conduite des officiers généraux, capitaines de vaisseau et autres officiers dans l'exercice des missions qui avaient pu leur être confiées.

Cependant l'Ordonnance du 15 avril 1689, confirmée par le Règlement du 1^{er} août 1731 pour le service des galères, subsista tout entière jusqu'à la fin de l'Ancien Régime ; une Ordonnance du 25 mars 1785 étendit seulement aux troupes d'artillerie et d'infanterie qui venaient d'être rattachées à la Marine, la compétence des Conseils de guerre maritimes et, conformément à une idée qui devait être reprise dans la législation la plus moderne, fit

entrer dans les Conseils de guerre des officiers provenant du corps auquel appartenait l'inculpé.

SECTION II. — La législation de la Période intermédiaire.

Vint la tourmente révolutionnaire. Les hommes de 1789 devaient inévitablement marquer de leur empreinte la législation pénale maritime. Ce fut une législation heureusement éphémère pour la Marine, car elle était inspirée de la conception malheureuse que les Tribunaux maritimes, qualifiés de Conseils martiaux ou Conseils de justice, devaient être assistés d'un jury, délibérant sur la culpabilité et dans lequel figuraient pour le jugement des matelots et autres gens de l'équipage, un officier de marine, trois officiers mariniers et trois matelots ; cette conception, fatale à la stricte discipline nécessaire dans les équipages de la Flotte, fut mise en œuvre par les lois des 21 août 1790 applicable aux officiers et marins, et du 12 octobre 1791, applicable aux infractions commises dans les arsenaux ; l'une fut appelée le Code pénal des vaisseaux, l'autre le Code pénal des arsenaux.

Le jury fonctionnait à terre aussi bien qu'à bord ; à terre, il assistait une Cour martiale qui n'était chargée que de l'application de la peine ; à bord, il assistait un Conseil martial ou un Conseil de justice. Quant à l'autorité des Commandants de bord, elle était considérablement entravée et amoindrie ; ils ne siégeaient pas dans les Conseils de justice et même dans les cas urgents, étaient devenus pratiquement impuissants dans l'exercice de leur pouvoir disciplinaire.

Les peines corporelles furent sensiblement atténuées et l'Assemblée nationale, sur les représentations qui lui furent faites par les Commissaires en mission à Brest, supprima en particulier les coups de corde au cabestan et l'attache au grand mât.

Dans les arsenaux, la loi du 12 octobre 1791 institua une Cour martiale, toujours assistée d'un jury, connaissant de tous les délits commis dans les ports et arsenaux, autres que les infractions de police ; cette Cour martiale était également qualifiée, en vertu d'une extension de sa compétence normale et traditionnelle, pour connaître de tous les délits de caractère militaire commis à terre par les officiers, marins, ou soldats des troupes de la Marine, ainsi que de ceux relatifs au service de la Marine commis par les équipages des bâtiments en armement jusqu'à la mise en rade et des bâtiments en désarmement jusqu'au licenciement de l'équipage. Quant aux délits de droit commun commis par le personnel de la Marine contre les habitants, ils demeuraient alors déferés aux Tribunaux ordinaires.

Lorsque, dans l'intérieur des arsenaux, des infractions de police devaient être réprimées, elles étaient examinées par le Conseil d'administration institué en « Tribunal de police correctionnelle », qui statuait sur le rapport d'un Commissaire-auditeur ; lorsque la peine encourue ne dépassait pas les arrêts et 8 jours de prison, elle était simplement prononcée par l'ordonnateur de l'Arsenal, sur les conclusions de ce même Commissaire-auditeur.

Les inconvénients du système ainsi instauré ne tardèrent pas à se faire sentir. Envoyés en mission auprès de l'Escadre de Villaret-de-Joyeuse, les représentants du peuple Jean Bon Saint-André et Bréard rendirent, le 20 Brumaire an II,

un arrêté dans lequel ils affirmaient « la nécessité de rétablir la discipline à bord de tous les vaisseaux et de faire un règlement provisoire pour pourvoir à l'insuffisance des anciennes lois, en attendant l'émission d'une loi que les travaux de la Convention Nationale pouvaient retarder, mais que les circonstances rendaient impérieuse ». Conformément à ces vues, la Convention votait le 16 Nivôse, an II, une loi qui supprimait, en fait, les jurys ; des Conseils de discipline, des Conseils martiaux étaient appelés à connaître des affaires concurremment avec les tribunaux criminels ordinaires, le Tribunal révolutionnaire ou la Convention Nationale elle-même, selon des distinctions qui entraînaient de grandes complications.

La nécessité apparut bientôt de constituer des Conseils de guerre spéciaux pour statuer sur les cas de désertion qui étaient insuffisamment réprimés ; ce fut l'objet des arrêtés des 5 Germinal et 1^{er} Florial, an XII.

SECTION III. — De la législation du 1^{er} Empire au Code de 1858

L'Empire rénova complètement la Justice maritime par les décrets des 22 juillet et 12 novembre 1806, qui demeurèrent en vigueur jusqu'à la promulgation du Code de 1858. Le décret du 22 juillet 1806 reconstitua pour la Flotte des Conseils de Justice et des Conseils de guerre. Les Conseils de Justice, composés de cinq officiers dont deux pouvant être remplacés par des officiers marins, connaissaient des délits commis à bord, qui emportaient la peine de la « cale » ou celle de la « bouline ». Les Conseils de guerre, formés de huit juges pris parmi les officiers généraux et les capitaines de vaisseau ou de frégate les plus anciens, étaient appelés à juger des crimes ou délits emportant une

peine supérieure ; ils se réunissaient en général à terre, mais pouvaient l'être en Escadre ; les peines qu'ils appliquaient étaient celles prévues par la loi du 22 août 1790 ; dans la suite, le décret du 12 mars 1848 devait supprimer dans la Marine les peines corporelles dont certaines ne furent remplacées que par un décret du 26 mars 1852.

Conseils de Justice et Conseils de guerre maritimes n'étaient pas, selon le régime nouveau, des Tribunaux permanents. Ils étaient formés à l'occasion de chaque affaire et dissous une fois le jugement rendu. Les décisions qu'ils prenaient n'étaient susceptibles d'aucun recours ; conformément à une tradition dont on a vu plus haut l'origine, ils étaient incompétents pour juger les crimes et délits commis à terre par des marins contre les habitants, dont la connaissance était réservée aux Tribunaux ordinaires.

Enfin, les Commandants de bord possédaient, en vertu de l'article 34 du décret du 22 juillet 1806, un pouvoir disciplinaire entier allant jusqu'à la peine de mort dans les cas graves et de danger pressant, notamment pour les marins coupables de crime et de lâcheté devant l'ennemi, de rebellion ou de sédition ; ils étaient seulement tenus de dresser procès-verbal et de justifier leur décision devant le Conseil de Marine.

Par ailleurs, le décret du 22 juillet 1806, modifié par l'Ordonnance du 22 mai 1816 et le décret du 26 mars 1852, maintint la règle selon laquelle les affaires de désertion étaient soumises à des Conseils de guerre spéciaux ; ces juridictions, qui étaient permanentes, siégeant à Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, avaient une composition différente selon que l'accusé appartenait aux troupes de la Marine ou aux équipages de la Flotte ; leurs jugements étaient susceptibles de recours qui étaient portés

devant les Conseils de révision de désertion, également permanents.

Les corps organisés de la Marine (Infanterie et Artillerie de Marine, Equipages de ligne, Gendarmerie maritime, etc...) étaient soumis à des Conseils de guerre et Conseils de révision permanents établis dans les ports militaires et dans les colonies et qui appliquaient les lois des 13 Brumaire, an V, et 18 Vendémiaire, an VI, qui étaient alors en vigueur pour l'Armée de terre.

Le décret du 22 juillet 1806 créait de surcroît un Tribunal spécial, présidé dans chaque arrondissement par le Préfet Maritime, assisté de deux capitaines de vaisseau ou de frégate, d'un commissaire et d'un ingénieur de la Marine, pour connaître sans recours de toutes les infractions aux règlements sur la police des chiourmes et de tous les crimes et délits commis par les forçats placés sous l'autorité de la Marine.

La législation de l'Empire avait conservé une juridiction indépendante pour les délits intéressant les ports et arsenaux ; le décret du 12 novembre 1806 avait institué à cet effet un Tribunal maritime, composé de huit juges choisis dans le corps des officiers supérieurs de la Marine, du Commissariat et du Génie maritime, assistés de deux magistrats civils ; ces Tribunaux n'étaient pas permanents et jugeaient, quelle que soit la qualité des coupables, toutes les infractions relatives à la police ou à la sûreté des ports et arsenaux ou au service maritime. La loi du 10 avril 1825 leur avait, en outre, donné compétence pour juger les faits de piraterie qu'elle réprimait. Une jurisprudence assez singulière de la Cour de Cassation leur avait cependant retiré qualité pour connaître des crimes et délits commis à l'intérieur des ports et arsenaux par les ouvriers civils, sous

prétexte qu'à ce point de vue, le décret du 12 novembre 1806 était contraire à la Charte ; le décret du 26 mars 1852 rétablit leur compétence à cet égard.

Leurs jugements pouvaient être déférés à des Conseils de révision présidés par le Préfet maritime, aux côtés duquel siégeaient le Chef d'administration, le Président et le Procureur impérial près le Tribunal de 1^{re} instance.

SECTION IV. — Du Code de Justice Maritime de 1858 au Code de 1938

Il suffit de ce bref rappel de la législation en vigueur dans la Marine depuis les décrets de 1806 pour se rendre compte de son extrême complexité et des inconvénients multiples qu'elle présentait pour une bonne administration de la Justice. Il n'y avait pas moins de huit Tribunaux ou Conseils susceptibles d'être saisis, tantôt selon la qualité de l'inculpé, tantôt selon la nature de l'infraction, tantôt selon le lieu où cette infraction avait été commise ; encore les règles de compétence n'étaient-elles pas toujours suffisamment claires et précises. Il arrivait que la loi ouvrit un recours en revision ; il en était ainsi pour les jugements des Conseils de guerre spéciaux de désertion et des Tribunaux maritimes ; dans les autres cas, les décisions étaient rendues sans recours. Enfin, et peut-être surtout, le défaut de permanence de la plupart des Juridictions maritimes permettait de laisser s'accréditer l'opinion que les juges risquaient de n'être choisis qu'en vue de juger une affaire déterminée et pour les nécessités de la rigueur dans la répression.

Un premier projet de Code pour la Justice maritime avait été préparé en 1850 par une Commission réunie

par le Ministre de la Marine, le Contre-Amiral Romain-Desfossés ; les circonstances empêchèrent ce projet d'aboutir. Le 9 juin 1857, le Corps législatif vota un Code de la Justice militaire ; il ne devait pas tarder à être saisi d'un second projet de Code de Justice maritime préparé par une Commission présidée par M. Baroche, Président du Conseil d'Etat et réunie par les soins de l'Amiral Hamelin, Ministre de la Marine. Après une longue, vaste et intéressante discussion (1), le Corps législatif vota le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, promulgué le 13 janvier 1858, qui allait constituer le statut des Juridictions pénales maritimes en France jusqu'à la réforme d'ensemble de 1938.

Le Code de 1858, s'inspirant des principes qui n'avaient cessé de guider la législation française depuis l'Ordonnance de 1689, distinguait dans la Justice maritime deux ordres de Juridictions. En premier lieu, étaient institués des Conseils de guerre, soit à terre, soit à bord, et des Conseils de Justice, auxquels était conférée une compétence personnelle pour les infractions, même présentant un caractère de droit commun, commises par les marins et assimilés, selon certaines distinctions que nous examinerons très sommairement ; en second lieu, des Tribunaux maritimes étaient chargés de connaître, en vertu d'une compétence réelle, des crimes et délits intéressant les ports et arsenaux, quelle que soit la qualité de leurs auteurs (2). Enfin, Con-

(1) Louis TRIPIER, *Code de Justice militaire pour l'Armée de mer*, expliqué par l'exposé des motifs, le rapport, la discussion au Corps législatif et les instructions de S. Exc. M. le Ministre de la Marine.

(2) Le Code de 1858 fut successivement modifié par plusieurs lois, notamment en ce qui concerne l'organisation et la compétence des Juridictions maritimes, par les lois des 9 avril 1895, 17 avril 1906, 24 juillet 1913, 3 août 1917, 13 mai 1918, 14 juillet 1920.

seils de guerre et Tribunaux maritimes faisaient l'objet d'une réglementation particulière dans les colonies françaises et dans l'arrondissement maritime algéro-tunisien.

A. — Les Conseils de guerre et de justice.

Au chef-lieu de chacun des arrondissements maritimes de la Métropole, le Code de 1858 créait un Conseil de guerre permanent, dont le décret du 23 janvier 1889, modifié par décret du 24 juin 1921, déterminait le ressort ; depuis un décret du 12 décembre 1926, les Conseils de guerre permanents de Lorient et de Rochefort avaient été supprimés ; cependant il demeurait encore possible de réunir dans ces deux ports des Conseils de guerre non permanents, constitués par décrets spéciaux pour juger les affaires que ces décrets déterminaient, à la condition que les inculpés n'aient pas un grade supérieur à celui de capitaine de corvette.

Au lieu de constituer les Conseils de guerre comme par le passé avec des officiers généraux, capitaines de vaisseau ou de frégate, qu'il était toujours difficile de réunir, la loi appelait à siéger des officiers subalternes et même des officiers mariniers, selon les distinctions suivantes :

Pour le jugement des matelots et officiers mariniers, les Conseils de guerre maritimes siégeaient sous la présidence d'un capitaine de vaisseau ou de frégate, assisté de six juges militaires : un capitaine de corvette, deux lieutenants de vaisseau, deux enseignes et un officier marinier.

Pour le jugement des officiers, la composition des Conseils de guerre variait selon le grade de l'inculpé, de façon que celui-ci ne soit jamais jugé par des juges ayant un grade inférieur au sien.

Comme le nouveau Code déferait à ces Conseils de guerre maritimes les affaires dans lesquelles étaient inculpés non seulement les officiers, officiers mariniers et marins, mais aussi les soldats, sous-officiers et officiers des corps organisés de la Marine qui jusqu'alors relevaient de Juridictions autonomes qui appliquaient les lois en vigueur pour la Justice militaire, le Code de 1858 prévoyait que les Conseils de guerre maritimes pouvaient aussi normalement comprendre des gradés de l'Armée de terre, selon la correspondance des grades militaires avec ceux de l'Armée de mer.

Auprès de chaque Conseil de guerre, existait un Commissaire du Gouvernement et un officier-rapporteur, choisis parmi les officiers supérieurs ou les officiers du grade de lieutenant de vaisseau, appartenant au corps de la Marine, à celui du Commissariat ou de l'Inspection, soit en activité, soit en retraite.

Les Conseils de guerre maritimes connaissaient de tous les crimes et délits, même de droit commun, commis en temps de paix ou en temps de guerre, par tous les individus appartenant à l'Armée de Mer ; le Code de 1858 considérait, en effet, à l'image de ce qu'avait réalisé le Code de 1857 pour l'Armée de terre et en rupture avec la solution adoptée dans le passé qui conservait aux Tribunaux ordinaires compétence pour juger les infractions de caractère non militaire commises « au préjudice de l'habitant », que les juridictions maritimes devaient avoir une compétence personnelle sans aucune restriction ; les individus qui appartenaient à l'Armée de mer étaient :

1° les officiers de marine de tous grades, aspirants, officiers auxiliaires, officiers mariniers, quartiers-maîtres,

matelots, ouvriers chauffeurs, novices, apprentis marins et mousses.

2° les officiers de tous grades, employés et agents des différents corps de la Marine, c'est-à-dire : le Génie maritime, les ingénieurs hydrographes, le Commissariat de la Marine, l'Inspection (le Contrôle), le service des directions de travaux, le service des manutentions, le service de santé.

3° les officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, musiciens et enfants de troupe des corps organisés de la Marine, c'est-à-dire : les officiers des équipages de la Flotte, la Gendarmerie maritime, l'Artillerie de marine, les infirmiers, les agents de surveillance des chiourmes et établissements pénitentiaires.

4° les individus assimilés aux marins ou militaires par les ordonnances ou décrets d'organisation, c'est-à-dire : les examinateurs et professeurs d'hydrographie, les professeurs de l'Ecole navale, les trésoriers des Invalides, les commis et les écrivains de la Marine, les agents de la comptabilité des matières, les aumôniers, les employés divers, tels que les conducteurs, gardes d'artillerie de Marine, armuriers, contrôleurs d'armes, artificiers, gardiens de batterie, ouvriers de l'Inscription maritime.

5° les prisonniers de guerre placés sous l'autorité maritime.

Tous les crimes et délits, même de droit commun, commis par les individus qui viennent d'être énumérés, dès lors qu'ils étaient en activité de service, ou placés dans les hôpitaux civils ou militaires, ou voyageant sous la conduite de la force publique, ou détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers maritimes, étaient déférés aux Conseils de guerre maritimes permanents qui apparaissaient ainsi comme constituant la Juridiction pénale maritime.

de droit commun. Lorsque, sans être en activité de service, ils recevaient un traitement ou restaient à la disposition du Gouvernement, ou encore lorsqu'ils étaient en congé, en permission, ils ne ressortissaient cependant à la compétence des Conseils de guerre maritimes que pour les infractions ayant un caractère militaire, les crimes et délits de droit commun qu'ils pouvaient alors commettre étant déferés aux Tribunaux ordinaires.

La compétence des Conseils de guerre maritimes permanents s'étendait à tous les crimes et délits commis soit à bord, soit à terre par tous les individus portés présents à quelque titre que ce soit sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat ou détachés du bord pour un service spécial, lorsque ces bâtiments se trouvaient dans l'enceinte d'un arsenal maritime ; ils jugeaient enfin toutes les affaires dans lesquelles étaient impliqués les officiers généraux, chefs de division ou commandants, officiers en second ou chefs de quart, coupables d'avoir perdu ou occasionné la perte ou la prise d'un bâtiment de l'Etat placé sous leurs ordres, ou les commandants d'une portion quelconque des forces navales accusés d'avoir amené leur pavillon lorsqu'ils étaient encore en état de le défendre, ou d'avoir abandonné leur commandement dans une circonstance périlleuse, infractions prévues et réprimées par les art. 267, 268 et 269 de l'ancien Code.

Les décisions des Conseils de guerre maritimes permanents pouvaient être déferés en cassation devant des Conseils de révision permanents, siégeant également au chef-lieu de chaque arrondissement maritime, sauf depuis le décret du 12 décembre 1926, à Rochefort et Lorient. Ces Conseils de révision permanents étaient composés de cinq membres, deux magistrats de la Cour d'appel du ressort

et trois officiers supérieurs du corps de la Marine ; ils étaient présidés par un Président de la Chambre de la Cour d'appel ou par le magistrat qui en remplissait les fonctions ; les fonctions de Commissaire du Gouvernement étaient remplies par un officier supérieur de la Marine ou du Commissariat, en activité ou en retraite. La loi du 17 avril 1906, article 44, avait supprimé leur fonctionnement en temps de paix, remettant alors à la Cour de Cassation le soin de statuer sur les pourvois dirigés contre les décisions des Conseils de guerre maritimes permanents ; ainsi ce n'est qu'en temps de guerre seulement, depuis la promulgation de cette loi, que fonctionnaient les Conseils de revision maritimes permanents.

Sur les bâtiments de l'Etat, le Code de 1858 prévoyait qu'un Conseil de guerre de bord devait être formé en cas de besoin et à l'occasion de chacune des affaires pour lesquelles il avait compétence ; quand l'accusé avait un grade inférieur à celui de capitaine de vaisseau, de colonel ou assimilé, le Conseil de guerre de bord n'était formé que de cinq juges : pour le jugement des non-officiers, il était composé, sous la présidence d'un capitaine de vaisseau ou de frégate, d'un capitaine de frégate, d'un lieutenant de vaisseau, d'un enseigne de vaisseau ou d'un officier marinier ; pour le jugement des officiers jusqu'au grade de capitaine de vaisseau, la composition de ces Conseils de guerre de bord variait selon le grade de l'inculpé. Pour le jugement des capitaines de vaisseau et des officiers généraux, leur composition était celle prévue pour les Conseils de guerre maritimes permanents.

Après de chaque Conseil de guerre de bord, était nommé un Commissaire du Gouvernement-rapporteur ayant au moins le grade de lieutenant de vaisseau.

Ces juridictions de bord connaissaient, en principe, de tous crimes et délits de toute nature commis soit à bord, soit à terre, par tous les individus portés présents, à quelque titre que ce soit, sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat ou détachés du bord pour un service spécial, lorsque ces bâtiments ne se trouvaient pas dans l'enceinte d'un arsenal fortifié. Elles connaissaient encore de certaines infractions commises en tous lieux par les individus embarqués sur des navires convoyés, et par les pilotes et autres gens de mer, ou hors de France ou des colonies françaises par des individus embarqués sur des navires de commerce français, ou tant sur les rades françaises que sur les rades étrangères occupées militairement, par tous individus auteurs ou complices des crimes de port d'armes contre la France, de trahison, espionnage, embauchage, provocation à la désertion, vols militaires, incendie, destruction, etc..., lorsque les faits s'étaient déroulés sur un bâtiment de l'Etat ou dans un rayon de 400 mètres (2 encablures) en temps de paix, ou dans toute l'étendue de la rade en temps de guerre, pourvu que, dans ce dernier cas, le prévenu ait été arrêté dans l'intérieur de ce périmètre ; en outre, les Conseils de guerre de bord jugeaient tous les individus poursuivis pour avoir, dans la zone d'opération d'une force navale, dépouillé des militaires ou marins blessés, malades ou naufragés ou exercé sur eux des violences, lorsqu'ils avaient été arrêtés par l'autorité du bord ou remis à cette autorité ; enfin, si les bâtiments de l'Etat ne se trouvaient pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, ils statuaient sur tous les cas où en vertu du Livre IV, titre II du Code de 1858, des étrangers étaient prévenus soit comme auteurs, soit comme complices, de crimes ou délits, tels que trahison, espionnage, embauchage, révolte, insu-

bordination, rébellion, abus d'autorité, désertion, vol, pillage, etc..., lorsque ces crimes ou délits avaient eu lieu à bord des bâtiments de l'Etat.

Chaque fois qu'un Conseil de guerre de bord était formé, un Conseil de révision de bord était simultanément constitué, devant lequel pouvait être porté le pourvoi en cassation dirigé contre la décision du Conseil de guerre. Ce Conseil de revision de bord était formé de trois juges : un officier général ou supérieur qui le présidait et deux lieutenants de vaisseau ; le président devait être d'un grade au moins égal à celui du Président du Conseil de guerre qui avait jugé l'accusé ; quant au Commissaire du Gouvernement, il était choisi parmi les lieutenants de vaisseau ou les sous-commissaires.

Les Conseils de justice à bord des bâtiments de l'Etat étaient composés du Commandant ou de l'officier en second et de quatre juges, trois officiers de marine et un officier marinier ; un officier d'administration exerçait les fonctions de greffier. Ces Conseils de justice avaient qualité pour juger tous les individus n'ayant ni le grade ni le rang d'officier ou d'aspirant, portés présents, à quelque titre que ce soit, sur les rôles d'équipage ou détachés du bord pour un service spécial, pour les délits n'emportant pas une peine supérieure à deux ans d'emprisonnement ; c'était ainsi la pénalité que l'infraction pouvait faire encourir, d'après sa qualification légale, qui déterminait la compétence des Conseils de justice ; ayant à la fois les caractères d'un Tribunal rendant une décision de justice et ceux d'un organisme collectif disciplinaire, les jugements qu'ils rendaient ne pouvaient faire l'objet d'aucun recours,

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler ici que l'article 365 du Code de Justice maritime de 1858, reproduisant l'article

34 du décret du 22 juillet 1806, conservait au Commandant de tout bâtiment de l'Etat, selon l'ancienne tradition de la Marine, le droit de punir ou de faire punir, sans formalités, les coupables de crimes de lâcheté devant l'ennemi, de rébellion ou de sédition ou de tous autres crimes « commis dans un danger pressant » ; en pareil cas, le Commandant était seulement tenu de dresser procès-verbal de l'événement et de justifier, devant un Conseil d'enquête, de la nécessité où il s'était trouvé de faire usage de la faculté qui lui était conférée. Les garanties que donnait l'organisation de la Justice maritime, telle que la loi de 1858 l'avait instituée, cédaient ainsi devant les exigences particulières de la discipline en mer. Ce fut l'honneur de la Marine française de n'avoir jamais abusé du droit redoutable dont jouissait de la sorte le Commandement.

B. — *Les Tribunaux maritimes.*

Ainsi qu'il a été expliqué plus haut, le Code de 1858 avait constitué, outre les Conseils de guerre maritimes permanents, des Tribunaux maritimes permanents qui avaient succédé à l'ancienne juridiction des Tribunaux d'Intendance et aux Tribunaux maritimes non permanents du décret du 12 novembre 1806.

Les Tribunaux maritimes permanents fonctionnaient au chef-lieu de chaque arrondissement maritime ; le décret du 12 décembre 1926 avait cependant supprimé, en même temps que les Conseils de guerre maritimes permanents de Rochefort et de Lorient, les Tribunaux maritimes permanents qui y siégeaient, laissant subsister l'éventualité de l'institution par décret spécial de Tribunaux maritimes non permanents et occasionnels dans ces deux ports (1).

(1) Si les besoins du service l'exigeaient, des Tribunaux maritimes

Présidés par un capitaine de vaisseau ou de frégate, les Tribunaux maritimes permanents étaient composés de deux magistrats civils, un juge au Tribunal de première instance et un juge suppléant ou à défaut, un avocat attaché au barreau ou un avoué, et de quatre juges militaires ; un commissaire adjoint ou un sous-commissaire de la Marine, deux lieutenants de vaisseau et un sous-ingénieur de 1^{re} ou 2^e classe. Un Commissaire du Gouvernement-rapporteur, choisi parmi les officiers supérieurs du corps de la Marine, du Commissariat, de l'Inspection ou les lieutenants de vaisseau ou les sous-commissaires en activité ou en retraite, exerçait à la foi auprès de chaque Tribunal maritime les fonctions du Ministère public et celles de l'information.

Quand il s'agissait de juger un officier ou un assimilé, la composition du Tribunal maritime était modifiée, de façon que les juges appartenant à la Marine et le Commissaire-rapporteur soient d'un grade ou d'un rang au moins égal à celui de l'accusé.

Ces Tribunaux maritimes permanents avaient compétence pour juger tous les individus, encore qu'ils ne soient ni militaires ni marins, auteurs ou complices de crimes et délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux, et établissements de la Marine, lorsque ces crimes et délits étaient de nature à compromettre soit la police ou la sûreté de ces établissements, soit le service maritime ; ils connaissaient, en outre, des faits de piraterie prévus par la loi du 10 avril 1825 et des infractions de toute nature commises par les condamnés aux travaux forcés subissant leur peine en France dans les ports, arsenaux et établis-

permanents pouvaient, en outre, être établis dans les sous-arrondissements maritimes et les établissements de la Marine hors des ports ; des décrets pouvaient en fixer le siège et le ressort.

sements de la Marine. Les décisions des Tribunaux maritimes permanents pouvaient être déférées en cassation à des Tribunaux de revision permanents composés du Major général de la Marine et de quatre juges : le Président du Tribunal de 1^{re} Instance, le Procureur de la République, un capitaine de vaisseau et un commissaire de la Marine, assistés d'un Commissaire du Gouvernement nommé par le Ministre de la Marine parmi les officiers supérieurs de la Marine, du Commissariat ou de l'Inspection. La loi du 17 avril 1906 avait supprimé, en temps de paix, les Tribunaux de révision permanents, attribuant compétence à la Cour de cassation elle-même pour connaître normalement des recours formés contre les jugements des Tribunaux maritimes ; sous l'empire de l'ancienne législation, ces Tribunaux de révision ne fonctionnaient donc plus qu'en temps de guerre.

C. — *Les Juridictions maritimes siégeant hors la France métropolitaine.*

Le régime institué par le Code de justice militaire pour l'Armée de Mer de 1858, pour l'organisation des Juridictions maritimes, avait été étendu aux colonies françaises et à l'arrondissement maritime algéro-tunisien.

Aux colonies, un décret du 8 juillet 1905 portant règlement d'administration publique et remplaçant un décret du 4 octobre 1889, avait institué des Conseils de guerre et de révision, ainsi que des Tribunaux maritimes et de révision ayant la même compétence que dans la Métropole, mais qui, à la différence des Juridictions similaires en France, n'avaient pas le caractère de permanence et devaient être constitués à l'occasion de chaque affaire.

Les Conseils de guerre maritimes des colonies françaises n'étaient composés que de cinq juges militaires désignés

selon le grade de l'inculpé ; ils ne pouvaient, en aucun cas, connaître des crimes et délits relevés à la charge des officiers généraux ou supérieurs ou des fonctionnaires de tous grades du corps de Contrôle, qui devaient être renvoyés devant les Conseils de guerre maritime permanents de France ; les Conseils de révision ne comportaient aux colonies que trois membres : un Président, officier général ou supérieur du corps des officiers de Marine le plus élevé en grade ou, à égalité de grade, le plus ancien, et deux officiers supérieurs du même corps les plus anciens du grade après le Président ou, à défaut, le plus ancien ou les deux plus anciens lieutenants de vaisseau. Le Président du Conseil de révision devait toujours être d'un grade au moins égal à celui du Président du Conseil de guerre qui avait statué ; ces Conseils de révision avaient survécu, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, jusqu'au Code de 1938.

Le décret de 1905 prévoyait, en outre, selon un parallélisme absolu avec la situation en vigueur dans la Métropole, que des décrets pourraient déterminer aux colonies, les ports, arsenaux, établissements de la Marine où devraient siéger, à l'occasion de chaque affaire de leur compétence, un Tribunal maritime et un Tribunal de révision maritime ; le Tribunal maritime colonial était formé de cinq membres : un capitaine de vaisseau ou de frégate, un magistrat de première instance ou, à défaut, un avocat ou un avoué, un lieutenant de vaisseau, un ingénieur de 1^{re} classe de la Marine et un commissaire de 1^{re} classe. Quant au Tribunal de révision maritime colonial, il se composait de trois membres seulement : un Président, officier général ou supérieur du corps des officiers de Marine, assisté du Président du Tribunal de 1^{re} instance et d'un officier supé-

rieur de la Marine, du Génie maritime ou du Commissariat ou à défaut du plus ancien des lieutenants de vaisseau, des ingénieurs ou des commissaires de 1^{re} classe.

Dans l'arrondissement algéro-lunisien, le décret du 10 juillet 1914, modifié par les décrets des 1^{er} octobre 1918 et 11 juin 1923, instituait en temps de guerre un Conseil de guerre et un Conseil de révision, et en temps de paix, un Conseil de guerre seulement, les recours étant alors portés directement devant la Cour de cassation. Ces Juridictions non permanentes étaient constituées à l'occasion de chaque affaire, normalement à Bizerte ; leur compétence était identique à celle des Conseils de guerre maritimes permanents et des Conseils de révision de la Métropole.

Enfin, le Code de 1858 avait prévu que, dans le cas où des marins et militaires seraient réunis en un corps expéditionnaire d'outre-mer, des Conseils de guerre et de révision pourraient être formés, du jour de la mise à terre du corps expéditionnaire, et conformément aux dispositions des chapitres 1 et 2 des titres II et III du Livre I du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre de 1857, sous certaines réserves tenant notamment à la composition de ces Juridictions, dans lesquelles pouvaient entrer concurremment avec les officiers et sous-officiers de toutes armes de l'Armée de terre, les officiers du corps de la Marine et les officiers mariniens ; leur compétence était celle déterminée par les chapitres 2 et 4 du Titre I^{er} et du Titre III du Code de Justice militaire de 1857.

SECTION V. — Projets de réforme et promulgation du Code de Justice Maritime de 1938

On sait de quelles critiques, souvent passionnées, fut l'objet depuis la fin du siècle dernier, l'organisation des

Juridictions militaires. La Marine sembla échapper aux reproches adressés aux Conseils de guerre de l'Armée de terre. Encore qu'à beaucoup d'égards, le Code de 1858 pour l'Armée de mer fut calqué sur le Code de 1857 pour l'Armée de terre, ce ne fut presque jamais qu'indirectement que furent discutées les Juridictions maritimes ; car si tous les arguments dirigés contre les Conseils de guerre de l'Armée de terre atteignaient forcément, sur le plan des principes, les Conseils de guerre de l'Armée de mer, il est notable de constater qu'en fait, la Marine ne connut jamais les abus retentissants qui entraînent les réformes inévitables. La Marine fut assez avisée pour qu'on ne parlât point d'elle, même à l'occasion du fonctionnement de ses Juridictions de bord ; le vrai mérite de juges, dignes du pouvoir de juger, le plus difficile et le plus redoutable qui soit au monde, ne pourrait-il se dégager du silence qui se fait autour des décisions qu'ils rendent, marque d'une approbation muette de l'opinion publique ?

Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage d'étudier les innombrables projets d'origine parlementaire qui depuis les années 1894-95 se proposèrent néanmoins de refondre la Justice maritime, mais uniquement par incidence et souci de respecter un parallélisme logique avec la réforme désirée de la Justice militaire. D'aucuns allaient jusqu'à vouloir, au moins en temps de paix, supprimer toutes les Juridictions militaires d'exception pour déférer aux Tribunaux de droit commun la connaissance des infractions que jugeaient les Conseils de guerre. Ces projets ne valent que comme le témoignage de l'intérêt porté depuis de longues années à une refonte d'ensemble de la Justice militaire.

Le Code de 1858 ne fut sérieusement ébranlé qu'au lendemain du jour où fut promulgué le nouveau

Code de Justice militaire pour l'Armée de terre du 9 mars 1928. Un projet de loi, portant réforme du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer fut déposé dès le 28 février 1929 (Document annexe n° 1359, Ch. des Députés, 28 février 1929, *Journal Officiel* 1929. Débats parlementaires, page 735). Il fit l'objet d'un rapport de M. Mottu, député, du 5 mars 1931 (Document annexe, n° 1709), repris, en raison du changement de législature, le 1^{er} juillet 1932 (Document annexe n° 346). Après un second rapport de M. Cluzan, député, du 5 juillet 1934 (Document annexe, n° 3797), sur avis de M. Parès, député, au nom de la Commission de Législation civile et criminelle, en date du 5 mars 1936 (Document annexe, n° 6773), la Chambre vota la réforme le 17 mars 1936 (*Journal Officiel*, 18 mars 1936. Débats parlementaires. Chambre des Députés, p. 931).

Le Sénat en fut saisi le 17 juillet 1936 (Document annexe n° 571). M. Leblanc, sénateur, présenta son rapport le 18 novembre 1937 (Document annexe n° 542) ; M. Georges Pernot, sénateur, formula un avis au nom de la Commission de Législation civile et criminelle, le 9 décembre 1937 (Document annexe, n° 585). Le Sénat vota la loi, sans discussion, le 21 décembre 1937 (*Journal Officiel*, 22 novembre 1937. Débats parlementaires. Sénat, page 1125). A la suite de ce vote, le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer fut promulgué le 13 janvier 1938 (*Journal Officiel*, 21 janvier 1938, p. 946).

Ainsi, le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, dont cet ouvrage a pour objet d'étudier uniquement les dispositions se rattachant à l'organisation et à la compétence des Juridictions maritimes, fut-il élaboré avec une sage lenteur, qui s'explique beaucoup plus par une

indifférence, profondément regrettable, aux questions législatives que posait le problème de la Justice maritime que par le souci d'une discussion sérieuse de ces questions ; cette discussion, pour avoir duré neuf années, fut en effet très intermittente ; encore convient-il de noter qu'elle semble surtout s'être déroulée dans le secret des délibérations des Commissions parlementaires, les Chambres ne paraissant pas avoir participé beaucoup plus que par le vote du projet rapporté devant elles, à l'élaboration des textes actuellement en vigueur



PREMIERE PARTIE

**ORGANISATION
DES JURIDICTIONS MARITIMES**

CHAPITRE I

DE LA SUPPRESSION DES JURIDICTIONS D'ARSENAUX

Le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer a supprimé les anciens Tribunaux maritimes permanents ainsi que les Tribunaux de Révision permanents, appelés à connaître, mais seulement en temps de guerre depuis la loi du 17 juillet 1906, des recours en cassation dirigés contre les décisions des premiers. On sait que ces Juridictions, dont le fonctionnement était, en fait, peu fréquent, jugeaient essentiellement tous les crimes et délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux et établissements de la Marine, lorsqu'ils étaient de nature à compromettre, soit la police ou la sûreté de ces établissements, soit le service maritime et ce, même si les inculpés n'étaient ni militaires, ni marins.

Le législateur a pensé que, bien que la Marine fut intéressée au premier chef, par des infractions de cette nature, il ne convenait pas de les déférer à des Juridictions d'arsenaux. Si les inculpés étaient des marins ou assimilés, il suffisait, en effet, pour satisfaire aux légitimes exigences de la discipline militaire, de donner compétence aux Juridictions habituelles de la Marine, c'est-à-dire aux anciens Conseils de guerre devenus, dans le nouveau vocable, les

Tribunaux maritimes permanents, qu'il faut se garder de confondre avec les anciens Tribunaux supprimés portant la même dénomination. Si les inculpés étaient civils, ce qui est, en particulier, le cas des ouvriers d'arsenaux, ces infractions n'en demeuraient pas moins, en dépit du lieu où elles avaient été commises, des crimes ou délits de droit commun qu'aucune raison ne devait empêcher d'être déférés aux Tribunaux de droit commun.

Encore eût-il convenu que le législateur se rappelât que les anciens Tribunaux maritimes avaient aussi qualité, non seulement pour juger les condamnés aux travaux forcés, subissant leur peine en France dans les ports, arsenaux et établissements de la Marine, ce qui ne constituait plus, dans le moment présent, qu'une règle de compétence sans aucune portée pratique, mais aussi pour statuer sur les faits de piraterie réprimés par la loi du 10 avril 1825, relative à la sûreté de la navigation et du commerce maritimes ; cette loi avait déjà prévu la compétence des Tribunaux maritimes permanents d'arrondissement en la matière, tout en réservant certains cas exceptionnels où les Tribunaux ordinaires devaient être saisis ; le Code de 1858 avait confirmé la règle, par référence à cette disposition. La suppression des Juridictions d'arsenaux a pour effet qu'il n'existe plus, dans l'état actuel de notre législation, de Juridiction maritime habilitée à se prononcer sur les actes de piraterie ; en raison de la nature même de ces infractions, cette situation est à beaucoup d'égards regrettable et semble avoir échappé à l'attention des auteurs du Code de 1938.

Sans doute, dans le cas où l'état de siège a été proclamé, l'autorité maritime pourrait-elle, en vertu de l'article 189 *bis* du Code de 1938, tel qu'il résulte du décret du

27 mai 1940 (*Journal Officiel* du 4 juin 1940), donnant compétence aux actuels Tribunaux maritimes pour connaître, en vertu de l'article 8, § 9, de la loi du 9 août 1849, de tous crimes et délits portant atteinte à la Défense nationale, revendiquer éventuellement pour ces Tribunaux le jugement des actes de piraterie ; en dehors de la proclamation de l'état de siège, ces Tribunaux ne seraient, par contre, nullement qualifiés pour statuer sur ces actes, du moins si les inculpés n'avaient pas la qualité de marins appartenant à la Marine de guerre.

Il semble qu'il devrait suffire de signaler cette singularité pour que le législateur se décide, en modifiant la loi du 10 avril 1825, à conférer aux nouveaux Tribunaux maritimes la connaissance expresse des actes de piraterie, faute de quoi ce sont les Tribunaux ordinaires qui, en vertu de leur compétence générale de droit commun, seraient normalement appelés à se prononcer sur ces actes, à l'égard des non-marins.

CHAPITRE II

SIEGE ET RESSORT DES TRIBUNAUX SIEGEANT A TERRE

Le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1938, institue d'abord des Juridictions maritimes siégeant à terre, qui ne sont plus appelées des Conseils de guerre, mais des Tribunaux maritimes. Ces Tribunaux maritimes ne doivent pas être confondus avec les Juridictions d'arsenaux qui, sous l'empire du Code de 1858, portaient la même dénomination et qui, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, ont maintenant cessé d'exister. Les Tribunaux maritimes actuels siégeant à terre sont constitués soit dans la France métropolitaine, soit hors de France, d'où les deux premières sections de ce chapitre. Dans l'un et l'autre cas, la loi a fait une distinction, que nous retrouverons dans tout le cours de cet ouvrage, entre le temps de paix et le temps de guerre, laissant en particulier au Gouvernement la faculté de constituer à partir de la déclaration des hostilités, des Tribunaux maritimes nouveaux permettant de faire face à des besoins accrus par les circonstances et devant disparaître avec le retour au temps de paix.

Enfin, que ce soit dans la Métropole ou hors de France, des Tribunaux maritimes siégeant à terre peuvent être

constitués dans les circonscriptions en état de siège, dont on sait que la proclamation peut intervenir indépendamment de toute guerre ; nous en examinerons la constitution dans une 3^e section.

SECTION I. — Les Tribunaux maritimes dans la Métropole

A. — *En temps de paix.*

L'article 12 du Code de 1938 avait prévu qu'il serait établi sur le territoire de la Métropole des *Tribunaux Maritimes permanents*, dont le nombre, le siège et le ressort devaient être fixés par décret rendu en Conseil des Ministres. De fait, un décret du 17 mars 1938 (*Journal Officiel* 20 mars 1938) a établi en France, en temps de paix, trois Tribunaux Maritimes permanents, à Cherbourg, Brest et Toulon.

Le ressort de ces Tribunaux est fixé selon le tableau ci-après (1) :

TRIBUNAL MARITIME PERMANENT DE CHERBOURG

Départements compris dans la circonscription

Aisne	Meurthe-et-Moselle	Seine
Ardennes	Meuse	Seine-et-Marne
Calvados	Moselle	Seine-et-Oise
Eure	Nord	Seine-Inférieure
Manche	Oise	Somme
Marne	Pas-de-Calais	

(1) Voir sur la compétence « *ratione loci* » des Tribunaux maritimes, II^e Partie, chapitre IX.

TRIBUNAL MARITIME PERMANENT DE BREST

Départements compris dans la circonscription

Départements de l'arrondissement de Brest	Départements de l'arrondissement de Lorient
--	--

Côtes-du-Nord

Eure-et-Loir

Ille-et-Vilaine

Mayenne

Orne

Sarthe

Cher

Indre

Indre-et-Loire

Loire-Inférieure

Loiret

Loir-et-Cher

Maine-et-Loire

Morbihan

Nièvre

Départements de

l'arrondissement de Rochefort

Ariège

Basses-Pyrénées

Charente

Charente-Inférieure

Deux-Sèvres

Dordogne

Gers

Gironde

Haute-Garonne

Hautes-Pyrénées

Haute-Vienne

Landes

Lot

Lot-et-Garonne

Tarn-et-Garonne

Vendée

Vienne

TRIBUNAL MARITIME PERMANENT DE TOULON

Départements compris dans la circonscription

Ain

Allier

Alpes-Maritimes

Ardèche

Aube

Aude

Aveyron

Bas-Rhin

Basses-Alpes

Bouches-du-Rhône

Cantal

Corse

Corrèze	Haute-Saône	Saône-et-Loire
Côte-d'Or	Haute-Savoie	Savoie
Creuse	Hérault	Tarn
Doubs	Isère	Territ.-de-Belfort
Drôme	Jura	Var
Gard	Loire	Vaucluse
Haut-Rhin	Lozère	Vosges
Hautes-Alpes	Puy-de-Dôme	Yonne
Haute-Loire	Pyrénées-Orientales	
Haute-Marne	Rhône	

L'article 7 du décret-loi du 29 juillet 1939, complétant l'article 12 du Code de 1938, a donné au Gouvernement la faculté de désigner, par décret, un ou plusieurs Tribunaux maritimes spécialisés dans le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ; le décret doit alors fixer, en même temps que le siège et le ressort du Tribunal, l'autorité qui serait investie des pouvoirs judiciaires, normalement attribués par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer aux Préfets maritimes, ainsi que toutes autres mesures nécessaires. Ce texte est demeuré jusqu'ici sans application, de telle sorte que tous les Tribunaux maritimes permanents sont, à l'heure actuelle, également qualifiés, sans distinction, pour connaître des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, dans les conditions qui seront étudiées dans la deuxième partie de cet ouvrage.

B. — *En temps de guerre.*

L'article 153 du Code de 1938 stipule qu'en temps de guerre, et si les besoins du service l'exigent, des Tribunaux maritimes permanents peuvent être établis, en plus de ceux qui existent en temps de paix, par des décrets qui fixeront leur siège et détermineront leur ressort ; c'est ainsi

qu'un décret du 12 avril 1940 (*Journal Officiel* du 29 mai) avait établi à Lorient, à partir du 15 juin 1940 et pour la durée des hostilités, un Tribunal permanent dont le ressort comprenait les départements faisant partie des arrondissements de Lorient et Rochefort, d'après le tableau annexé au décret du 17 mars 1938 ; pendant la durée d'existence de ce Tribunal, le ressort du Tribunal maritime de Brest devait être réduit aux départements faisant partie de l'arrondissement de Brest, d'après le même tableau ; c'est le Préfet maritime de la 5^e Région qui exerçait les pouvoirs judiciaires pour le Tribunal maritime permanent de Lorient (1).

SECTION II. — Les Tribunaux maritimes siégeant à terre hors de France

A. — *En temps de paix.*

L'article 151 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer a prévu que les Tribunaux maritimes fonctionnant à terre en Afrique du Nord, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat seraient organisés par décret.

Ces Tribunaux peuvent être de deux sortes :

Ou bien l'importance des services justifie la création d'un Tribunal maritime permanent, fonctionnant dans les mêmes conditions que ceux de la Métropole ; en ce cas, un Tribunal peut être constitué, composé de la même manière que le sont les Tribunaux maritimes de la Métropole, et ayant la même compétence (2). C'est ainsi qu'un décret du

(1) Les Tribunaux maritimes de Cherbourg, Brest et Lorient ont été repliés sur Toulon à la suite de l'armistice.

(2) L'autorité maritime locale exerce alors les pouvoirs dévolus par la loi au Préfet maritime ; le Tribunal maritime permanent de Bizerte fonctionne sous l'autorité du Préfet maritime de la IV^e Région.

23 août 1938 a institué un Tribunal maritime permanent à Bizerte, présidé, en temps de paix, par le Président ou le Vice-Président du Tribunal civil de Tunis, pour connaître dans la IV^e Région Maritime, c'est-à-dire en Tunisie et dans les trois départements d'Algérie, des infractions qui, dans la Métropole, seraient déferées à un Tribunal maritime permanent.

Ou bien, il apparaît suffisant de constituer un Tribunal sans caractère permanent, formé spécialement pour le jugement de chaque infraction relevant de sa compétence ; en ce cas, le Tribunal est constitué et composé comme les Tribunaux de bord, qui seront étudiés dans un autre chapitre, l'autorité maritime locale exerçant les pouvoirs dévolus par la loi aux Commandants de force navale ou de bâtiments.

En fait, un décret du 27 septembre 1940 (*Journal Officiel* du 4 octobre) a prévu que, dans les colonies françaises, dans les pays de protectorat autres que la Tunisie, et dans les territoires sous mandat, ce sont des Tribunaux maritimes temporaires qui seront toujours constitués, fonctionnant dans les mêmes conditions que les Tribunaux de bord, de telle sorte qu'exception faite du Tribunal maritime de Bizerte, il n'existe de Tribunaux maritimes permanents que dans la Métropole.

B. — *En temps de guerre.*

Les Tribunaux maritimes permanents ou temporaires, formés à terre hors de France, continuent alors à fonctionner. L'article 189 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, a même prévu que leur nombre pouvait être augmenté et des Juridictions temporaires remplacées par des Juridictions permanentes, quand l'importance des services

le justifiait ; en outre, des Tribunaux maritimes, composés et fonctionnant comme des Tribunaux de bord, peuvent être constitués par décret dans les bases navales à l'étranger.

C'est en application de ces dispositions qu'un décret du 20 novembre 1939 avait créé à Oran, pour la durée de la guerre, un Tribunal maritime permanent dont le ressort s'étendait à l'Algérie orientale.

Le Tribunal maritime d'Oran déchargeait le Tribunal de Bizerte de toutes les affaires survenues dans la partie de la IV^e Région maritime constituant ce ressort ; un décret du 20 août 1940 (*Journal Officiel* du 21 août) a supprimé le Tribunal d'Oran et décidé que le Tribunal de Bizerte recouvrerait immédiatement son ancienne compétence territoriale et donnerait une solution à toutes les affaires qui étaient pendantes devant le Tribunal supprimé.

SECTION III. — Les Tribunaux maritimes dans la Métropole ou hors de France dans les territoires en état de siège

Jusqu'au décret du 27 mai 1940 édictant un article 189 *bis* nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, les Tribunaux maritimes n'avaient reçu, à la différence des Tribunaux militaires, aucune attribution particulière tenant à la proclamation de tout ou partie du territoire en état de siège. Ce décret, en même temps qu'il a conféré aux Tribunaux maritimes siégeant à terre une compétence nouvelle, en cas d'état de siège, ainsi que nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent et que nous l'étudierons dans la seconde partie de cet ouvrage, a prévu qu'un Tribunal maritime permanent, doué de cette compétence étendue, pourrait être établi par décret sur n'importe quel

territoire en état de siège, avec ressort limité à ce territoire ; dans ce cas le décret d'organisation doit désigner l'autorité qui possèdera les pouvoirs judiciaires reconnus au Préfet maritime ; le Gouvernement n'a jamais eu à faire usage de la faculté qui lui a été ainsi conférée.

CHAPITRE III

LA PRÉSIDENTE DES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS

Rompant avec les traditions du passé, la loi a organisé la présidence des Tribunaux maritimes permanents dans des conditions différentes selon que le pays se trouve en état de paix ou en état de guerre ; en outre, dans les territoires en état de siège, indépendamment de toute guerre, elle s'est référée en la matière aux dispositions applicables en temps de guerre.

SECTION I. — La Présidence des Tribunaux Maritimes permanents en temps de paix

Les anciens Conseils de guerre permanents, organisés par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1858, étaient normalement présidés par un capitaine de vaisseau ou de frégate. Quand il s'agissait de juger un officier ayant le grade de lieutenant de vaisseau, la présidence était conférée obligatoirement à un capitaine de vaisseau ; quand l'inculpé était capitaine de corvette ou capitaine de frégate, elle était assumée par un contre-amiral ; quand il était capitaine de vaisseau, par un vice-amiral ; quand il était contre-amiral, vice-amiral ou amiral, par un amiral

ou un maréchal de France. La nomination du Président était faite par le Préfet maritime de l'arrondissement, au même titre et de la même manière que celle des autres juges militaires ; cependant c'est le Ministre de la Marine qui désignait le Président d'un Conseil de guerre devant juger un officier, à partir du grade de capitaine de vaisseau.

Une des réformes essentielles du Code de 1938 a été de confier à un magistrat civil la présidence des nouveaux Tribunaux maritimes en temps de paix. On a pensé qu'il n'était pas inutile que les débats de ces Tribunaux soient dirigés par un technicien, ayant professionnellement l'expérience nécessaire, et susceptible de les éclairer par une connaissance approfondie des difficultés d'ordre juridique qu'ils peuvent soulever. Sans doute certains esprits ont-ils craint que le système ainsi instauré, à l'exemple de celui qu'avait établi en 1928 le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, n'ait pour conséquence de porter atteinte à la discipline et d'énervier la répression. Il ne semble pas qu'en fait, si du moins on en juge par les décisions rendues à ce jour, en temps de paix, par les Tribunaux maritimes permanents sous la présidence d'un magistrat civil, il en soit effectivement ainsi. Tout au contraire, il apparaît que les juges de carrière inclinent à beaucoup moins d'indulgence que les officiers qui les assistent ; sans doute, cela est-il dû à cette sorte de scepticisme professionnel qui sait résister aux vaines protestations d'innocence des ordinaires justiciables des Tribunaux correctionnels ; ces protestations ne trompent, en général, que les profanes. Toujours est-il que, contrairement à ce qu'on aurait pu croire à priori et dans une opinion en fait mal informée, la présence de magistrats civils dans les Tribunaux maritimes en temps de paix n'a nullement eu pour

effet de diminuer la répression nécessaire à la discipline militaire, dont ces magistrats ont une très stricte conception.

A vrai dire, depuis longtemps, la Marine leur donnait accès à ses prétoires dans certaines formations de Justice. On sait que sous l'empire du Code de 1858, outre les Conseils de guerre permanents auxquels sont aujourd'hui substitués les Tribunaux maritimes permanents, fonctionnaient des Juridictions, dites également Tribunaux maritimes permanents et qu'une fois encore il faut se garder de confondre, malgré la similitude du nom, avec nos actuels Tribunaux ; ces Juridictions, appelées à connaître de tous les crimes et délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux et établissements de la Marine, qui étaient de nature à compromettre soit la police ou la sûreté de ces établissements, soit le service maritime — ainsi que des faits de piraterie prévus par la loi du 10 avril 1825 et des infractions perpétrées par les condamnés aux travaux forcés subissant leur peine en France, dans les ports, arsenaux et établissements de la Marine — ont aujourd'hui disparu ; sous la présidence d'un capitaine de vaisseau ou de frégate, nommé par le Préfet maritime, elle étaient composées dans chaque arrondissement maritime de six juges, dont un juge au Tribunal de première instance et un juge suppléant du même Tribunal ou à défaut un avocat attaché au barreau ou un avoué, désignés par le Président du Tribunal. Ici, la présidence restait confiée à un officier, mais en raison, sans doute, de ce que les anciens Tribunaux maritimes permanents pouvaient avoir à juger des non-militaires, deux juges civils coopéraient avec quatre juges militaires pour rendre la Justice dans les cas, à vrai dire exceptionnels, où se réunissaient ces Tribunaux.

De même, le Code de 1858 avait-il constitué, à côté de

chaque Conseil de guerre permanent d'arrondissement, un Conseil dit de révision, devant statuer sur les recours exercés contre les jugements de ce Conseil de guerre, comme une véritable Juridiction de cassation. Ces Conseils de révision, supprimés en temps de paix par l'article 44 de la loi de finances du 17 avril 1906, étaient composés de trois officiers supérieurs du corps de la Marine et de deux magistrats de la Cour d'appel du ressort, sous la présidence d'un Président de Chambre de la Cour d'appel ou d'un magistrat en remplissant les fonctions ; si le Conseil de guerre avait été présidé, à raison du grade de l'inculpé, par un vice-amiral, c'était le Premier Président de la Cour d'appel qui présidait les débats.

A côté des anciens Tribunaux maritimes permanents existaient également des Tribunaux de révision permanents, statuant dans les mêmes conditions que les Conseils de révision, sur les recours en cassation dirigés contre les jugements de ces anciens Tribunaux maritimes ; disparus en temps de paix, comme les Conseils de révision eux-mêmes, depuis la promulgation de la loi de finances du 17 avril 1906, ils étaient composés du Major général de la Marine, président, et de quatre juges, dont deux militaires et deux civils, l'un qui était le Président du Tribunal de 1^{re} Instance, l'autre le Procureur de la République près le même Tribunal.

On voit donc que, contrairement à ce qu'on imagine souvent, la présence de magistrats civils dans les Juridictions maritimes n'est pas une nouveauté. Néanmoins, il est bien évident que le principe selon lequel les actuels Tribunaux maritimes d'arrondissement doivent être présidés par un juge professionnel constitue, en un certain sens, une innovation dont il convient de se féliciter à tous égards,

quand on a le souci d'une bonne administration de la Justice.

Selon le Code de 1938, la présidence des Tribunaux maritimes permanents était confiée au Président ou, à son défaut, au plus ancien des vice-Présidents du Tribunal civil du lieu où siégeait le Tribunal maritime, pour le jugement des marins, quartiers-maîtres, sous-officiers, officiers mariniens et officiers jusqu'au rang de capitaine de corvette inclusivement ; le décret-loi du 20 janvier 1940, modifiant l'article 13 du nouveau Code, a conservé au Président du Tribunal civil du lieu où siège le Tribunal maritime (ou à son défaut au Président du Tribunal civil du ressort désigné par le Premier Président de la Cour d'appel), la présidence du Tribunal maritime d'arrondissement, s'il s'agit d'un délit commis par des marins, quartiers-maîtres, sous-officiers, officiers-mariniens ou officiers jusqu'au grade de capitaine de corvette ; en cas de crime ou de délits et contraventions connexes à un crime, le même texte remet la présidence à un Conseiller de la Cour d'appel du ressort, désigné par le Premier Président. On ne comprend pas toujours, avec certitude, sous le régime des décrets-lois, la raison de certaines modifications législatives, ne faisant l'objet d'aucune discussion parlementaire préalable. Il semble cependant, en la circonstance, que la raison qui a guidé les auteurs du décret du 20 janvier 1940, ait été d'apporter moins d'automatisme dans la désignation du Président civil des Tribunaux maritimes d'arrondissement, au moins dans les cas les plus graves, c'est-à-dire dans les cas de crimes.

Quant au jugement des capitaines de frégate et capitaines de vaisseau ou assimilés, il est confié à un Tribunal présidé par un Président de Chambre de la Cour d'appel

du ressort ou au magistrat qui en remplit les fonctions ; lorsqu'il y a plusieurs Présidents dans la Cour, la désignation est faite par le Premier Président ; pour le jugement des officiers généraux ou assimilés, la présidence est confiée au Premier Président de la Cour d'appel du ressort ou au magistrat qui en remplit les fonctions ; enfin, c'est le Premier Président de la Cour d'appel de Paris, ou le magistrat qui en remplit les fonctions, qui préside le Tribunal maritime exceptionnellement constitué à Paris, lorsqu'il s'agit de procéder au jugement d'un amiral, d'un vice-amiral ou d'un officier général ayant commandé en chef devant l'ennemi.

Les Présidents civils des Tribunaux maritimes d'arrondissement ont droit aux prérogatives et indemnités des Présidents de Cours d'assises, prévues par les lois des 27 février 1811 et l'article 112 du décret du 5 octobre 1920, modifié par le décret du 22 décembre 1927.

Il existe toutefois un certain nombre d'infractions pour le jugement desquelles le législateur a estimé que la présidence du Tribunal maritime permanent, même en temps de paix, ne pouvait être confiée à un magistrat civil ; ce sont celles prévues et réprimées par les art. 238 à 252 inclus du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, qui visent les crimes et délits contre le devoir maritime ou ceux commis par les marins de commerce, dans leurs rapports avec les bâtiments de la Marine de guerre ; c'est alors un officier de marine, désigné soit par le Préfet maritime, soit par le Ministre de la Marine, selon le grade de l'inculpé et selon les mêmes distinctions que celles édictées pour la nomination des juges eux-mêmes, qui préside le Tribunal ; il doit être du même grade et plus ancien dans

ce grade que le juge militaire le plus élevé en grade, entrant dans la composition du Tribunal.

La réserve ainsi apportée au principe selon lequel les Tribunaux maritimes permanents sont normalement présidés, en temps de paix, par un magistrat civil s'explique d'elle-même. Les infractions visées par les art. 238 à 252 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, ont un caractère spécifiquement maritime et pourraient être appréciées inexactement par des juges ne connaissant ni les traditions, ni les habitudes de la Marine. Parfois d'ailleurs, les faits énumérés par les dispositions dont s'agit ne peuvent, par leur nature même, survenir en temps de paix, mais seulement en temps de guerre, de telle sorte qu'en réalité le texte qui retire, en temps de paix, aux magistrats civils, la présidence des Tribunaux maritimes permanents ne revêt alors aucune portée ; nous verrons plus loin, en effet, que pendant la guerre, ce sont des officiers de marine qui président ces Tribunaux. Néanmoins, il peut arriver qu'une des infractions visées par les textes ci-dessus rappelées, effectivement commise en temps de guerre, ne soit jugée qu'après la guerre, en temps de paix ; en cette hypothèse, le Tribunal maritime permanent se réunira donc exceptionnellement sous la présidence d'un officier de marine, bien que la guerre soit terminée.

Cependant, beaucoup des crimes et délits prévus par la loi comme étant de caractère spécifiquement maritime, peuvent se produire tout aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ; c'est ainsi que l'article 240 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer prévoit des peines allant de la mort à la privation de commandement, pour tout Commandant de force navale ou de bâtiment reconnu coupable d'avoir perdu un bâtiment de la Marine militaire

placé sous ses ordres, ou d'avoir occasionné la perte ou la prise de ce bâtiment ; de même, l'art. 242 édicte des sanctions analogues contre tout suppléant du Commandant ou chef de quart et, d'une manière générale, contre tous individus coupables d'avoir occasionné la perte ou la prise d'un bâtiment de la Marine militaire.

Il est évident que dans les cas de ce genre, il arrivera de façon normale que, même en temps de paix, les Tribunaux maritimes permanents soient présidés par des officiers de Marine ; il est inutile d'insister davantage sur le caractère éminemment logique de la solution qui est alors apportée par le législateur au problème qui se posait à lui, quant à la présidence de la Juridiction tout-à-fait exceptionnelle qu'il s'agit de constituer.

SECTION II. — La Présidence des Tribunaux maritimes permanents en temps de guerre

La présidence des Tribunaux maritimes permanents cesse d'être confiée, en temps de guerre, à un magistrat civil ; elle est exercée, aux termes de l'article 154 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, par un officier de Marine qui doit être d'un rang au moins égal à celui du juge militaire le plus élevé en grade entrant dans la composition du Tribunal.

Il est à peine besoin d'insister sur les raisons qui ont conduit le législateur à adopter cette solution. Dès lors que survient la guerre l'autorité militaire a le pas sur l'autorité civile ; les principes adoptés pour le temps de paix en vue de réaliser une meilleure justice fléchissent devant les nécessités de la discipline.

Peut-être est-il seulement permis de regretter que la loi qui a, comme nous le verrons plus loin, constitué un corps de magistrats de Justice maritime, dans lequel sont recrutés les Commissaires du Gouvernement et les juges d'instruction, n'ait pas prévu que les Présidents des Tribunaux maritimes devraient appartenir à ce corps. Ainsi eussent été conciliées, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, les exigences militaires et celles de la technicité dans l'administration de la Justice. Beaucoup de législations étrangères ont adopté cette formule, qui paraît présenter d'indéniables avantages.

SECTION III. — La Présidence des Tribunaux maritimes permanents dans les territoires en état de siège

L'article 189 *bis* nouveau, du Code de 1938, a prévu que dans les territoires en état de siège, les dispositions du Titre II du Code, relatives au fonctionnement des Juridictions maritimes en temps de guerre, deviennent alors applicables ; il en résulte qu'indépendamment de toute déclaration concommittante d'état de guerre, la présidence des Tribunaux maritimes permanents est confiée, dans ce cas, à un officier de marine, conformément aux dispositions de l'article 154.

CHAPITRE IV

ORGANISATION DES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS

Nous étudierons dans une première section la composition des Tribunaux maritimes permanents en temps de paix, le mode de désignation des juges, les conditions dans lesquelles ces derniers sont appelés à prêter serment, ainsi que l'organisation du Parquet, de l'Instruction et du Greffe.

En temps de guerre, et dans les circonscriptions en état de siège, si les règles relatives au mode de désignation des juges, à la prestation de serment et à l'organisation du Parquet, de l'Instruction et du Greffe demeurent inchangées, il n'en va pas de même en ce qui concerne celles qui se rapportent à la composition des Tribunaux maritimes ; nous marquerons ces différences essentielles et nous en dirons les raisons dans les deux dernières sections de ce chapitre.

SECTION I. — Organisation des Tribunaux maritimes permanents en temps de paix

A. — *Composition des Tribunaux maritimes permanents.*

Siégeant en temps de paix pour juger des apprentis-marins, matelots, quartiers-mâtres, sous-officiers, officiers mariniens, les Tribunaux maritimes permanents sont composés, outre le Président, de six juges militaires de natio-

nalité française, âgés de 25 ans accomplis, et qui sont : un capitaine de vaisseau ou de frégate, un capitaine de corvette, un lieutenant de vaisseau, deux enseignes de vaisseau de 1^{re} classe ou un enseigne de vaisseau de 1^{re} classe et un enseigne de vaisseau de 2^e classe et un officier marinier ; cet officier marinier doit toujours être d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé (art. 14 du Code de 1938, modifié par le décret-loi du 9 janvier 1940).

Les anciens Conseils de guerre avaient à peu près la même composition, sous cette réserve que la présidence étant confiée à un capitaine de vaisseau ou de frégate, il n'y avait pas, parmi les assesseurs, un second officier supérieur du même grade ; deux lieutenants de vaisseau, au lieu d'un seul, siégeaient alors à côté d'un capitaine de corvette, de deux enseignes de vaisseau et d'un officier marinier.

Pour le jugement des officiers, la composition des Tribunaux maritimes permanents est modifiée, en ce qui concerne le grade des juges, selon le grade de l'inculpé et conformément au tableau suivant :

Grade de l'inculpé (1) Grade des juges militaires (2)

	1 capitaine de vaisseau ou de frégate.
	1 capitaine de corvette.
	1 lieutenant de vaisseau.
<i>Enseigne de vaisseau de 2^e Classe</i>	1 enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe.
	2 enseignes de vaisseau de 2 ^e classe ou, à défaut, enseignes de vaisseau de 1 ^{re} classe (3).
	1 capitaine de vaisseau ou de frégate.
<i>Enseigne de vaisseau de 1^{re} Classe</i>	1 capitaine de corvette.
	2 lieutenants de vaisseau.
	2 enseignes de vaisseau de 1 ^{re} classe.
	1 capitaine de vaisseau.
<i>Lieutenant de vaisseau</i>	1 capitaine de frégate.
	2 capitaines de corvette.
	2 lieutenants de vaisseau.
	2 capitaines de vaisseau.
<i>Capitaine de corvette</i>	2 capitaines de frégate.
	2 capitaines de corvette.

(1) et (2) L'ancien Code comportait pour le jugement des officiers un tableau qui n'était que très légèrement dissemblable ; il prévoyait cependant, tant en ce qui concerne le grade des inculpés que celui des juges militaires, l'indication des différents grades de l'Armée de terre équivalents à ceux de l'Armée de mer, ce qui s'expliquait pratiquement alors par le fait que l'Infanterie et l'Artillerie de la Marine, qui sont aujourd'hui rattachés au Département de la Guerre, constituaient des corps organisés de la Marine.

(3) La loi a dû prévoir de façon expresse pour le jugement des enseignes de vaisseau de 2^e classe qu'à défaut de deux enseignes de 2^e classe, deux enseignes de 1^{re} classe puissent être appelés à composer le Tribunal, en raison de la difficulté qui se serait présentée parfois de réunir deux enseignes de 2^e classe âgés de plus de 25 ans.

	2 contre-amiraux.
<i>Capitaine de frégate</i>	2 capitaines de vaisseau.
	2 capitaines de frégate.
	2 vice-amiraux.
<i>Capitaine de vaisseau</i>	2 contre-amiraux.
	2 capitaines de vaisseau.
	4 vice-amiraux, dont au moins
	2 Commandants en chef ou
<i>Contre-Amiral</i>	membres du Conseil supérieur de la Marine.
	2 contre-amiraux.
	6 vice-amiraux, dont au moins
<i>Vice-Amiral</i>	4 Commandants en chef ou
	membres du Conseil supérieur de la Marine.
<i>Vice-Amiral</i> ayant commandé en chef devant l'ennemi, ou membre du Conseil supérieur de la Marine.	6 amiraux ou maréchaux de France, ou vice - amiraux membres du Conseil supérieur de la Marine ou Commandants en chef, ou ayant commandé en chef devant l'ennemi.
<i>Amiral</i>	

Une règle essentielle se dégage des indications qui précèdent ; le législateur a voulu, pour des raisons qui tiennent à la discipline militaire, que les juges soient toujours d'un grade égal ou supérieur à celui de l'inculpé, de façon que celui-ci ne soit jamais jugé par des assesseurs d'un grade inférieur au sien. L'ancien Code de 1859 n'imposait pas l'application de cette règle au jugement des sous-officiers et officiers mariniers, pour lequel il suffisait qu'un officier marinier d'un grade quelconque fasse partie du Tribunal ; le Code de 1938 avait maintenu le même système ; ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le décret du 9 janvier 1940 exige à l'heure actuelle que l'officier marinier

désigné comme membre du Tribunal soit toujours d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé.

Une seule exception est apportée au principe : pour juger un amiral, il serait en général impossible de réunir six amiraux ou maréchaux de France ; aussi la loi a-t-elle prévu qu'en cette circonstance très exceptionnelle, le Tribunal maritime qui siégerait à Paris, sous la présidence du Premier Président de la Cour d'appel de Paris, serait composé de 6 amiraux ou maréchaux de France ou encore vice-amiraux membres du Conseil supérieur de la Marine, ou Commandants en chef ou ayant commandé en chef devant l'ennemi.

Ainsi, en dehors de ce cas particulier, qui posait un problème dont la solution est, en quelque sorte, imposée par la nature des choses, les juges militaires sont toujours d'un grade égal ou supérieur à celui des inculpés ; nous constaterons même plus loin, à propos du mode de désignation des juges, que le Code actuel ne permet même plus, comme sous l'empire du Code de 1858, et dans l'hypothèse où il y aurait insuffisance dans l'arrondissement maritime d'officiers ayant le grade exigé, d'appeler à siéger des officiers d'un grade immédiatement inférieur à celui de l'accusé ; c'est la règle inverse qui est aujourd'hui appliquée, le Préfet pouvant nommer, en vertu de l'article 18, § 1, du Code actuel, en cas d'insuffisance d'officiers subalternes du grade requis, des officiers du grade immédiatement supérieur à celui du juge défaillant.

Il résulte en outre du précédent tableau, que pour le jugement des officiers, deux officiers du grade de l'inculpé doivent entrer dans la composition du Tribunal ; il seront toujours d'une ancienneté supérieure à celle de l'inculpé ; s'il était impossible de satisfaire en fait à cette condition, des

juges du grade immédiatement supérieur devaient être, ici encore, désignés à la place des juges du même grade que celui de l'inculpé ; la loi fait de la sorte prévaloir les nécessités imposées par la discipline militaire sur la conception selon laquelle l'officier inculpé doit avoir la garantie d'être jugé par un Tribunal comprenant au moins deux de ses pairs.

Cette conception n'a pas été étendue, en temps de paix, aux officiers mariniers, sous-officiers et marins ; sans doute pour le jugement des officiers mariniers, le Tribunal maritime devra-t-il comprendre un officier marinier d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé, mais il pourra être d'un grade supérieur. En ce qui concerne les quartiers-maîtres, matelots et apprentis-marins, le juge le moins élevé en grade entrant dans la composition du Tribunal sera toujours un officier marinier, alors qu'en temps de guerre, au contraire, pour le jugement d'un quartier-maître ou d'un matelot, l'officier marinier est remplacé, suivant le grade de l'inculpé, comme nous le verrons dans la 2^e section de ce chapitre, par un quartier-maître ou matelot. Sans doute les mêmes raisons qui, en la circonstance, avaient inspiré les dispositions en vigueur dans l'Armée de terre, ont-elles ici prévalu ; lors de l'élaboration du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre de 1928 (*J. O.*, Doc. parl. Ch. des Députés 1928, p. 1089), on avait fait remarquer, en effet, que la loi exigeant des juges militaires l'âge minimum de 25 ans, il serait assez difficile de trouver, en temps de paix, des soldats répondant à cette condition, qui eussent en même temps la compétence nécessaire pour être de bons juges.

Les dispositions relatives à la composition des Tribunaux maritimes permanents doivent être nécessairement appliquées de la manière la plus stricte. On peut regretter que

la Cour de cassation ait une tendance à ne pas toujours exercer son droit de contrôle en la matière ; c'est ainsi que dans une affaire récente et célèbre (arrêt Aubert. Cass. Crim. *Gazette du Palais* 1939, 1^{er} Semestre 1.614) dans laquelle il s'agissait de juger, pour des faits de trahison, un enseigne de vaisseau de 2^e classe, le pourvoi dirigé contre la décision de condamnation était motivé, notamment, par le fait que le Tribunal maritime de Toulon aurait été irrégulièrement composé ; parmi les juges figuraient, en effet, trois enseignes de vaisseau de 1^{re} classe, alors qu'un seul enseigne de vaisseau et deux enseignes de vaisseau de 2^e Classe auraient dû être appelés à siéger ; sans doute, ajoutait le pourvoi, s'il avait été établi que dans l'arrondissement de Toulon aucun enseigne de vaisseau de 2^e classe, réunissant les conditions d'âge et d'ancienneté exigées par la loi ne se trouvait présent, aurait-on pu faire appel à deux officiers du grade immédiatement supérieur ; mais le jugement ne contenait point la preuve de l'indisponibilité de tous les enseignes de 2^e classe de plus de 25 ans et plus anciens que l'inculpé. La Cour de cassation a rejeté le moyen, motif pris que « si trois enseignes de vaisseau de 1^{re} classe ont « été appelés à composer le Tribunal maritime qui a rendu « le jugement attaqué, il y a présomption qu'aucun enseigne de vaisseau de 2^e classe n'était disponible ». Cette présomption de régularité, déjà plusieurs fois invoquée par une Jurisprudence que l'arrêt Aubert n'a fait que confirmer (Cass. 15 déc. 1919. *Bull. Crim.* 1919, n° 279, p. 458 — 5 fév. 1921, *Bull. Crim.* 1921, n° 63, p. 103 — 29 juillet 1920, *Bull. Crim.* 1920, n° 342, p. 556) et qui a trouvé une application plus récente encore dans un arrêt du 23 mars 1939 rejetant un pourvoi dirigé contre un jugement du Tribunal militaire de Tunis (Voir *Revue de Science cri-*

minelle et de Droit pénal comparé 1939, *Chronique de Droit pénal militaire* de M. le Professeur Pierre Hugueney, p. 532) est d'autant plus dangereuse, que le demandeur au pourvoi ne peut pratiquement la faire tomber en prouvant que le remplacement du juge normal n'était pas nécessaire. M. le Professeur Hugueney propose, pour remédier à cette difficulté, que la loi exige dans le jugement « l'indication précise des motifs d'empêchement de chacun des juges qui « auraient dû normalement être appelés avant celui qui a « effectivement siégé ». Ce ne serait là, en vérité, qu'un rappel en la matière du principe essentiel selon lequel tout jugement doit, en lui-même, enfermer la preuve de sa régularité.

Composés selon les règles qui viennent d'être indiquées, les Tribunaux maritimes permanents jugent tous les marins, qu'ils soient officiers, officiers marinières ou matelots. Mais nous verrons qu'ils ont également à juger les fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine assimilés aux marins au point de vue judiciaire par les lois ou décrets d'organisation, pour certaines infractions énumérées à l'art. 4, § 1, du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer ; ils sont, en ce cas, composés suivant le grade auquel correspond le rang de l'inculpé dans la hiérarchie civile (1) conformément aux

(1) Le décret du 28 avril 1938 prévoit les catégories suivantes :

1. *Personnel administratif de gestion et d'exécution*, comprenant les agents administratifs et commis principaux de toutes classes, ainsi que les commis de 1^{re}, 2^e ou 3^e classe. Ils sont assimilés aux enseignes de vaisseau de 2^e classe. Les commis de 4^e classe sont assimilés aux sous-officiers.

2. *Personnel technique des Directions de travaux*. — Les agents tech-

dispositions d'un décret du 28 avril 1938 (*J. O.*, 3 mai). Ils jugent enfin les pilotes et capitaines de navires de commerce prévenus des infractions visées par l'art. 4, § 2, ainsi que tous individus quelconques dans les cas exceptionnels, et qui seront étudiés dans la II^e partie de cet ouvrage, où, à raison de la nature des crimes et délits énumérés à l'art. 4 § 3, compétence réelle leur a été exceptionnellement attribuée ; en cette hypothèse, ils sont composés comme pour le jugement des marins non officiers, sauf si les poursuites sont en même temps dirigées contre un ou plusieurs co-accusés militaires ayant un grade d'officier, auquel cas ils doivent être réunis en tenant compte du grade desdits co-accusés.

Deux exceptions notables à la composition normale des Tribunaux permanents doivent être cependant signalées :

1^o En premier lieu, il existe dans la Marine un certain nombre de corps indépendants qui bénéficient de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers et dont les membres ressortissent à la compétence des Tribunaux maritimes, au même titre que les officiers de Marine eux-mêmes, c'est-à-dire, ainsi que nous le verrons plus loin, pour tous les crimes et délits, même de droit commun, qu'ils vien-

niques principaux et les agents techniques de toutes classes sont assimilés aux enseignes de vaisseau de 2^e classe.

3. *Greffiers et commis greffiers n'appartenant pas à un corps d'activité de la Marine.* — La composition du Tribunal est déterminée par leur dernier grade d'activité.

4. *Employés des services militaires.* — Ils sont assimilés à des sous-officiers.

5. *Agents du service général.* — Ils sont assimilés à des sous-officiers.

En outre, le décret du 26 août 1940 (*J. O.* 28 août) a prévu les assimilations des divers agents des personnels civils de la Marine, constitués après l'armistice, à des grades qui correspondent dans l'Armée de mer à la hiérarchie civile de leurs fonctions.

ment à commettre ; ainsi en était-il, jusqu'à une date récente, du corps des ingénieurs-mécaniciens, des ingénieurs du Génie maritime, de l'Artillerie navale, des ingénieurs-hydrographes, du Commissariat, du Contrôle, des administrateurs de l'Inscription maritime, du service des Directions de travaux, des professeurs d'hydrographie, du service de santé, des officiers des équipages de la Flotte, des officiers de Justice maritime, des officiers d'administration et des chefs de musique des dépôts des équipages de la Flotte ; l'ancien Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1858 se bornait à exprimer que pour le jugement des agents militaires de cette catégorie, les Conseils de guerre devaient être composés suivant le grade auquel correspondait le rang de l'accusé ; la règle était identique à celle qui demeure applicable pour les agents civils de la Marine et, de fait, un seul et même décret du 18 juillet 1921, remplaçant un décret du 21 juin 1858, modifié par décret du 14 novembre 1908, déterminait alors les assimilations de grades avec les marins, aussi bien pour ces agents civils que pour ceux bénéficiant de l'état des officiers.

La loi de 1938 va beaucoup plus loin ; elle exige que pour le jugement d'un inculpé appartenant à un corps possédant le bénéfice de la loi du 19 mai 1834, deux membres de ce corps remplacent dans le Tribunal les deux juges militaires du grade le moins élevé ; ces deux membres doivent être du même rang que cet inculpé, dans la hiérarchie de son corps (1) ; s'il y a plusieurs inculpés du même corps, mais de rangs différents, la composition du Tribu-

(1) Si l'inculpé a la qualité d'aumônier de la Marine, aux termes des règlements en vigueur, le Tribunal est composé comme pour le jugement des lieutenants de vaisseau (art. 14 § 5 du Code de 1938 modifié par le décret-loi du 20 janvier 1940).

nal est déterminée par l'inculpé ayant le rang le plus élevé ; s'il s'agit de juger des inculpés appartenant à des corps différents et qui ne sont pas du même grade, la garantie de la spécialisation dans la composition du Tribunal devrait s'effacer au détriment de l'inculpé du rang le moins élevé, devant le principe supérieur que le Tribunal doit toujours être composé selon le rang de l'inculpé le plus élevé dans la hiérarchie militaire ; enfin, si les inculpés appartiennent à différents corps mais ont le même rang, la composition est déterminée d'après le corps auquel appartient le plus ancien en grade.

Reste également l'hypothèse — à vrai dire très exceptionnelle — que le Code de 1938 ne résoud pas explicitement, où les inculpés appartenant ou non au même corps auraient le même grade et la même ancienneté ; la loi n'a pas cru devoir trancher un problème qui ne se posera sans doute que rarement ; il eut été possible de l'envisager de très simple manière, en faisant ici prévaloir le privilège de l'âge.

La portée des dispositions ci-dessus analysées a sensiblement diminué du fait que beaucoup des corps indépendants de la Marine, bénéficiant de la loi du 19 mai 1834, ont été, depuis l'armistice, supprimés en tant que corps militaires. Les officiers y appartenant ont été rayés des contrôles de l'Armée de mer par les lois du 27 août et du 18 septembre 1940 et intégrés dans les corps civils nouvellement constitués des ingénieurs des Industries navales, des ingénieurs des Directions de travaux, des pharmaciens chimistes de la Marine, des administrateurs de l'Inscription maritime, des professeurs d'hydrographie, des chefs de musique de la Marine, des magistrats de la Justice maritime ; les fonctionnaires du Contrôle ont, eux-mêmes, perdu

le bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers (loi du 14 septembre 1940).

A l'heure actuelle, ne conservent l'état d'officiers que les officiers du Commissariat de la Marine, les ingénieurs-mécaniciens, les médecins du service du santé et les officiers des équipages de la Flotte ; eux seuls jouissent donc actuellement du privilège institué par l'article 14 du Code de 1938, suivant lequel s'ils ont à comparaître devant un Tribunal maritime, deux membres du corps militaire auquel ils appartiennent doivent remplacer, dans ce Tribunal, les juges militaires du grade le moins élevé. Il serait souhaitable que, dans la mesure où les membres des nouveaux corps civils de la Marine, qui ont cessé d'avoir le statut des officiers, demeureront justiciables des Tribunaux maritimes, la loi vienne décider que deux membres du cadre du corps civil auquel appartient l'inculpé soient appelés à remplacer, comme dans le passé, les deux juges militaires du grade le moins élevé ; ainsi en a décidé la loi du 8 janvier 1941 pour le jugement des membres des personnels supérieurs des corps civils du département de la guerre, par les Tribunaux de Justice militaire.

2° En second lieu, les Tribunaux maritimes permanents statuant, en temps de paix, pour le jugement des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui mettent en cause, soit avec des marins ou des personnels assimilés, soit séparément, des personnes étrangères aux Armées, doivent comprendre en sus du Président, deux magistrats choisis, suivant les cas, et de la même manière, parmi ceux de la Cour d'appel ou parmi les magistrats des Tribunaux de 1^{re} instance du ressort de cette Cour ; cette réforme introduite par le décret-loi du 29 juillet 1939, portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat et

complétant l'article 13 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, a eu pour but, par l'adjonction au Président civil de deux magistrats de l'ordre judiciaire, de constituer en faveur des inculpés civils une garantie supplémentaire ; elle a pour résultat de porter à 9 membres, au lieu de 7, le nombre des juges, dans le cas qu'elle réglemente, de telle sorte que le texte a dû prévoir que toutes les questions posées au Tribunal, conformément à l'article 99 du Code, ne seront alors résolues contre l'inculpé que par 6 voix contre 3, alors que la majorité des voix normalement exigée est de 5 voix contre 2.

B. — Mode de désignation des juges.

Les juges militaires sont désignés par le Préfet maritime, dans les conditions fixées à l'art. 17 du Code : Sur présentation des chefs de corps et de services, il dresse un tableau indiquant par grade et par ancienneté, les officiers de Marine et officiers mariniers en activité dans les services ou à bord des bâtiments placés sous son contrôle au port où siège le Tribunal et réunissant les conditions légales pour être appelés à y siéger comme juges ; ce tableau est rectifié au fur et à mesure des mutations ; une expédition en est déposée au greffe du Tribunal maritime (1).

Les officiers et officiers mariniers qui y sont inscrits sont appelés à occuper les fonctions de juge, dans l'ordre

(1) Pour établir les listes prévues par l'art. 17 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer et désigner les juges, les officiers et officiers mariniers de réserve doivent prendre rang, vis-à-vis de ceux du cadre actif comme entre eux, d'après les règles concernant le droit au commandement (Circulaire du Ministre de la Marine du 19 février 1940, se référant aux art. 21 et 22 du règlement d'administration publique du 25 juillet 1933),

des inscriptions, à moins d'empêchement admis par une décision motivée du Préfet maritime. Ces juges militaires sont désignés pour six mois, mais peuvent être remplacés dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés au port où siège le Tribunal. Ce sont en quelque sorte les juges permanents qui entrent dans la composition normale du Tribunal pour le jugement des marins non officiers ; si, à raison du grade ou du rang de l'inculpé, cette composition doit être modifiée, les juges qui ont un grade leur permettant de siéger, continuent de droit leurs fonctions, les autres étant remplacés par des juges occasionnellement et provisoirement nommés par le Préfet maritime pour l'affaire dont s'agit et selon l'ordre du tableau ; de même en est-il dans le cas d'empêchement accidentel d'un juge de remplir la charge à laquelle il est appelé, ainsi que dans les cas, où en vertu de l'art. 28 du Code, se révèle pour un des membres du Tribunal l'une des causes de révocation prévues par ce texte (1).

(1) L'art. 28 du Code stipule que nul ne peut siéger comme Président ou juge, ou remplir les fonctions de Commissaire du Gouvernement ou de juge d'instruction maritime :

1° s'il est parent ou allié de l'inculpé jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement ;

2° s'il a porté la plainte, donné l'ordre d'information ou déposé comme témoin ;

3° si dans les cinq ans qui ont précédé la mise en jugement, il a été engagé comme plaignant, partie civile ou inculpé, dans un procès criminel contre l'inculpé ;

4° s'il a précédemment connu de l'affaire comme administrateur ou comme membre d'une Juridiction maritime.

L'art. 29 ajoute que les parents ou alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement ne peuvent, à peine de nullité, être membres d'une même Juridiction maritime ou remplir auprès d'elle les fonctions de Commissaire du Gouvernement, de juge d'instruction, de substitut ou de greffier.

Il peut arriver qu'il n'y ait pas dans l'arrondissement maritime d'officiers ayant le grade exigé pour la composition du Tribunal ; l'ancien Code admettait alors que le Préfet maritime invitât à siéger des officiers d'un grade égal à celui de l'accusé, ou d'un grade immédiatement inférieur ; si, nonobstant l'exercice de cette faculté, il y avait insuffisance d'officiers subalternes de Marine du grade requis, les sous-lieutenants, lieutenants et capitaines de l'Armée de terre en service dans le port pouvaient, à moins qu'il ne s'agisse de juger un fait maritime, être invités à entrer dans la composition du Tribunal, d'après l'ordre de leur inscription sur un tableau spécial dressé dans les mêmes formes et conditions que celui de la Marine. Ainsi, même s'il s'agissait de remplacer dans le Conseil de guerre un officier supérieur, en cas d'insuffisance dans l'arrondissement d'officiers des grades requis, des juges pouvaient être désignés ayant le même grade que l'inculpé, ou même le grade immédiatement inférieur ; ce n'est que si, malgré l'application de cette règle, il demeurerait impossible de composer le Conseil de guerre, que le Préfet avait la faculté, mais seulement en cas d'insuffisance d'officiers subalternes de Marine du grade exigé, d'appeler à siéger, dans les conditions exprimées plus haut, des capitaines, lieutenants et sous-lieutenants de l'Armée de terre.

L'article 18 du nouveau Code formule des règles assez différentes : Il prévoit, en effet, qu'en cas d'insuffisance d'officiers subalternes du grade requis, le Préfet maritime appelle à siéger des officiers de Marine du grade immédiatement supérieur à celui des juges défailants : il a, en outre, la faculté, sans être tenu de vérifier au préalable s'il serait ou non possible de former un Tribunal maritime avec ces officiers, de désigner des capitaines, lieute-

nants ou sous-lieutenants de l'Armée de terre ou de l'air, en service dans le port et selon l'ordre d'un tableau spécial, à moins qu'il ne s'agisse de juger un fait maritime.

Par ailleurs, en ce qui concerne les officiers généraux ou supérieurs, la loi a seulement prévu que, s'il ne s'en trouvait pas dans la région en nombre suffisant pour compléter le Tribunal, il y serait pourvu en appelant par rang d'ancienneté des officiers généraux ou supérieurs en activité dans les ports les plus voisins et à défaut sur l'ensemble du territoire ; la désignation doit alors être faite par le Ministre de la Marine.

Il existe un certain nombre de cas, en dehors de celui qui vient d'être indiqué, où les juges militaires, au lieu d'être désignés par le Préfet maritime dans les conditions qui sont ci-dessus exposées, le sont par le Ministre de la Marine lui-même ; il en est ainsi lorsqu'il s'agit de juger un officier général, un officier du grade de capitaine de vaisseau, un fonctionnaire du Contrôle ou un magistrat de Justice maritime.

Dans le cas où l'inculpé est un fonctionnaire du Contrôle ou un magistrat de Justice maritime, le Ministre de la Marine procède librement à cette désignation, suivant le rang de l'inculpé et sans avoir à tenir compte du tableau qui est tenu à la Préfecture maritime dans le ressort de laquelle siège le Tribunal ; il en est de même en ce qui concerne la désignation des capitaines de vaisseau ou contre-amiraux appelés à juger leurs pairs.

Quant aux amiraux, maréchaux de France ou vice-amiraux qui entrent dans la composition d'un Tribunal maritime en raison de ce que l'inculpé est capitaine de vaisseau ou d'un grade supérieur, ils sont appelés à siéger, aux termes de l'art. 19 du Code de 1938, dans l'ordre d'an-

cienneté, à moins d'empêchement admis, selon les cas, par les Ministres de la Marine et de la Guerre ; ainsi la désignation de ces juges se fait alors automatiquement et par une simple référence à leur promotion, étant cependant entendu qu'à défaut d'officiers généraux en activité de service, le Ministre pourrait désigner des officiers généraux du cadre de réserve ; c'est une exception notable, qui figurait déjà dans l'ancien Code de 1858, à la règle selon laquelle les juges militaires doivent être des officiers en activité de service.

Si un amiral ou un vice-amiral ayant commandé en chef devant l'ennemi, ou ayant commandé une force navale est mis en jugement à raison d'un fait commis pendant la durée de son commandement, aucun vice-amiral ayant été sous ses ordres devant l'ennemi ou dans la force navale ne peut être désigné pour faire partie du Tribunal maritime.

C. — Prestation de serment des juges.

L'article 31 du Code de 1938 exige que les juges prêtent serment ; cette formalité doit être accomplie, sur invitation du Président, au début de la première audience où ces juges sont appelés à siéger ; le serment, qui ne sera naturellement pas exigé des magistrats civils assurant la présidence des Tribunaux maritimes et de ceux qui, occasionnellement, dans les cas prévus par l'art. 13 du Code, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939, sont ajoutés à la composition habituelle de ces Tribunaux, est le suivant :

« Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et

loyal magistrat ». Le serment des juges maritimes fait apparaître que le législateur a entendu rappeler que ces officiers soient, dans l'exercice des fonctions exceptionnelles qui leur sont ainsi conférées, des magistrats ne relevant que de leur conscience et devant faire abstraction de toute autre considération.

D. — *Organisation du Parquet, de l'Instruction et du Greffe.*

L'art. 20 du Code de 1938 a prévu que, près de chaque Tribunal maritime permanent, il y aurait un Commissaire du Gouvernement et un juge d'instruction maritime. Le Commissaire du Gouvernement, ainsi que le juge d'instruction, sont des magistrats de Justice maritime. Nous étudierons dans le dernier chapitre de la 1^{re} partie de cet ouvrage, le statut de ces fonctionnaires spécialisés qui ont été institués par le nouveau Code de Justice maritime ; disons seulement tout de suite qu'ils ont, dans la hiérarchie du corps auquel ils appartiennent, un rang correspondant aux divers grades de l'Armée de mer, mais que la loi n'impose pas qu'ils aient un rang équivalent au grade de l'inculpé pour occuper les fonctions du Ministère public ou de l'instruction qui leur sont confiées.

Cependant, quand il s'agit de juger un amiral ou un vice-amiral, les fonctions de Commissaire du Gouvernement et de juge d'instruction ne sont pas remplies par les magistrats de Justice maritime ; le législateur a stipulé que, dans cette hypothèse, ces fonctions seraient toujours exercées par des officiers généraux, désignés par le Ministre de la Marine ; de même, dans le cas où des poursuites sont engagées pour des faits maritimes réprimés par les art. 240 à 252 du Code, ce sont encore des officiers géné-

raux ou supérieurs de Marine, d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé, qui sont nommés Commissaires du Gouvernement et juges d'instruction ; ils sont alors assistés du Commissaire du Gouvernement et du juge d'instruction maritime ordinaires près le Tribunal maritime, ou de l'un de leurs substituts.

Commissaires du Gouvernement et juges d'instruction peuvent, en effet, avoir des substituts, choisis parmi les magistrats de Justice maritime ou parmi les officiers de Marine ou du Commissariat, ou même parmi les officiers de tous corps se destinant à entrer dans le corps de la Justice maritime.

Titulaires et substituts, qui doivent être âgés de 25 ans accomplis et qui sont atteints des mêmes causes de récusation que les juges militaires, prêtent le même serment que ces derniers avant d'entrer en fonctions, à la première audience de la Juridiction à laquelle ils sont attachés.

La loi interdit (art. 21, § 3) — et c'est une règle essentielle de la nouvelle procédure militaire qu'il n'est pas inutile de mentionner ici — qu'un juge d'instruction maritime, ou son substitut, puisse, dans une affaire qu'il a instruite, remplir les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Enfin, les Tribunaux maritimes permanents sont pourvus d'un greffier, qui peut être assisté de commis-greffiers, dont le statut fera plus loin l'objet d'un examen particulier, à la suite de celui des magistrats de Justice maritime. Ces greffiers et commis-greffiers, ainsi que les huissiers appariteurs, mis à la disposition du Parquet, prêtent, conformément à l'art. 31, le serment suivant : « Je jure et promets de bien et loyalement remplir mes fonctions, et d'observer tous les devoirs qu'elles m'imposent ».

SECTION II. — Règles spéciales à la composition
des Tribunaux maritimes permanents
en temps de guerre

La composition des Tribunaux maritimes permanents ne demeure la même en temps de guerre qu'en temps de paix que sous certaines réserves importantes :

On se souvient qu'en temps de paix, lorsqu'il s'agit de juger un quartier-maître ou un marin, c'est un officier marinier qui siège dans le Tribunal à côté des officiers entrant dans la composition normale du Tribunal. Les quartiers-maîtres et marins sont ainsi soustraits à la règle de principe adoptée par le Code, selon laquelle l'inculpé doit avoir cette garantie particulière qu'au nombre des membres du Tribunal figurent un ou deux juges du même grade que le sien ; on sait que cela s'explique par le fait qu'il eut été difficile, en temps de paix, de trouver des quartiers-maîtres ou marins, ayant 25 ans accomplis, susceptibles d'être désignés pour remplir les fonctions de magistrat militaire ; en effet, les engagés de la Marine, qui sont les seuls à pouvoir atteindre cet âge de 25 ans en activité, ont en général, à ce moment, dépassé le grade de quartier-maître, à moins qu'il ne s'agisse d'hommes dépourvus de toute instruction ou de toute valeur militaire. Aussi la loi a-t-elle dû prévoir qu'en temps de paix, ce serait toujours un officier marinier qui compléterait le Tribunal, même pour le jugement d'un quartier-maître ou d'un marin.

La même difficulté ne se présente pas en temps de guerre, la mobilisation permettant de faire appel à des quartiers-maîtres ou marins ayant l'âge requis et possédant les qualités nécessaires pour exercer les fonctions de juge ; aussi

l'art. 154 du Code édicte-t-il que lorsqu'il s'agit de juger un quartier-maître ou un matelot, un marin du même grade remplace l'officier marinier parmi les juges.

Chaque chef de corps ou de service de la circonscription désigne, parmi les quartiers-maîtres et matelots en service au port où siège le Tribunal, un quartier-maître et un matelot. Une liste est ainsi formée dans laquelle un juge est désigné par voie de tirage au sort, selon des modalités qui ont été fixées par décret du 6 avril 1939 (*J. O.* du 8 avril). Ce n'est qu'à défaut de quartier-maître et matelot remplissant les conditions nécessaires pour être désigné comme juge que le Tribunal peut être constitué avec un officier marinier.

En outre, il résulte de l'article 154, § 1, du Code de 1938, modifié par le décret-loi du 20 janvier 1940, qu'en temps de guerre ne sont pas applicables les dispositions de l'article 13, selon lesquelles, pour le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État, qui mettent en cause, soit avec des marins ou des personnels assimilés, soit séparément, des personnes étrangères aux Armées, le Tribunal maritime doit comprendre deux magistrats civils. Ainsi le législateur a-t-il marqué sa volonté, qu'à partir de la déclaration des hostilités, les Juridictions de la Marine ne soient jamais composées que de militaires ; la toge le cède alors aux armes, sans distinctions ni réserves.

Il convient enfin de noter que, lorsqu'en temps de guerre, les Tribunaux maritimes sont appelés à juger des prisonniers de guerre, ils sont composés, comme pour le jugement des militaires français, d'après la correspondance de grades ou d'assimilations.

SECTION III. — Règles spéciales à la composition
des Tribunaux maritimes permanents
dans les circonscriptions en état de siège

Dans les territoires en état de siège, les Tribunaux maritimes ont, en vertu de l'art. 189 *bis* nouveau du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, la même composition qu'en temps de guerre.

CHAPITRE V .

JURIDICTIONS MARITIMES SIEGEANT A BORD

Les Tribunaux maritimes siégeant à terre ne peuvent suffire à l'administration de la Justice dans la Marine ; en effet, les bâtiments de l'Etat entreprennent, même en temps de paix, des croisières qui les conduisent parfois vers des mers lointaines, loin des côtes de France et de tout port comportant un Tribunal maritime permanent ; il faut bien cependant que la Justice soit rendue, sans que le Commandant soit obligé d'attendre le retour dans la Métropole pour faire comparaître les inculpés devant leurs juges naturels ; de là l'institution des Juridictions de bord. Après avoir examiné les raisons pour lesquelles le législateur de 1938 a décidé la suppression des anciens Conseils de justice siégeant à bord, nous étudierons, dans une II^e section, les caractères généraux de la constitution des Tribunaux maritimes de bord, en temps de paix, leur composition et le mode de désignation des juges, les conditions particulières de désignation des Commissaires du Gouvernement et juges d'instruction ; la troisième section de ce chapitre aura pour objet d'examiner les règles spéciales à la constitution et à la composition des Tribunaux de bord (1), en temps de guerre.

(1) Les Tribunaux de bord ne recevant aucune compétence spéciale en cas d'état de siège, la loi n'a pas eu à prévoir en cette hypothèse l'application de règles particulières.

SECTION 1. — Suppression des anciens Conseils de justice

Le Code de 1938 a supprimé les Conseils de justice qui jugeaient à bord, sans recours, les délits n'emportant pas une peine supérieure à deux ans d'emprisonnement, du moins lorsque les inculpés n'étaient ni officiers, ni aspirants. L'institution de ces Conseils de justice, dont le fonctionnement semblait être, en fait, assez intermittent, a paru, au législateur, incompatible avec les principes qui président à l'Administration d'une Justice bien rendue et égale pour tous. En effet, bien que prononçant des peines de droit commun, les juges composant les Conseils de justice étaient en même temps, sous la présidence du Commandant, les supérieurs hiérarchiques directs des inculpés, vivant avec eux, sur le même bâtiment et naturellement enclins à considérer leur mission bien plus comme découlant des nécessités ordinaires de la discipline, que comme celle de véritables juges ; comme ils jugeaient sans recours d'aucune sorte, la répression risquait d'être trop rigoureuse, sans tempérament ni contrôle, pour des infractions le plus souvent très légères ; par ailleurs, cette rigueur était réservée aux marins et officiers marinières, les officiers et aspirants y échappant, en tous les cas, ce qui pouvait apparaître comme constituant une inégalité choquante.

En dépit de ces inconvénients de principe, les Conseils de Justice, n'avaient pas donné lieu aux abus que comportait théoriquement leur institution. Le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de mer a néanmoins préféré en prononcer la suppression, ces organismes judiciaires de

l'ancienne Marine étant incompatibles avec les exigences du Droit militaire moderne (1).

SECTION II. — Tribunaux maritimes siégeant à bord en temps de paix

A. — *Caractères généraux et constitution des Tribunaux de bord.*

La suppression des Conseils de Justice n'a été motivée que par des considérations tout-à-fait particulières à l'institution même et au mode de fonctionnement de ces Juridictions. Sous l'empire de la législation nouvelle, il demeurait, comme autrefois, nécessaire que la Marine puisse juger à bord les crimes et délits qu'il serait pratiquement

(1) Il faut ici noter que le Code de 1938 ne reproduit pas la disposition de l'art. 365 du Code de 1858 qui, reprenant les termes de l'art. 34 du décret du 22 juillet 1806, donnait au Commandant de tout bâtiment de l'Etat le droit de punir ou de faire punir, sans formalités, les coupables de crime de lâcheté devant l'ennemi, de rébellion ou de sédition ou de tous autres crimes « commis dans un danger pressant ». C'est là une très sensible atteinte à l'ancienne tradition de la Marine selon laquelle le Commandant était à son bord « le seul maître après Dieu ». Les conséquences de cette tradition étaient en la circonstance exorbitante de l'exercice d'un pouvoir disciplinaire normal et ne se conciliaient que mal avec le fonctionnement régulier des Juridictions maritimes. A l'heure actuelle, le Commandant demeure sans doute maître à son bord, mais non de punir à sa discrétion les marins placés sous son autorité, s'ils ont commis un crime ou un délit ; il ne peut que les faire déférer, selon les cas, soit à un Tribunal maritime permanent, soit à un Tribunal de bord.

L'art. 271 du Code de 1938 laisse naturellement à la répression de l'autorité maritime les infractions aux règlements relatifs à la simple discipline, les peines privatives de la liberté ne pouvant excéder 60 jours, selon une échelle fixée par décret, et n'ayant aucun caractère pénal.

difficile de déférer à des Tribunaux maritimes siégeant à terre. Les Tribunaux de bord ont été en conséquence maintenus.

A la différence des Tribunaux maritimes siégeant à terre, les Tribunaux de bord ne sont pas des Juridictions permanentes ; ils se constituent temporairement chaque fois qu'il est nécessaire, c'est-à-dire, chaque fois qu'une infraction leur est déférée. Aussitôt qu'ils ont rendu le jugement en vue duquel ils ont été constitués, les Tribunaux de bord se séparent. Les juges n'y sont pas désignés pour une durée de six mois, comme ceux des Tribunaux maritimes permanents, mais sont nommés seulement en vue de donner une solution à une affaire déterminée. Les fonctions de Commissaire du Gouvernement et de juge d'instruction sont normalement conférées, dans les mêmes conditions, à des officiers de Marine ou du Commissariat (1). Aucun greffe n'y est jamais installé à demeure.

Non seulement les Tribunaux de bord n'ont aucun caractère de permanence, mais encore ils ne peuvent être constitués que sous certaines réserves et dans certaines conditions ; leur constitution ne se justifie, en effet, que par l'éloignement du navire de l'un des ports de la Métropole ou d'Afrique du Nord, où siège un Tribunal maritime permanent.

Aussi l'art. 134 du Code de 1938 n'autorise-t-il la réu-

(1) Cependant nous verrons plus loin que des magistrats de Justice maritime de carrière sont désignés par le Ministre pour exercer en Escadre les fonctions de Commissaire de Gouvernement et de juge d'instruction, dans le cas où le Tribunal de bord a été constitué, en vertu de l'art. 134 § 3 du Code, sur un bâtiment faisant partie d'une force navale indépendante.

tion des Tribunaux de bord, en temps de paix, que dans trois cas :

a) Le premier cas est celui où le bâtiment, sur lequel les inculpés sont embarqués, navigue ou stationne hors des côtes de France ou du bassin occidental de la Méditerranée ;

b) Le deuxième cas est celui où le bâtiment, naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée, n'y est pas présent pour une durée plus ou moins lointaine ;

c) Le troisième cas est celui où le bâtiment naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée, et ne se trouvant pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, fait partie d'une force navale indépendante.

Dans le premier cas, aucune autorisation du Ministre de la Marine n'est à envisager pour la formation éventuelle des Tribunaux de bord ; dans le second, cette formation est subordonnée à l'autorisation du Ministre, qui en apprécie la nécessité selon la durée présumée de l'absence du bâtiment ; dans le troisième cas, le Ministre doit également avoir donné son autorisation à la constitution de Tribunaux de bord, en tenant compte de l'importance de l'effectif de la force navale indépendante. Il est évident que le manque d'une autorisation ministérielle, dans le cas où cette autorisation est exigée par la loi, entacherait d'irrégularité les jugements qui seraient rendus par des Tribunaux de bord qui auraient été formés en dépit de ce manque d'autorisation.

Il convient, en outre, de noter que la constitution des Tribunaux de bord, quand elle est possible, ne revêt jamais, en temps de paix, un caractère obligatoire ; en effet, l'art. 134 ci-dessus visé, spécifie que « peuvent être déférés en

temps de paix, à des Tribunaux maritimes siégeant à bord des bâtiments de la Marine militaire », les inculpés relevant de leur compétence. Il appartient donc au Commandement d'apprécier, dans chaque espèce, s'il convient de réunir un Tribunal de bord, ou s'il est au contraire préférable d'attendre qu'il soit possible de débarquer l'inculpé pour le déférer à un Tribunal maritime permanent.

Des considérations générales qui précèdent, il résulte que le législateur de 1938 a entendu donner aux Tribunaux de bord, en temps de paix, le caractère d'une Juridiction maritime exceptionnelle. Sans doute n'y a-t-il, dans cette situation, rien qui soit spécifiquement nouveau ; sous l'empire du Code de 1858, les Tribunaux de bord n'étaient pas, en effet, plus permanents qu'ils ne le sont aujourd'hui, mais les conditions de leur constitution, qui ne variaient pas selon le temps de paix ou de guerre, étaient incontestablement beaucoup plus faciles. Il faut noter en particulier à cet égard que, quel que soit le lieu de navigation ou de stationnement du bâtiment, même s'il était dans les eaux métropolitaines, à moins que ce ne soit dans l'enceinte d'un arsenal fortifié, des Tribunaux de bord étaient toujours formés en cas de nécessité et sans qu'aucune autorisation ministérielle soit jamais exigée pour juger les marins embarqués.

En outre, ces Juridictions avaient un caractère obligatoire, en ce sens que lorsqu'une infraction relevant de leur compétence, venait à se produire, elles étaient, en principe, obligatoirement constituées, sans que le Conseil de guerre siégeant à terre puisse en être saisi, de telle sorte que le Commandement ne disposait d'aucun pouvoir d'appréciation pour déterminer s'il convenait, ou non, de réunir un Tribunal de bord.

Ainsi, le Code de 1938 paraît-il avoir considéré avec une certaine défaveur les Tribunaux de bord. Sans doute a-t-on craint que les exigences de la discipline à bord des bâtiments de l'Etat n'induisent les juges à une sévérité, qui risquait d'être d'autant plus excessive, que ces Tribunaux de bord ne pouvaient être présidés par un magistrat civil et que, par conséquent, ils ne seraient pas retenus par les conseils de modération et de sagesse escomptés d'un praticien de la Justice. Ce sont là, sans doute, des craintes peu fondées et particulièrement injustes, au moins dans la Marine française de nos jours. Elles n'en ont pas moins exercé une indéniable influence sur le régime nouveau instauré pour les formations de Justice fonctionnant à bord.

B. — Composition des Tribunaux de bord et mode de désignation des Juges.

Les Tribunaux maritimes siégeant à bord ne sont composés que de cinq juges ; leur composition varie en fonction du grade de l'inculpé, selon le tableau suivant qui figure à l'article 136 du Code :

GRADE DE L'ACCUSÉ	GRADE DU PRÉSIDENT	GRADE DES JUGES
Officier marinier, sous-officier, quartier-maître, matelot ou apprenti-marin.	Capitaine de vaisseau ou de frégate.	1 Capitaine de corvette 1 lieutenant de vaisseau 1 enseigne de vaisseau de 1 ^{re} ou de 2 ^e classe. 1 officier marinier
Enseigne de vaisseau de 2 ^e classe.	Capitaine de vaisseau ou de frégate.	1 capitaine de corvette 1 lieutenant de vaisseau 1 enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe. 1 enseigne de vaisseau de 1 ^{re} ou de 2 ^e classe.

Enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe.	Capitaine de vaisseau ou de frégate.	1 capitaine de corvette 1 lieutenant de vaisseau 2 enseignes de vaisseau de 1 ^{re} classe.
---	--------------------------------------	---

Lieutenant de vaisseau	Capitaine de vaisseau.	1 capitaine de frégate 1 capitaine de corvette 2 lieutenants de vaisseau
------------------------	------------------------	--

Capitaine de corvette	Contre-amiral	1 capitaine de vaisseau 1 capitaine de frégate 2 capitaines de corvette
-----------------------	---------------	---

Capitaine de frégate (1)	Contre-amiral	2 capitaines de vaisseau 2 capitaines de frégate
--------------------------	---------------	---

La plupart des dispositions du Code de Justice maritime pour l'Armée de mer, applicables à la désignation des juges des Tribunaux maritimes permanents, le sont à celle des juges des Tribunaux de bord (2) ; c'est ainsi que, conformément à l'article 14, avant-dernier, alinéa, les juges du grade de l'inculpé doivent toujours être d'une ancienneté supérieure ; au cas où cette condition ne pourrait être remplie, ces juges seraient remplacés par des juges du grade immédiatement supérieur.

De même, lorsqu'il s'agira de juger des fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la

(1) Quand l'inculpé possède un grade supérieur à celui de capitaine de frégate, le Tribunal de bord n'est pas compétent pour le juger.

(2) Il est notable de constater que la loi a omis de rendre applicable aux juges des Tribunaux de bord, de même qu'aux Commissaires du Gouvernement, juges d'instruction et greffiers près ces Tribunaux, dont nous étudierons plus loin le mode et les conditions de désignation, l'art. 31 du Code qui exige de ces magistrats militaires, lorsqu'ils siègent à terre, la prestation de serment.

Marine, assimilés aux marins par les lois et décrets d'organisation, le Tribunal de bord devra-t-il être composé, conformément au même art. 14, § 6, suivant le grade auquel correspond le rang du prévenu ; dans le cas où ce prévenu appartiendrait à un corps possédant le bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, deux membres de ce corps devront remplacer, dans le Tribunal, les deux juges militaires du grade le moins élevé ; enfin, en application de l'art. 14, § 7, s'il y a plusieurs inculpés de différents grades ou rangs, la composition du Tribunal devrait être déterminée par l'inculpé ayant le grade ou le rang le plus élevé ; si des inculpés ayant le même grade, appartiennent à différents corps, la composition serait déterminée d'après le corps auquel appartient le plus ancien de grade.

Dans le cas où l'inculpé, poursuivi comme auteur principal ou comme complice, est un civil, la composition du Tribunal de bord est celle applicable pour le jugement des marins non officiers et ce, à moins que le grade ou le rang d'un co-accusé, marin ou militaire, n'exige une autre composition (art. 15).

Les juges des Tribunaux de bord doivent être Français, et âgés de 25 ans accomplis (art. 27) ; les causes et conditions de récusation prévues par les art. 28, 29 et 30 leur sont applicables, de même qu'elles le sont aux Commissaires du Gouvernement et aux juges d'instruction près ces Tribunaux.

Par contre, un certain nombre de règles spéciales à la désignation des juges composant les Tribunaux de bord, sont édictées par l'art. 137 du Code de 1938. En effet, ces juges ne constituant pas un Tribunal permanent, ne peuvent être nommés par le Préfet maritime dans les condi-

tions fixées par les art. 17 et suivants de ce Code ; ils sont pris parmi les officiers de marine et les officiers marinières des bâtiments de la Marine militaire présents sur les lieux. La loi ne précise pas l'autorité chargée de les désigner ; ce doit être normalement celle qui a donné l'ordre d'informer (1).

Cependant, s'il ne se trouve pas, à bord des bâtiments présents, un nombre suffisant d'officiers du grade et du corps requis, les officiers de Marine de ce grade et de ce corps employés à terre seraient appelés à siéger.

Dans le cas où il s'agit de juger un inculpé appartenant à un corps possédant le bénéfice de la loi du 9 mai 1934 sur l'état des officiers, il peut arriver qu'il ne soit pas possible de trouver, soit à bord, soit à terre, deux membres de ce corps pour remplacer les deux juges militaires du grade le moins élevé ; ils peuvent alors être remplacés, pour la constitution du Tribunal de bord, par des officiers de Marine.

Enfin, l'art. 137, § 4, du Code de 1938, apporte une exception notable à la composition normale des Tribunaux de bord ; en effet, si, malgré l'appel fait aux officiers de Marine employés à terre, il y a insuffisance d'officiers du grade requis, les membres du Tribunal maritime peuvent être pris dans les grades inférieurs ou, à défaut, parmi les officiers de l'Armée de terre ou de l'Armée de l'air embarqués ou employés à terre, à moins qu'il ne s'agisse de juger un fait maritime. Néanmoins, même en cette hypothèse, la règle selon laquelle aucun juge d'un grade inférieur à celui de l'inculpé ne peut siéger, est maintenue ; la loi

(1) L'autorité compétente pour donner l'ordre d'informer est, en vertu de l'art. 142, soit le Commandant de la force navale indépendante, soit le Commandant de groupe, soit le Commandant du bâtiment.

ajoute que le Tribunal de bord ne peut jamais comprendre plus de deux officiers mariniens.

S'il y a impossibilité, en dépit des mesures ainsi prévues, de composer le Tribunal de bord, l'affaire doit être renvoyée, pour la suite à y donner, soit à un Commandant de force navale, soit à un Préfet maritime, soit à un Commandant de la Marine aux colonies.

C. — *Commissaires du Gouvernement, Juges d'instruction et Greffiers.*

Près de chaque Tribunal maritime siégeant à bord, il y a un Commissaire du Gouvernement, un juge d'instruction et un greffier. Dans le cas des paragraphes 1 et 2 de l'art. 134, c'est-à-dire, lorsque le bâtiment navigue ou statione hors des côtes de France ou du bassin occidental de la Méditerranée ou lorsque, navigant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée, il n'y est pas présent et que le Ministre de la Marine a donné l'autorisation de la formation éventuelle d'un Tribunal de bord, le Commissaire du Gouvernement et le juge d'instruction sont nommés par l'autorité qui a ordonné l'information (1). Les fonctions de Commissaire du Gouvernement sont alors remplies par un officier de la Marine ou du Commissariat d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé ; celles du juge d'instruction par des officiers des mêmes corps d'un grade inférieur à celui du Commissaire du Gouvernement, ou, à grade égal, d'une ancienneté moindre ; il est notable de constater ainsi que le juge d'instruction, bien que n'appartenant

(1) L'officier qui a procédé à l'enquête préalable à l'ordre d'informer, qui régleme l'art. 140 du Code, peut toujours être désigné soit comme Commissaire du Gouvernement, soit comme juge d'instruction.

pas alors au corps de la Justice maritime, pourra être d'un grade inférieur à celui de l'inculpé, sans qu'aucune irrégularité soit commise.

Dans le cas où la constitution du Tribunal de bord est faite en exécution de l'art. 134, § 3, c'est-à-dire lorsque le bâtiment, naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée et ne se trouvant pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, fait partie d'une force navale indépendante dans laquelle, en raison de son effectif, le Ministre de la Marine a autorisé une formation de Justice à bord, ce sont des magistrats de Justice maritime de carrière, désignés par le Ministre, qui remplissent les fonctions de Commissaire du Gouvernement et de juge d'instruction ; le Tribunal de bord prend alors un caractère de semi-permanence, au moins en ce qui concerne le Ministère public et l'information des affaires.

Naturellement, des substituts pris parmi les officiers de Marine ou du Commissariat, peuvent toujours être nommés, à l'occasion d'une affaire déterminée, par le Commandant de la force navale, pour assister alors les Commissaires du Gouvernement et juges d'instruction titulaires ; ces substituts devront répondre aux conditions de grade et d'ancienneté exigées de ces officiers pour accéder à ces fonctions.

Les greffiers sont nommés par l'autorité qui a ordonné l'information ; ces fonctions sont confiées soit à un officier de Marine ou du Commissariat, soit à un officier marinier.

SECTION III. — Tribunaux maritimes siégeant à bord en temps de guerre

En temps de guerre, la constitution des Tribunaux de bord ne revêt plus, comme en temps de paix, un caractère d'exception. Bien qu'ils demeurent alors des Juridictions temporaires, ne devant être formées que pour le jugement d'une affaire déterminée, leur constitution n'est plus soumise à des conditions quelconques, quant au lieu de stationnement ou de navigation du navire, ni quant à l'intervention préalable d'une autorisation ministérielle. Ils peuvent être formés partout où se trouvent des bâtiments de la Marine militaire, même sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée. De plus, dans les cas où ils sont compétents, ils sont, du moins en principe, obligatoirement constitués. En effet, si, en temps de paix, l'art. 134 énonce que « peuvent être déférés... à des Tribunaux maritimes siégeant à bord des bâtiments de la Marine militaire » les individus prévenus des infractions qui leur sont réservées, l'art. 180 n'a plus, en temps de guerre, employé la même formule ; il édicte que sont « déférés à des Tribunaux maritimes siégeant à bord », pour le jugement des crimes et délits de leur compétence, les individus qu'il énumère. Le Commandement ne semble donc pas ici avoir un pouvoir d'appréciation quant à la nécessité de constituer un Tribunal de bord ou de débarquer le marin prévenu pour le faire juger par un Tribunal maritime permanent siégeant à terre ; il est tenu par la loi de constituer immédiatement le Tribunal de bord et d'y déférer le coupable (1).

(1) En fait, au cours de la récente guerre, le Code de 1938 n'a pas été strictement observé à cet égard, des instructions ministérielles

En définitive, les Tribunaux siégeant à bord en temps de guerre, peuvent être assimilés aux Tribunaux militaires fonctionnant aux Armées ; le législateur a voulu que la Justice soit alors rendue très vite ; pour des nécessités militaires, facilement compréhensibles, il a donc ici délibérément écarté toutes les règles qui, en temps de paix, limitent la formation des Tribunaux de bord.

Les Tribunaux de bord ont, en temps de guerre, la même composition qu'en temps de paix. Cependant, il résulte de l'art. 182 que lorsqu'il s'agit de juger un quartier-maître ou un matelot, l'officier marinier est remplacé, suivant le grade de l'inculpé, par un quartier-maître ou matelot ; le Code de 1938 a ainsi entendu que le principe selon lequel, du moins en temps de guerre, le Tribunal maritime devrait toujours comprendre un juge ayant le même grade que l'inculpé, fût-il quartier-maître ou matelot, soit respecté aussi bien pour les Tribunaux siégeant à bord que pour les Tribunaux maritimes permanents. L'art. 183 indique que le juge, quartier-maître ou matelot, doit être désigné dans la forme prévue à l'art. 154 ; il est, en conséquence, nommé par voie de tirage au sort sur une liste qui n'est plus naturellement établie comme le prévoit l'art. 154, par les chefs de corps ou de service des circonscriptions territoriales, mais par le Commandement dans des conditions que la loi a omis de déterminer.

Les règles qui déterminent la nomination des Commissaires du Gouvernement et des juges d'instruction restent en temps de guerre identiques à ce qu'elles sont en temps

n'ayant évidemment aucune valeur législative, ayant invité les Commandants d'Escadre à débarquer, aussi souvent que possible, les marins coupables, pour les déférer aux Tribunaux maritimes permanents.

de paix. Cependant, le Code a prévu que des officiers de Justice maritime du cadre actif ou de réserve pourraient être embarqués en temps de guerre et que, dans ce cas, les autorités qualifiées pour donner l'ordre d'informer, les désigneraient de préférence aux officiers des autres corps mentionnés à l'art. 137.

Enfin, des officiers défenseurs peuvent, en temps de guerre, être affectés au service de la Justice maritime ; ils reçoivent, au titre de l'assimilation spéciale, le grade d'officier-adjoint de Justice maritime, à moins qu'ils ne possèdent déjà un grade d'officier plus élevé ; ces officiers, dont nous examinerons dans un autre chapitre le statut, n'exercent jamais leurs fonctions qu'en Escadre, pendant le temps de guerre. Il n'en existe pas auprès des Tribunaux maritimes permanents, ce qui s'explique facilement, la défense pouvant être normalement assurée devant ces Tribunaux par les avocats civils, dans les conditions ordinaires.

CHAPITRE VI

LES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS DE CASSATION SIEGEANT A TERRE EN TEMPS DE GUERRE

Le Code de 1938 a créé, pour le temps de guerre, des Tribunaux maritimes permanents de cassation qui sont appelés à statuer sur les recours formés contre les jugements des Tribunaux maritimes ; pas plus que les anciens Conseils de révision aujourd'hui supprimés, les Tribunaux maritimes permanents de cassation ne constituent des Juridictions d'appel ; nous étudierons dans la seconde partie de cet ouvrage les conditions juridiques dans lesquelles ils peuvent être saisis soit par les inculpés, soit par les Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux maritimes. Il nous suffira d'indiquer ici que les Tribunaux maritimes permanents de cassation remplacent, pendant la durée des hostilités, la Cour de cassation elle-même dans l'examen des pourvois et qu'ainsi ces pourvois ne peuvent jamais être fondés que sur des moyens de droit ; en d'autres termes, les Tribunaux maritimes permanents de cassation ne reprennent pas la discussion des affaires dont ils ont à connaître dans les conditions de fait où ces affaires se sont présentées devant les premiers juges ; ils statuent seulement en droit sur les jugements qui leur sont déférés,

soit pour en prononcer la cassation et renvoyer les inculpés devant de nouveaux juges, soit pour rejeter le pourvoi et reconnaître ainsi la régularité de ces jugements.

Sous l'empire du Code de justice militaire pour l'Armée de mer de 1858, les Conseils de révision permanents dans les arrondissements maritimes fonctionnaient aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ; l'art. 44 de la loi de finances du 17 avril 1906 avait supprimé leur fonctionnement en temps de paix, de telle sorte que les jugements des Conseils de guerre siégeant à l'intérieur du territoire métropolitain, en Algérie et Tunisie, étaient alors déférés à la Cour de cassation elle-même. La guerre de 1914-1918 les avait fait aussitôt revivre ; ils avaient automatiquement disparu avec le retour à la paix en 1919. C'est à ces Conseils de révision que le législateur de 1938 a substitué, en cas de guerre, les Tribunaux maritimes permanents de cassation, dont le nombre, le siège et le ressort devaient être fixés par décret.

Un décret du 26 octobre 1938 (*J. O.* du 29 octobre) avait institué quatre Tribunaux maritimes de cassation permanents : le premier siégeait à Caen et connaissait des pourvois contre les jugements du Tribunal maritime permanent de Cherbourg ; le second à Rennes statuait sur les pourvois contre les jugements du Tribunal maritime permanent de Brest ; le troisième, à Aix-en-Provence, était saisi des pourvois contre les jugements du Tribunal maritime permanent de Toulon ; le quatrième, à Alger, statuait sur les pourvois dirigés contre les jugements du Tribunal maritime permanent de Bizerte.

Un décret du 12 avril 1940 a supprimé le Tribunal maritime de cassation de Rennes, attribuant compétence au Tribunal de cassation de Caen pour connaître des recours

formés contre les jugements des Tribunaux maritimes permanents des 1^{re}, 2^e et 5^e Régions maritimes (Cherbourg, Brest, Lorient) et des Tribunaux de bord fonctionnant dans la Manche et l'Océan Atlantique (1). Le ressort du Tribunal maritime de cassation d'Aix-en-Provence est étendu aux Tribunaux maritimes permanents fonctionnant dans la 3^e Région (Toulon) et aux Tribunaux de bord réunis dans la Méditerranée. Le Tribunal maritime de cassation d'Alger statue sur les recours contre les jugements des Tribunaux maritimes permanents fonctionnant en Algérie et en Tunisie (Bizerte et Oran).

Les Tribunaux maritimes permanents de cassation sont présidés par un Président de la Cour d'appel ou le magistrat qui en remplit les fonctions ; ils sont composés, outre le Président, de deux magistrats de la Cour d'appel et de deux officiers supérieurs de Marine, un capitaine de vaisseau ou de frégate et un capitaine de corvette.

Le Président et les assesseurs civils sont désignés par le Ministre de la Justice, sur proposition des chefs de Cour du ressort dans lequel siège le Tribunal maritime de cassation, selon les prescriptions fixées par un décret du 26 octobre 1938, lequel ne doit pas être confondu avec le décret portant la même date du 26 octobre 1938 dont il est ci-dessus question et qui avait créé originairement quatre Tribunaux maritimes de cassation permanents. La nomination des magistrats civils par le Ministre de la Justice est faite pour la durée d'un an, mais les magistrats nommés sont toutefois habilités à continuer valablement après ce temps l'exer-

(1) Le décret du 26 octobre 1938 avait omis de régler le ressort des Tribunaux maritimes permanents de cassation, quant aux pourvois dirigés contre les jugements des Tribunaux de bord ; le décret du 12 avril 1940 répare cette omission.

cice de leurs fonctions, tant qu'ils ne sont pas remplacés ; en cas d'empêchement d'un de ces juges, il serait pourvu à son remplacement par une ordonnance motivée du Premier Président.

Quant aux juges militaires, l'art. 156 du Code stipule qu'ils doivent être pris parmi les officiers en service dans la Région maritime et désignés par le Préfet maritime, conformément à un tableau spécial par grade et par ancienneté, qui est dressé dans les mêmes conditions que celles du tableau servant à la désignation des membres des Tribunaux maritimes permanents ; ils peuvent être remplacés tous les six mois et même dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés dans la Région.

Les Tribunaux maritimes de cassation ne sont soumis à aucune variation de leur composition à raison du grade de l'inculpé ; cela s'explique aisément par la nature même de leurs attributions puisqu'on a vu qu'il ne s'agit plus, à ce stade de la procédure, de discuter en fait la culpabilité des accusés, mais seulement d'apprécier en droit la régularité des jugements frappés de pourvois ; la discipline militaire est ici beaucoup moins intéressée que devant les Tribunaux maritimes permanents ou de bord à ce que la décision ne soit jamais rendue par des juges militaires d'un grade inférieur à celui de l'inculpé.

Cependant, si la règle de l'invariabilité de la composition des Tribunaux maritimes de cassation est absolue pour les juges militaires, elle souffre une exception quant à la désignation du Président civil, dans l'hypothèse où le Tribunal maritime permanent dont le jugement est attaqué aurait été présidé par un maréchal de France, un amiral ou un vice-amiral commandant en chef ou membre du Conseil supérieur de la Marine ; dans ce cas, la loi décide, en effet,

que le Tribunal maritime de cassation doit être présidé par le Premier Président de la Cour d'appel du ressort ou le magistrat qui en remplit les fonctions, au lieu de l'être par le Président de chambre normalement désigné.

On peut se demander pourquoi le législateur a cru devoir associer des juges militaires à des juges civils pour composer les Tribunaux maritimes de cassation. L'expérience juridique nécessaire ne se rencontrera que rarement dans la minorité militaire de ces Tribunaux ; l'action personnelle des officiers de Marine dans la discussion des affaires risque d'être le plus souvent singulièrement réduite, en présence de magistrats professionnels depuis longtemps préparés à l'étude des moyens de cassation ; sans doute les nécessités de l'état de guerre expliquent-elles que la Cour de cassation, qui constitue l'organe régulateur de l'administration de la Justice en assurant l'unité de jurisprudence, soit exceptionnellement déssaisie des pourvois formés contre les décisions des Tribunaux militaires en général, pendant le temps que durent les hostilités ; il faut alors assurer un fonctionnement rapide des services de Justice intéressés par la Défense Nationale ; aucun doute que la Cour de cassation, telle qu'elle est à l'heure actuelle constituée, ne soit impuissante à réaliser cette indispensable condition de toute Justice militaire devant l'ennemi : la célérité dans l'expédition des affaires. Cela ne changerait néanmoins en rien la nature essentiellement technique des discussions qui s'instaurent sur des pourvois en cassation ; au lieu de constituer des Tribunaux exceptionnels, où des juges militaires sont inutilement dérangés pour une fonction à laquelle ils sont mal préparés, n'aurait-il pas été plus sage de donner, en la matière, compétence à la Cour d'appel elle-même ? Une solution, meilleure encore, eût peut-être con-

sisté à constituer à la Cour de Cassation, une chambre criminelle militaire, tenue de statuer dans de très brefs délais, sur les recours formés contre les Tribunaux militaires ou maritimes ; ainsi eût-on alors respecté le principe de la primauté de la Cour de cassation, seul susceptible d'assurer l'unité de la jurisprudence.

Les Tribunaux maritimes permanents de cassation comportent un Parquet et un greffe ; les Commissaires du Gouvernement ainsi que les substituts sont nommés par le Ministre de la Marine parmi les magistrats de Justice maritime, dont le statut sera étudié dans un autre chapitre ; l'art. 159, § 3, prescrit qu'ils doivent prêter le serment prévu par l'art. 31.

Quant aux greffiers et commis-greffiers, leur statut a été déterminé par un décret du 22 septembre 1939 (*J. O.* du 27 septembre) ; nommés par le Ministre de la Marine sur présentation du Garde des Sceaux, ils sont assimilés aux officiers des équipages de la Flotte ; ils prêtent également serment.

Juges, Commissaires du Gouvernement et greffiers doivent être Français et âgés de 30 ans accomplis ; les causes de récusation fixées par les art. 28, 29 et 30 pour les membres des Tribunaux maritimes permanents leur sont applicables.

CHAPITRE VII

LES TRIBUNAUX MARITIMES DE CASSATION SIEGEANT A BORD EN TEMPS DE GUERRE

En temps de guerre, les jugements des Tribunaux maritimes de bord peuvent être déférés aux Tribunaux maritimes de cassation permanents siégeant à terre et qui, dans le Code de 1938, ont remplacé les anciens Conseils de révision.

La loi a, en outre, prévu qu'un Tribunal maritime de cassation devait être constitué à bord en temps de guerre, dans le cas où le bâtiment à bord duquel a été rendu le jugement se trouve hors d'Europe ou de la Méditerranée.

Toutefois, un décret peut toujours, si la situation navale le justifie, autoriser la constitution de Tribunaux maritimes de cassation de bord, même dans les forces navales opérant en Europe ou dans la Méditerranée.

C'est à l'autorité maritime qui a donné l'ordre d'informer qu'il appartient de constituer le Tribunal et de désigner les juges ; elle ne peut évidemment le faire que dans le cas où la loi l'y autorise et la constitution d'un Tribunal de cassation sur un bâtiment se trouvant en Méditerranée ou dans les eaux européennes serait irrégulière, à moins qu'un décret ne soit intervenu donnant au commandement

d'une force navale déterminée les pouvoirs nécessaires à cette fin.

De même que les Tribunaux maritimes de bord, les Tribunaux de cassation de bord ne sont que des Juridictions temporaires qui disparaissent aussitôt qu'elles ont rendu la décision de Justice pour laquelle elles ont été réunies ; alors que les anciens Conseils de révision de bord étaient toujours formés en même temps que les Conseils de guerre dont ils pouvaient avoir à connaître les jugements, les Tribunaux de cassation ne sont jamais constitués qu'au moment où un recours est formé. Le Commandement doit donc attendre, pour procéder à leur constitution, que le jugement rendu par le Tribunal de bord soit frappé d'un pourvoi.

Les Tribunaux maritimes de cassation siégeant à bord ne comportent pas de membres civils. L'impossibilité matérielle dans laquelle on se trouverait, au cours de croisières souvent lointaines, de réunir à bord des magistrats de l'ordre civil, a contraint le législateur à confier à des militaires, le plus souvent sans aucune expérience juridique, le soin de statuer sur des recours qui ne peuvent cependant poser que des questions de droit, de la solution desquelles dépend la régularité des jugements qui en sont l'objet.

Le caractère exceptionnel de la constitution des Tribunaux maritimes de cassation siégeant à bord, tempère en fait, dans une très large mesure, les inconvénients qui peuvent résulter de cette situation.

Aux termes de l'art. 185 du Code, ces Tribunaux ne sont composés que de trois membres : un Président, qui doit avoir le grade de contre-amiral, de capitaine de vaisseau ou de frégate et deux juges qui sont capitaines de vaisseau, capitaines de frégate ou de corvette,

Ces officiers sont pris parmi les officiers des bâtiments présents sur les lieux et à défaut parmi les officiers de Marine employés à terre ; en cas d'insuffisance d'officiers du grade requis, le Président et les membres du Tribunal de cassation peuvent être pris dans les grades immédiatement inférieurs ou à défaut, parmi les officiers de l'Armée de terre embarqués ou employés à terre (1). Ces officiers de l'Armée de terre peuvent ici siéger même s'il s'agit de rendre un arrêt sur un jugement se rapportant à un fait maritime ; comme le Tribunal maritime de cassation ne juge qu'en droit et doit, par conséquent, tenir pour constants les faits souverainement appréciés par les juges du premier degré, il n'y a aucun inconvénient à ce que les membres de ce Tribunal puissent être, en ce cas, recrutés parmi les officiers de l'Armée de terre.

La loi exige que le Président soit d'un grade au moins égal à celui du Président du Tribunal qui a prononcé le jugement ; quant aux juges, ils pourront être capitaines de vaisseau, de frégate ou même de corvette, quel que soit le grade de l'inculpé ; d'où cette conséquence, que le Tribunal de cassation jugeant le pourvoi d'un capitaine de frégate pourra comprendre un capitaine de corvette ; bien mieux, comme en cas d'insuffisance d'officiers du grade requis, les membres du Tribunal de cassation peuvent être choisis dans les grades immédiatement inférieurs, un lieu-

(1) On se souvient que l'art. 137 § 4 du Code de 1938 édicte la même règle pour la composition des Tribunaux maritimes de bord, du moins à une nuance près ; il permet, en effet, de faire appel aux officiers de l'Armée de l'air aussi bien qu'à ceux de l'Armée de terre. L'art. 185 relatif à la composition des Tribunaux maritimes de cassation de bord ne parle pas des officiers de l'Armée de l'air ; même s'il ne s'agit là que d'un oubli du législateur — ce qui est vraisemblable — les officiers de l'Armée de l'air ne paraissent donc pouvoir ici suppléer les officiers de Marine.

tenant de vaisseau pourra être appelé à remplacer un capitaine de corvette. Il en résultera alors cette conséquence qu'un capitaine de corvette, ou même un capitaine de frégate, pourra, éventuellement, voir son pourvoi examiné par un Tribunal dans la composition duquel pourra entrer un officier subalterne (1).

Ce sont là de graves infractions aux principes habituels en la matière ; elles s'expliquent, sans doute, ici encore, par cette considération que les Tribunaux de cassation ne jugent pas l'inculpé mais la légalité de la décision qui leur est déférée ; aucune raison tenant à la discipline militaire n'a obligé le législateur à composer ces Tribunaux de telle manière qu'en aucun cas le pourvoi ne soit jugé par des juges d'un grade inférieur à celui de l'inculpé.

Dans le cas où il serait impossible de composer le Tribunal de cassation de bord dans les conditions qui précèdent, l'affaire devrait être renvoyée pour la suite à y donner, soit à un Commandant de force navale, soit à un Préfet maritime ou à un Commandant de la Marine dans une circonscription judiciaire, soit à un Commandant de la Marine aux colonies.

Près de chaque Tribunal maritime de cassation doit être nommé un Commissaire du Gouvernement choisi, quand il est possible, parmi les officiers de Justice maritime ou à défaut parmi les officiers de Marine ou du Commissariat ; le Code ne détermine pas le rang ou le grade que peut avoir cet officier ; les fonctions de greffier sont confiées à un officier des mêmes corps ou à un officier marinier.

(1) Les Juridictions maritimes de bord ne connaissant pas des infractions commises par les officiers ayant un grade supérieur à celui de capitaine de frégate, les singularités qui viennent d'être signalées, quant à la composition des Tribunaux de cassation de bord, ne se produisent que pour le jugement des capitaines de corvette et de frégate,

CHAPITRE VIII

LES COURS MARTIALES

La guerre bouleverse souvent les prévisions du législateur ; du moins en est-il ainsi dans le domaine de la Justice militaire. On sait, par les chapitres précédents, que lorsque furent refondus les Codes de Justice militaire pour l'Armée de terre et pour l'Armée de mer, en 1928 et en 1938, des dispositions furent introduites dans les textes nouveaux, qui donnaient aux Juridictions militaires et maritimes une organisation différente, selon que ces Juridictions siégeaient en temps de paix ou en temps de guerre ; nous verrons, dans la seconde partie de cet ouvrage, que les mêmes distinctions essentielles doivent être faites, en ce qui a trait aux règles qui déterminent la compétence des Tribunaux maritimes, suivant que ces Tribunaux fonctionnent ou non pendant la durée des hostilités. Si nous avons ici pour objet d'étudier les règles de la procédure maritime, nous constaterions qu'il en est de même en cette matière, toutes les garanties dont profite l'accusé en temps de paix ne pouvant être maintenues en temps de guerre, en raison des nécessités évidentes de la conduite des opérations, qui imposent une Justice plus rapide, plus rigoureuse et surtout plus exemplaire.

Néanmoins, s'il fut un principe dont le législateur sem-

ble avoir eu souci, ce fut celui d'écarter, pour le temps de guerre, la constitution de Cours martiales, composées hâtivement, jugeant sur le champ et sans recours d'aucune sorte, et dont les décisions seraient immédiatement exécutoires. Ces Cours martiales avaient, dans un passé récent, laissé de mauvais souvenirs. Si la Marine paraît en avoir été préservée, il n'en avait pas été de même de l'Armée. Déjà, pendant la guerre de 1870-1871, un décret du 12 octobre 1870 (D. 1870 - IV - 114) avait institué des Juridictions militaires d'exception statuant en dehors des règles normales sur le fonctionnement des Conseils de guerre créés par le Code de 1857; de même, dès le 6 septembre 1914, le Gouvernement avait-il, à nouveau, pour la durée de la guerre, créé des Conseils de guerre spéciaux aux Armées, fonctionnant comme de véritables Cours martiales. Ce furent souvent ces Juridictions improvisées qui rendirent des décisions trop rapides, dont beaucoup furent, par la suite, révisées par la Cour spéciale de Justice militaire, instituée par la loi du 6 mars 1932; le discrédit dans lequel ces Cours martiales étaient tombées avait forcément rejailli sur les Conseils de guerre proprement dits dans la campagne, souvent injuste, qui fut longtemps menée dans le pays contre eux. En définitive, hanté par ces souvenirs, le Parlement avait pensé que la loi nouvelle prévoyant des règles particulières au fonctionnement des Juridictions militaires en temps de guerre, ces règles suffisaient à assurer la répression plus énergique qui convient à la période des hostilités, sans que le Gouvernement soit obligé d'avoir recours à la constitution de Cours martiales.

Ces espoirs ont été vite déçus. Un décret-loi du 15 mai 1940 (J. O. du 18 mai) avait déjà prévu que pendant la durée de la guerre, les individus arrêtés en flagrant délit

pour l'un des crimes prévus par le Code de justice militaire de l'Armée de terre ou de l'Armée de mer, par les art. 75 à 86 du Code pénal ou par le décret du 1^{er} septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre, pourraient être traduits directement et sans instruction préalable devant le Tribunal militaire ou maritime même lorsqu'il s'agirait d'une infraction pouvant entraîner la peine de mort ; les jugements rendus dans ces conditions n'étaient susceptibles d'aucun recours ni pourvoi en cassation ; ils étaient exécutoires immédiatement.

Le décret-loi du 20 mai 1940 (*J. O.* du 22 mai) vint ensuite décider qu'aux Armées, les Tribunaux militaires ou maritimes jugeant dans les conditions prévues par le décret du 15 mai 1940 « se constituent en Cours martiales », lesquelles sont alors appelées à connaître immédiatement de toutes les infractions visées à ce décret, sans qu'aucun délai soit imposé entre la citation de l'inculpé et l'audience de jugement ; de plus, le Commissaire du Gouvernement était alors tenu de soutenir l'accusation, sur l'ordre qui lui en était donné par l'autorité qui avait délivré l'ordre de citer.

Deux autres décrets du 20 mai 1940 (*J. O.* 22 mai) intervinrent encore ; l'un étendit les dispositions du décret du 15 mai 1940 aux crimes prévus et punis par les art. 91 à 101 du Code pénal qui tendent à troubler l'Etat par la guerre civile, l'emploi illégal de la force armée, la dévastation et le pillage publics ; l'autre étendit aux Tribunaux militaires permanents, dans les circonscriptions territoriales en état de siège, les dispositions du décret du 20 mai 1940 sur les Cours martiales ; en effet, ce dernier décret n'était applicable qu'aux Tribunaux militaires aux Armées et non aux Tribunaux militaires permanents ; désormais ces derniers, jugeant dans les conditions prévues par le

décret du 15 mai 1940, se constituent aussi en Cours martiales dans les circonscriptions territoriales en état de siège.

Bien que le décret du 20 mai 1940, étendant ainsi aux Tribunaux militaires permanents les dispositions du premier décret, portant la même date du 20 mai 1940, concernant la constitution des Cours martiales, fut contresigné par le Ministre de la Marine, il ne visait pas les Tribunaux maritimes permanents, de telle sorte que seuls les Tribunaux maritimes « aux Armées » pouvaient se constituer en Cours martiales ; l'expression, bien qu'impropre à la Marine, ne permettait, en effet, de reconnaître sous cette dénomination que les Tribunaux de bord ou les Tribunaux maritimes siégeant à terre dans les mêmes conditions que les Tribunaux de bord.

La loi du 10 décembre 1940 (*J. O.* 21 décembre), modifiant et complétant le décret du 20 mai 1940 concernant la constitution des Tribunaux militaires et maritimes en Cours martiales, a remédié à cette situation singulière au point de vue législatif. En effet, l'art. 1 de ce décret édicte désormais : « Les Tribunaux militaires aux Armées, les Tribunaux maritimes siégeant à bord ou organisés comme les Tribunaux de bord, les Tribunaux militaires ou maritimes permanents dans les circonscriptions en état de siège, jugeant dans les conditions prévues par le décret du 15 mai 1940, se constituent en Cours martiales pour assurer la répression immédiate des crimes prévus par les Codes de justice militaire pour l'Armée de terre et l'Armée de mer, par les art. 75 à 101 du Code pénal ou par le décret du 1^{er} septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre » ; par ailleurs, cette même loi du 10 décembre 1940 a abrogé le décret du 20 mai 1940 (*J. O.* 24 mai) étendant aux Tribunaux militaires permanents

dans les circonscriptions territoriales en état de siège, les dispositions du décret du 20 mai 1940 sur les Cours martiales, publié au *J. O.* du 22 mai 1940 et qui étaient devenues sans objet.

Si le législateur a cru devoir faire renaître les Cours martiales, il ne l'a fait néanmoins que sous des réserves importantes.

Tout d'abord, la constitution des Cours martiales ne paraît pas devoir revêtir dans notre législation militaire et maritime un caractère définitif. En effet, le décret du 20 mai 1940, modifié par la loi du 10 décembre 1940, ne prévoit cette constitution que pour les Tribunaux militaires ou maritimes « jugeant dans les conditions prévues par le décret du 15 mai 1940 ». Or, ce décret ne doit recevoir application que « pendant la durée de la guerre » ; il s'agit évidemment de la présente guerre, de telle sorte qu'on doit considérer que, la paix étant conclue, la loi nouvelle cessera d'avoir effet.

De plus, la constitution des Cours martiales ne revêt jamais un caractère obligatoire pour le Commandement. Le texte peut à cet égard prêter à confusion, puisqu'il énonce que les Tribunaux militaires ou maritimes jugeant dans les conditions prévues par le décret du 15 mai 1940 « se constituent en Cours martiales ». Mais le décret du 15 mai 1940 ne fait de la procédure de citation directe qu'il prévoit pour certains crimes, qu'une simple faculté pour l'autorité compétente ; il édicte, en effet : « A dater de la publication du présent décret, et pendant la durée de la guerre, les individus arrêtés en flagrant délit pour l'un des crimes... etc., *peuvent* être traduits directement et sans instruction préalable devant le Tribunal militaire ou maritime ». Il faut donc en conclure que les Cours martia-

les ne sont jamais formées que dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sans que cette formation soit jamais imposée par la loi.

C'est à l'autorité qui a signé l'ordre de citation, qu'il appartient d'inviter le Tribunal maritime à se constituer en Cour martiale, rien ne l'obligeant à user du droit qui lui est ouvert ainsi et dans tous les cas où les nécessités de la discipline ne l'imposeront pas, il semble à tous égards, préférable que le Commandement laisse la Justice militaire se développer suivant ses formes habituelles.

Par ailleurs, les Cours martiales instituées par le décret du 20 mai 1940 ne reçoivent aucune composition spéciale ; ce sont les Tribunaux maritimes ordinaires qui, dans les conditions prévues par ce texte, se transforment en Cours martiales, qu'il s'agisse de Tribunaux de bord ou de Tribunaux maritimes permanents. Les inculpés conservent donc à cet égard toutes les garanties que leur donne la loi, quant aux choix des juges, à leur nombre et à leur grade.

Enfin, les Cours martiales ne peuvent être constituées conformément au décret du 15 mai 1940, que si les inculpés ont été arrêtés en flagrant délit, c'est-à-dire au moment où ils commettaient ou venaient de commettre le fait reproché et seulement pour les infractions suivantes :

1 — Crimes militaires prévus par les Codes de justice militaire pour l'Armée de terre et de mer, ce qui exclut les délits prévus par ces mêmes Codes.

2 — Crimes prévus par les art. 75 à 101 du Code pénal ; ce sont les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat (1)

(1) Un décret-loi, portant encore la même date du 20 mai 1940 (*J. O.* 22 mai), avait étendu, pour le temps de guerre, les dispositions visant les infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les Puissances alliées de la

et ceux qui tendent à troubler l'Etat par la guerre civile, l'emploi illégal de la force armée, le pillage et la dévastation publics.

3 — Crimes prévus par le décret du 1^{er} septembre 1939, réprimant le pillage en temps de guerre.

Sous ces réserves, les Cours martiales, constituées en exécution de la loi du 10 décembre 1940, continuent de connaître immédiatement et sans instruction préalable des affaires qui leur sont déférées, aucun délai n'étant imposé entre la citation de l'inculpé et la réunion du Tribunal. Le Commissaire du Gouvernement demeure obligé de soutenir l'accusation, sur l'ordre qui lui en est donné par l'autorité qui a délivré l'ordre de citer, alors que, selon les principes habituels, il est libre d'y renoncer à l'audience. Les jugements que rendent les Cours martiales ne sont susceptibles d'aucun recours ni pourvoi en cassation ; un pourvoi qui serait, par hypothèse, formé contre le jugement d'une Cour martiale, en dépit de l'interdiction qui en est formulée, serait sans aucune valeur juridique ; par tant, il ne revêtirait aucun caractère suspensif.

Les jugements rendus par les Cours martiales sont exécutoires immédiatement, réserve faite des prérogatives constitutionnelles du Chef de l'Etat, lequel peut toujours être saisi d'une demande de grâce, au moins dans le cas où la peine de mort a été prononcée.

On voit par là que les Cours martiales fonctionnent dans des conditions tout-à-fait particulières et qui sont exclu-

France ; il suit de là que les Tribunaux maritimes pouvaient se constituer en Cours martiales pour juger aussi les crimes de cette nature contre les Puissances alliées.

sives de toutes les garanties habituelles de la Justice criminelle. Il faut souhaiter qu'elles se constituent seulement dans des cas ayant un caractère nettement exceptionnel, la gravité des circonstances pouvant alors justifier la suspension de ces garanties.

CHAPITRE IX

LES JURIDICTIONS PÉNALES DE DROIT COMMUN CONCOURANT A L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MARITIME (1)

Deux juridictions pénales de droit commun peuvent être amenées à prendre des décisions intéressant la Justice militaire pour l'Armée de mer ; ce sont les Cours d'appel (Chambres des mises en accusation) et la Cour de cassation (Chambre criminelle).

SECTION I. — La Chambre des mises en accusation

A. — *En temps de paix.*

Chaque fois qu'un ordre d'informer est donné, renvoyant un inculpé devant un Tribunal maritime permanent pour un fait qualifié crime, pouvant être puni de la peine de mort, de celle de la déportation, des travaux forcés, de la détention, de la réclusion, le renvoi de l'affaire devant le Tribunal maritime, au lieu d'être prononcé par le juge

(1) Il sera question dans ce chapitre, non pas tant de l'organisation de ces Juridictions, que des différentes procédures en vertu desquelles elles sont saisies dans les affaires de droit pénal maritime ; il était important, pour la clarté de cet exposé de législation, de déborder un peu à cette occasion du cadre de notre ouvrage.

d'instruction, doit l'être, aux termes de l'article 77 du Code de 1938, par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le Tribunal.

En outre, les diverses ordonnances que peut rendre le juge d'instruction — ordonnances d'incompétence, de non-lieu, de renvoi devant le Tribunal maritime, de liberté provisoire — peuvent faire l'objet d'oppositions émanant soit du Préfet maritime, soit du Commissaire du Gouvernement, soit de l'inculpé lui-même ; l'art. 75 du Code a prévu que ces oppositions seraient également jugées par la Chambre des mises en accusation.

La composition de cette Chambre est alors modifiée, de manière à permettre à l'autorité maritime d'y avoir un représentant. En effet, chaque année, le Préfet maritime doit désigner dans le ressort de la Cour d'appel intéressée, un officier supérieur de Marine qui est appelé à remplacer un des conseillers de la Cour, chaque fois que la Chambre des mises devra statuer en matière maritime ; l'arrêt demeure valable malgré la présence de ce magistrat militaire, même s'il vient à prononcer le renvoi devant une Juridiction ordinaire par suite de l'incompétence de la Juridiction militaire.

Les mêmes règles s'appliquent en ce qui a trait au renvoi des affaires criminelles devant les Tribunaux maritimes permanents qui, en vertu de l'art. 151, ont été créés ou peuvent être créés à terre en Afrique du Nord, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat ; cependant, l'officier de Marine remplaçant un des conseillers à la Chambre des mises en accusation, peut être alors lui-même remplacé, en cas de nécessité, par un officier de l'Armée de terre ; bien que la loi ne dise pas que cet offi-

cier de l'Armée de terre doit être un officier supérieur, cela résulte implicitement de l'intention du législateur.

Lorsque l'affaire est de la compétence d'un Tribunal maritime de bord, l'intervention de la Chambre des mises en accusation est, en principe, écartée par l'art. 146, pour le renvoi devant ce Tribunal des inculpations qualifiées crimes ; l'officier chargé de l'instruction doit donc lui-même prononcer ce renvoi ; cependant, contre son ordonnance, opposition peut être formée soit par le Commissaire du Gouvernement, soit par l'inculpé. Cette opposition est alors jugée par un Tribunal maritime de cassation de bord (*sic*) constitué exceptionnellement en temps de paix, dans les conditions prévues par l'art. 185, et qui reçoit en ce cas les mêmes pouvoirs qu'une Chambre des mises en accusation (1) ; néanmoins, si le Tribunal de bord a été constitué, en vertu de l'art. 134, § 3, sur un bâtiment naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée, et qui, ne se trouvant pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, ferait partie d'une force navale indépendante dans laquelle le Ministre de la Marine aurait autorisé la formation de ce Tribunal de bord en raison de son effectif, les oppositions aux ordonnances de renvoi des officiers d'instruction à bord sont jugées par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le port de base de la force navale (2) ; les mêmes règles

(1) Le fait pour un officier de siéger en ce cas dans le Tribunal de cassation ne constitue pas pour lui une incapacité de siéger ultérieurement dans le Tribunal maritime qui peut ensuite être constitué (art. 172 § 2 modifié par le décret du 27 mai 1940).

(2) La Chambre des mises en accusation devra toujours, en ce cas, comprendre un officier supérieur, désigné par le Préfet maritime (art. 77 du Code modifié par le décret-loi du 20 janvier 1940).

s'appliquent aux ordonnances autres que les ordonnances de renvoi que peuvent avoir à prononcer les juges d'instruction près les Tribunaux maritimes de bord.

B. — En temps de guerre.

En temps de guerre, et dans un but de célérité dans l'administration de la Justice, que les circonstances expliquent, un décret du 3 novembre 1939 avait supprimé l'intervention de la Chambre des mises en accusation pour le renvoi devant les Tribunaux militaires permanents des inculpés passibles de peines criminelles; le décret du 27 mai 1940 (*J. O.* 4 juin 1940), modifiant l'art. 154, § 3 du Code de 1938, a étendu la même règle, en temps de guerre, au renvoi des affaires criminelles devant les Tribunaux maritimes permanents. Aussi singulier que cela paraisse, ce sont alors les Tribunaux maritimes permanents de cassation qui statuent sur les oppositions aux diverses ordonnances du juge d'instruction, en particulier sur les ordonnances de renvoi que désormais ce dernier a le droit de rendre directement, même pour des faits qualifiés crimes (1). Le législateur a ici adopté, pour le temps des hostilités, la règle ordinaire qu'il avait établie en temps de paix dans la procédure d'instruction criminelle des Tribunaux de bord, du moins en dehors du cas spécial de l'art. 134, § 3.

(1) Un décret du 20 mai 1940 (*J. O.* 22 mai) a cependant décidé que, pendant la durée des hostilités, les ordonnances et jugements autres que les jugements statuant au fond rendus dans les instances concernant les crimes prévus par les art. 75 à 85 et 91 à 97 du Code pénal (crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ou tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics) ne sont susceptibles d'aucun recours devant les Tribunaux de cassation.

Naturellement, cette même règle est maintenue en temps de guerre pour le jugement des oppositions formées contre les ordonnances des juges d'instruction près les Tribunaux maritimes de bord ; en effet, aux termes de l'art. 183, la procédure applicable en temps de guerre aux Tribunaux de bord, est « celle qui est établie par le présent Code pour
« les Tribunaux maritimes siégeant à bord en temps de
« paix dans les cas des § 1 et 2 de l'art. 134 ».

Cette disposition a, en outre, pour effet d'étendre en temps de guerre la même procédure, excluant toute intervention de la Chambre des mises en accusation, au cas où en vertu de l'art. 134, § 3, il s'agirait d'un bâtiment faisant partie d'une force navale indépendante, autorisée à constituer un Tribunal de bord, bien que naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée. Cela résulte de ce que la disposition citée de l'art. 183 ne se réfère qu'aux alinéas 1 et 2 de l'art. 134 et écarte, ainsi, pour le temps des hostilités, toutes les règles de procédure particulières au fonctionnement des Tribunaux de bord constitués en temps de paix, en vertu de l'art. 134, § 3.

Il convient de noter que la loi est allée encore beaucoup plus loin, et dans l'intérêt d'une stricte discipline a édicté (art. 183, § 2) qu'en temps de guerre, lorsque les mouvements des bâtiments l'exigeraient, l'autorité ayant qualité pour donner à bord l'ordre d'informér, pourrait traduire l'inculpé directement sans instruction préalable, devant un Tribunal maritime à bord, sauf lorsqu'il s'agirait d'une infraction pouvant entraîner la peine de mort. C'est alors non seulement l'intervention de la Chambre des mises en accusation qui disparaît, mais celle même des juges d'instruction, le Commandement pouvant user du droit de cita-

tion directe même en matière criminelle, réserve faite du cas où l'inculpé encourrait la peine capitale.

Une loi du 27 février 1941 (*J. O.* 28 février), complétant le § 3 de l'art. 154 a étendu la même règle, sans condition d'aucune sorte, à la procédure en temps de guerre devant tous les Tribunaux maritimes, même siégeant à terre : elle décide même que la réserve du cas où l'inculpé encourt la peine de mort ne s'applique pas si ledit inculpé est accusé de perte de son bâtiment, l'ordre de mise en jugement direct pouvant alors être donné, quelque soit la peine encourue.

SECTION II. — La Cour de Cassation

L'article 1 du Code de Justice maritime pour l'Armée de Mer énonce que la Justice militaire pour l'Armée de mer est rendue :

- 1° — Par les Tribunaux maritimes.
- 2° — Par les Tribunaux maritimes de cassation.
- 3° — Par la Cour de cassation.

La Cour de cassation est appelée, en effet, à connaître, en temps de paix, des pourvois formés contre les jugements des Tribunaux maritimes permanents (art. 109) et des Tribunaux de bord (art. 149) ; elle statue également sur les demandes en révision de ces jugements (art. 123) ; elle procède aux règlements de juges (art. 126) et se prononce sur les renvois d'un Tribunal maritime à un autre qui peuvent être formés pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime (art. 127).

En outre, l'art. 110 du Code de 1938 a conféré à la Cour de cassation le droit d'ordonner, en certaines conditions, le sursis à l'exécution des jugements de condamnation qui

lui sont déférés. Lorsqu'en effet, la Chambre criminelle est saisie d'un pourvoi contre de pareils jugements, si elle estime que le condamné se trouve dans l'un des cas prévus par l'art. 443 du Code d'Instruction criminelle, modifié par la loi du 8 juin 1895, comme donnant ouverture à la révision des procès criminels et correctionnels, elle peut ordonner le sursis à l'exécution jusqu'à l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 444 du Code d'Instruction criminelle. Cette mesure, que la Cour de cassation ne peut qu'ordonner d'office, cesse d'avoir effet si dans le mois suivant la signification faite au condamné, celui-ci n'a pas fait inscrire sa demande au Ministère de la Justice, ou si le Ministre de la Justice, au cas où il a seul qualité pour introduire la demande en révision, l'a écartée après avis de la Commission spéciale prévue par l'art. 444 du Code d'Instruction criminelle.

Le pouvoir ainsi donné à la Cour de cassation est exorbitant du droit commun. Il suppose, comme l'écrit M. le Professeur Pierre Huguency, dans son « *Traité théorique et pratique de Droit pénal et de procédure pénale militaires* » (p. 218, n° 175) que, le pourvoi en cassation étant rejeté, « la Cour de cassation estime qu'en fait, le Tribunal « militaire s'est trompé et a condamné un innocent ». Il constitue, dans le Code de 1938 pour l'Armée de mer qui, sur ce point, n'a fait que reproduire les dispositions de l'art. 101 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, une survivance de la suspicion en laquelle étaient encore tenus, jusqu'à une époque récente, les Tribunaux de l'ordre militaire.

On sait qu'en temps de guerre, ce sont des Tribunaux maritimes permanents de cassation qui statuent sur les pourvois dirigés contre les jugements des Tribunaux mari-

times permanents ; cependant, l'art. 178 du Code de 1938 avait prévu qu'à titre exceptionnel, les accusés ou condamnés autres que les marins et les individus justiciables des Tribunaux maritimes en vertu de l'art. 152, pourraient attaquer soit les jugements des Tribunaux maritimes permanents, soit ceux des Tribunaux maritimes permanents de cassation devant la Cour de cassation, mais seulement pour cause d'incompétence. En dehors des marins et assimilés judiciaires définis à l'art. 4 § 1 et § 2, les individus justiciables des Tribunaux maritimes, en vertu de l'art. 152, étaient :

1° Les prisonniers de guerre et les équipages de prise pour toutes les infractions par eux commises ;

2° Les individus prévenus comme auteurs, co-auteurs ou complices des infractions prévues par les art. 195 (désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi de la part de tout individu, même non militaire, faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de l'Etat ou d'un navire convoyé), 203 (provocation à la désertion), 207 (refus d'obéissance de la part de tout individu au service de la Marine, commandé en service), 218 (fait de dépouiller un militaire ou un marin blessé, malade, naufragé ou mort, d'exercer sur lui des violences), 228 (destruction d'armes ou effets appartenant à l'Etat), 236 (complicité de mutilation volontaire), 253 (aide apportée à évaison du bord), 254, 256, 257, 258 (trahison, espionnage, embauchage) et 261 (lequel se réfère lui-même aux infractions réprimées par les art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225 et 226 lorsqu'elles ont été commises par des individus même non marins, sur un territoire ou une rade occupée militairement ou à bord d'un bâtiment de la Marine de guerre) ; l'art. 205 vise la révolte militaire ; l'art. 206, le complot contre le Commandant ou la sûreté du bâtiment ; l'art. 208 la violence envers

une sentinelle ; l'art. 209, l'insulte envers une sentinelle ; l'art. 214, la rébellion envers la force armée et les agents de l'autorité ; l'art. 219, les détournements, vols ou recels d'objets, armes ou deniers militaires ; l'art. 222, l'achat ou la prise en gage d'armes, munitions ou effets militaires, dans les cas autres que ceux autorisés par les règlements ; les art. 223, 224, 225 et 226, des faits de pillage, dévastation d'édifices, destruction de matériel militaire.

Ainsi, tant pour les marins ou assimilés judiciaires, que pour les non militaires coupables des infractions visées, aucun recours devant la Cour de cassation n'était possible en temps de guerre.

Au contraire, les accusés ou condamnés qui n'étaient pas compris dans ces désignations, pouvaient déférer à la Cour de cassation, pour cause d'incompétence, soit les jugements des Tribunaux maritimes eux-mêmes, soit ceux des Tribunaux maritimes de cassation ; si un recours préalable avait été formé devant un Tribunal maritime permanent de cassation, l'intéressé devait attendre, pour former son pourvoi, qu'il ait été statué sur ce recours ; s'il n'avait pas été formé de recours devant un Tribunal maritime permanent de cassation, l'intéressé devait attendre l'expiration du délai fixé pour l'exercice de ce recours.

Le système instauré par le Code de 1938 avait pour but de conserver à la Cour de cassation, même en temps de guerre, son autorité pour résoudre les délicates questions de compétence se posant dans le domaine de la Justice maritime, du moins dans le cas où le demandeur au pourvoi n'était pas normalement justiciable des Tribunaux maritimes permanents, conformément à l'article 152. Le législateur, poussé par les dures nécessités de la guerre, n'a pas cru devoir maintenir ce système ; en effet, le décret

du 27 mai 1940 a abrogé l'art. 178 qui a été remplacé par le texte suivant :

« En temps de guerre, les jugements des Tribunaux
« maritimes et ceux des Tribunaux maritimes de cassation
« ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour
« de cassation ».

Peut-être faut-il regretter que la Cour de Cassation ait été ainsi dépouillée d'une de ses attributions essentielles ; l'unité de la Jurisprudence risque d'en souffrir beaucoup et nul doute que l'unité de Jurisprudence, notamment en matière de compétence, ne soit un élément essentiel dans la distribution d'une vraie Justice.

CHAPITRE X

LE PERSONNEL DE LA JUSTICE MARITIME

Il n'est pas inutile, à la fin de cette première partie sur l'organisation de la Justice maritime, d'examiner le statut du personnel de la Justice maritime, institué par le Code de 1938 et dont l'activité permet le fonctionnement du Parquet, de l'Instruction et du Greffe existant auprès de chaque Tribunal maritime permanent et qui peut aussi apporter sa collaboration aux Juridictions de bord. Le législateur s'est efforcé de constituer des cadres solides en créant des magistrats de Justice militaire chargés des fonctions du Ministère public et de celles du juge d'instruction ; il a, en outre, donné un embryon d'organisation aux auxiliaires de la Justice maritime, les greffiers et huissiers.

SECTION I. — Les Magistrats de Justice maritime

Jusqu'à la promulgation du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1938, les fonctions confondues du Ministère public et du juge d'instruction étaient remplies par des officiers de Marine ou du Commissariat désignés à cet effet et n'ayant reçu aucune formation professionnelle spéciale. Ce système présentait évidemment de graves inconvénients ; le zèle et la conscience du devoir

que ces officiers apportaient dans l'exécution de leur mission ne compensaient pas toujours leur manque de préparation à l'accomplissement d'une tâche essentiellement technique. Sans doute arrivait-il que certains d'entre eux, le plus souvent choisis parmi les officiers en retraite, finissaient par acquérir l'expérience nécessaire. Il n'en demeurerait pas moins souhaitable de constituer un corps indépendant d'officiers recrutés après concours, offrant toutes les garanties de compétence et d'indépendance qui doivent être exigées de ceux qui collaborent à l'œuvre de Justice (1). Ainsi, l'article 21 du Code de 1938 décida-t-il à l'image de ce qu'avait décidé le Code de 1928 pour l'Armée de terre, que les fonctions de Commissaires du Gouvernement et de juges d'instruction auprès des Tribunaux maritimes permanents seraient remplies par des officiers d'un cadre spécial de Justice maritime (2).

A cette règle, il n'existe que trois exceptions, déjà notées dans le cours de cet ouvrage (3).

1° En premier lieu, lorsqu'il s'agira du jugement d'un

(1) La constitution d'un corps spécialisé de la Justice maritime s'imposait d'autant plus que le nouveau Code de 1938 donne en particulier aux juges d'instruction maritimes de vrais pouvoirs de juges, chargés notamment, à la différence de la situation qui leur était faite sous l'empire du Code de 1858 où le Préfet maritime exerçait lui-même discrétionnairement les poursuites, de rendre des ordonnances de non lieu, de renvoi devant le Tribunal maritime, de mise en liberté provisoire, etc... sans avoir à en référer à quiconque.

(2) Le décret-loi du 20 janvier 1940 a même ajouté à l'art. 21 du Code de 1938 un avant-dernier alinéa, selon lequel dans les affaires où sont impliqués des individus étrangers à la Marine, des magistrats civils peuvent être délégués pour remplir les fonctions de juge d'instruction maritime, dans les conditions prévues par ce Code.

(3) Cf. Chapitre IV : « Organisation des Tribunaux maritimes permanents », Section I, § D.

amiral ou d'un vice-amiral, ce sont des officiers généraux qui devront remplir les fonctions de Commissaire du Gouvernement et de juge d'instruction ; comme la loi ne crée pas d'officiers généraux dans le corps de la Justice maritime, ce sont des officiers généraux de la Marine que le Ministre de la Marine désignera spécialement dans chaque affaire à cet effet. Ils seront assistés respectivement du Commissaire du Gouvernement et du juge d'instruction maritime ordinaire ou de l'un de leurs substituts.

2°. En second lieu, quel que soit le grade de l'inculpé, lorsque des poursuites seront engagées en vertu des art. 246 à 252 du Code de Justice maritime pour des crimes ou délits se rapportant à des faits maritimes, tels que la perte ou l'abandon du navire, ce sont des officiers supérieurs ou généraux de la Marine qui, dans les mêmes conditions, exerceront les fonctions de Commissaire du Gouvernement et de juge d'instruction.

3°. Enfin, les Commissaires du Gouvernement et juges d'instruction près les Tribunaux maritimes permanents peuvent avoir des substituts qui peuvent ne pas appartenir au corps des officiers de Justice maritime ; ces substituts sont, en effet, choisis soit parmi les officiers de Justice maritime de grade inférieur, soit parmi les officiers de Marine ou du Commissariat, soit parmi les officiers de tous corps se destinant à entrer dans le corps des officiers de Justice maritime.

A la suite des récents événements de la guerre, le cadre actif des officiers de Justice maritime a été rayé des contrôles de l'Armée de mer par une loi du 18 septembre 1940, les officiers en fonction demeurant néanmoins à leur poste, avec les mêmes avantages et en particulier les mêmes soldes que précédemment. Un corps civil de la Justice maritime

a été constitué, par une loi du 6 décembre 1940, composé de ces anciens officiers ; nous en examinerons plus loin le statut. Il n'est pas cependant inutile de rappeler ici quel était celui des officiers de Justice maritime, tel que l'avait organisé le Code de 1938. ne serait-ce qu'en raison du fait que la plupart des règles fixant le statut des officiers de Justice maritime ont été étendues aux magistrats faisant partie de l'actuel corps civil de la Justice maritime.

Les officiers de Justice maritime constituaient un corps autonome qui, aux termes du décret du 17 mars 1938 (*J. O.* 20 mars), était composé de 3 officiers de 1^{re} classe, assimilés aux capitaines de vaisseau, de 5 officiers de 2^e classe, assimilés aux capitaines de frégate, de 4 officiers de 3^e classe, assimilés aux capitaines de corvette (1). Le législateur avait entendu assurer leur pleine et entière indépendance ; en effet, bien que soumis aux règles de la discipline générale, ils ne relevaient, dans l'exercice de leurs fonctions, que de leurs chefs hiérarchiques et du Ministre de la Marine, sur la proposition duquel ils étaient nommés par décret. Bien mieux, ils ne pouvaient être traduits devant une Juridiction maritime ou un Conseil d'enquête, en temps de paix ou de guerre, que sur ordre du Ministre de la Marine lui-même.

Soumis à la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, ils avaient autorité, selon leurs grades et les conditions fixées par les lois et règlements militaires, sur les person-

(1) A la différence du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer ne prévoyait pas d'officiers adjoints de Justice militaire, au moins dans le cadre d'activité. Il existe cependant, en temps de guerre, ainsi que nous le verrons plus loin, des officiers défenseurs en Escadre, nommés au titre de l'assimilation spéciale et qui sont, dans la réserve de l'Armée de mer, officiers adjoints de Justice militaire, avec le rang de lieutenant de vaisseau.

nels du service et sur les personnels militaires mis à la disposition de ce service.

Les officiers de Justice maritime devaient être licenciés en droit, à moins qu'ils ne provinssent du corps des officiers de Marine ; ils devaient être âgés de 32 ans au moins et avoir fait un stage pratique d'un an auprès du Parquet d'un Tribunal civil (1).

Ils étaient recrutés par concours, soit parmi les officiers des différents corps de l'Armée de mer ayant le grade ou le rang de capitaine de corvette, soit parmi les sous-chefs de bureau de l'Administration centrale de la Marine ; en outre, pouvaient également prendre part au concours, les officiers ayant 4 ans d'ancienneté dans le grade ou le rang de lieutenant de vaisseau et les rédacteurs de l'Administration centrale, réunissant le même temps de service depuis leur nomination à l'emploi de rédacteur de 1^{re} classe. Un décret du 28 février 1938 et un arrêté ministériel du même jour (*J. O.* 12 mars) ont déterminé les épreuves théoriques et pratiques du concours, après lequel les officiers admis étaient nommés officiers de Justice maritime de 3^e classe.

L'avancement avait lieu exclusivement au choix, mais 3 ans d'ancienneté dans chaque classe étaient exigés pour la promotion à un grade supérieur. Le mode d'établissement des notes des officiers de Justice maritime et la formation des tableaux d'avancement ont fait l'objet d'un arrêté ministériel du 6 février 1939 (*J. O.* 9 février).

(1) L'art. 4 du décret-loi du 27 mai 1940 a décidé que, par dérogation à l'art. 23 de la loi du 13 janvier 1938, l'obligation d'avoir accompli un stage pratique d'une année auprès du Parquet d'un Tribunal civil pour le recrutement des officiers de Justice maritime appartenant au cadre actif, était suspendue jusqu'à l'expiration d'un délai de 2 ans après la fin des hostilités.

En fait, les officiers de Justice maritime actuellement en fonctions n'avaient pas été recrutés dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, qui viennent d'être analysées. L'art. 275 de ce Code avait, en effet, prévu des mesures transitoires, dont, jusqu'à ce jour, l'exécution avait permis de constituer le corps de ces officiers en tenant compte des situations acquises. C'est ainsi que deux catégories d'officiers ont pu entrer dans le cadre de la Justice maritime, sans avoir à subir de concours ; ce sont, tout d'abord, sur présentation de leurs chefs, les officiers supérieurs en activité déjà pourvus d'un emploi de Commissaire du Gouvernement, de rapporteur, de commissaire-rapporteur ou de substitut auprès des Juridictions maritimes à terre ou à bord depuis au moins deux ans lors de la promulgation du Code, ou qui avaient antérieurement rempli des fonctions pendant cette durée ; ce sont, en outre, les officiers en retraite occupant, en fait, les mêmes fonctions et que la loi a autorisés à demeurer en charge, jusqu'à la limite d'âge correspondant à leur rang en tant qu'officiers de Justice maritime (1).

Par ailleurs, le Code de 1938 a prévu que les officiers à recruter immédiatement pour compléter l'effectif originairé seraient nommés à la suite d'un concours auquel pourraient prendre part :

A — pour la nomination au rang d'officier de Justice maritime de 2^e classe, les officiers de l'Armée de mer du

(1) Le Code de 1938 a stipulé que pour les officiers de cette catégorie, cette limite d'âge ne serait atteinte que progressivement en abaissant, à la date de sa promulgation et ultérieurement d'un an chacune des années suivantes, la limite d'âge actuellement fixée pour ces retraités.

grade de capitaine de frégate et les chefs de bureau de l'Administration centrale de la Marine ;

B — pour la nomination au rang d'officier de Justice maritime de 3^e classe, les officiers de l'Armée de mer du grade de capitaine de corvette, les sous-chefs de bureau de l'Administration centrale de la Marine, les officiers de l'Armée de mer du grade de lieutenant de vaisseau et les rédacteurs de l'Administration centrale de la Marine comptant au moins 4 années de service depuis leur nomination au grade de lieutenant de vaisseau ou à l'emploi de rédacteur de 1^{re} classe.

Le classement de ces officiers devait naturellement être effectué distinctement pour chaque grade, d'après les nominations à prononcer ; les intéressés devaient réunir les conditions d'âge et de diplômes normalement exigées des officiers de Justice maritime, c'est-à-dire avoir 32 ans au moins et être munis de la licence en droit, à moins qu'ils ne soient officiers de marine ; ils étaient dispensés du stage pratique d'un an auprès du Parquet d'un Tribunal civil.

Le Code de 1938 prévoyait que pendant les 3 années qui suivraient la constitution du corps, le temps passé par les officiers de Justice maritime de 2^e et 3^e classe dans leur ancien corps, dans le grade correspondant à celui dont ils étaient titulaires, devrait entrer en ligne de compte pour le calcul des 3 années d'ancienneté nécessaires à leur avancement.

★ ★

La loi du 6 décembre 1940 a substitué aux officiers de Justice maritime du cadre d'activité, un corps civil de la Justice maritime, composé de conseillers de Justice mari-

time de 3^e, 2^e et 1^{re} classe (1), dont l'organisation est calquée sur celle de l'ancien corps militaire supprimé.

Ils sont recrutés dans les mêmes conditions que les officiers de Justice maritime, c'est-à-dire par le concours, institué par l'art. 23 du Code de 1938, auquel pourront désormais prendre part tous les fonctionnaires provenant des corps civils de la Marine créés par la loi du 28 août 1940, à la suite de la démilitarisation d'un certain nombre de corps militaires. Ces magistrats ne relèvent, comme par passé, dans l'exercice de leurs fonctions, que de leurs chefs hiérarchiques et du Secrétaire d'Etat à la Marine. Ils ne peuvent être traduits devant une Juridiction maritime, dans le cas où cette Juridiction est compétente à leur égard, que sur l'ordre de ce Secrétaire d'Etat à la Marine ; ils ont autorité, selon leurs classes et leurs fonctions, sur les personnels civils ou militaires mis de manière permanente ou temporaire à leur disposition.

Les nominations sont désormais faites par arrêté ministériel et le sont à la suite du concours, au rang de conseiller de Justice maritime de 3^e classe ; l'avancement continue d'avoir lieu exclusivement au choix et 3 ans d'ancienneté demeurent nécessaires pour accéder au rang supérieur.

Le nouveau corps est initialement constitué par les anciens officiers de Justice maritime, qui ont conservé le bénéfice de leur ancienneté de classe (2).

(1) On ne sait pourquoi le législateur a dénommé ces magistrats « conseillers de Justice maritime » ; l'expression est défectueuse comme prêtant à confusion ; les conseillers de Justice maritime n'étant jamais investis que des fonctions de Commissaire du Gouvernement ou de juge d'instruction.

(2) Un arrêté du 20 décembre 1940 (*J. O.* 21 décembre) visant en particulier une loi du 4 octobre 1940 relative au recrutement des magistrats appelés à compléter temporairement le personnel des Tribunaux

En temps de guerre, le cadre actif des magistrats de Justice maritime ne pourrait évidemment suffire aux besoins du service ; en effet, outre que les Tribunaux maritimes permanents ordinaires ont alors à faire face à un surcroît de travail, de nouveaux Tribunaux peuvent être créés soit à terre (1), soit en escadre ; de plus, il faut, à partir de la déclaration des hostilités, constituer des Tribunaux maritimes de cassation, qui ne fonctionnent pas en temps de paix.

Le Code de 1938 a donc prévu qu'en temps de guerre, en dehors des officiers de réserve provenant du cadre actif de la Justice maritime, seraient nommés, jusqu'à concurrence des besoins de service, des assimilés spéciaux, se recrutant de deux manières :

1° — après concours, parmi les réservistes de l'Armée de mer ou de terre, ayant au moins 32 ans et possédant le diplôme de la licence en droit ;

2° — sans concours, parmi les personnalités dégagées par leur âge de toute obligation militaire, exerçant des fonctions judiciaires civiles ou enseignant dans les Facultés de Droit ou ayant appartenu en activité au corps des officiers de Marine ou du Commissariat (2).

maritimes, a prévu que jusqu'à la fin des hostilités en cours, des magistrats auxiliaires de Justice maritime pourraient être nommés temporairement pour assurer les besoins des Parquets des Tribunaux de la Marine ; ils seront recrutés notamment parmi les officiers de Marine de réserve ayant déjà exercé des emplois dans ces Parquets, les officiers du cadre de l'assimilation spéciale de la Justice maritime ou militaire, dont nous verrons plus loin le statut.

(1) C'est ainsi que, pendant les hostilités de 1939-40, deux Tribunaux maritimes ont été créés pour le temps de guerre, l'un à Oran, l'autre à Lorient.

(2) En fait, au cours de la guerre de 1939-40, la Marine n'a pas

Enfin, l'art. 182 du Code de 1938 a institué, toujours en temps de guerre, des officiers défenseurs de la Marine qui reçoivent au titre de l'assimilation spéciale, le grade d'officier-adjoint de Justice maritime, à moins qu'ils ne possèdent déjà un grade d'officier plus élevé. Ces officiers-défenseurs, qui ont le rang de lieutenant de vaisseau, n'exercent leurs fonctions qu'auprès des Tribunaux maritimes siégeant à bord, ce qui s'explique par le fait qu'il existe des barreaux dans les villes où siègent les Tribunaux maritimes permanents, de telle sorte que les avocats civils peuvent normalement défendre leurs clients devant ces Tribunaux, alors qu'il est au contraire difficile de concevoir ces avocats plaidant à bord de bâtiments de mer qui effectuent, au cours des hostilités, de longs et fréquents déplacements.

Ces officiers-défenseurs sont recrutés dans les conditions prévues par l'art. 156 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, pour la désignation des officiers-défenseurs dans les armées en campagne ou dans les troupes en occupation ; ils sont choisis par arrêté ministériel parmi les avocats, professeurs de droit, magistrats, officiers ministériels présentant les qualités requises, versés à titre d'auxiliaires dans les réserves ou n'appartenant pas aux troupes combattantes ou ne pouvant plus y être maintenus à raison des blessures reçues ou des maladies contractées au service ; il résulte de l'art. 2 du décret du 1^{er} février 1930, relatif à l'organisation du cadre des officiers-défenseurs de l'Armée de terre que sont, en particulier, considérés comme n'appartenant pas aux troupes combattantes les réservistes du service armé qui appartiennent à la deuxième réserve.

ouvert de concours pour le recrutement des assimilés spéciaux de la Justice maritime et s'est bornée à faire appel à des magistrats ou professeurs.

L'assistance des officiers-défenseurs de la Marine en Escadre, ne revêt aucun caractère obligatoire ; l'inculpé conserve, en effet, le droit essentiel de désigner librement son conseil ; ce n'est qu'au cas où il n'aurait pas désigné de conseil ou si le conseil désigné ou choisi se trouvait empêché, qu'aux termes de l'art. 182, § 5, du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, il devrait lui en être désigné un d'office parmi les officiers-défenseurs, s'il s'en trouvait un sur les lieux ou à défaut parmi les marins présents (1) ; cette désignation est faite, soit par l'autorité qui a ordonné l'information, soit en cas de recours devant

(1) Il résulte de l'art. 5 du décret du 20 mai 1940 (*J. O.* 22 mai) concernant la constitution des Tribunaux militaires en Cours martiales, que, par dérogation à l'art. 156 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, le Président de la Cour martiale, à défaut d'un défenseur choisi par l'inculpé et présent à l'audience, désigne un défenseur d'office qui pourra être pris « *en dehors des officiers défenseurs* ». Les Tribunaux maritimes peuvent incontestablement, dans certaines conditions que nous avons eu l'occasion d'examiner, et pour le jugement de certaines infractions, se constituer en Cours martiales. Mais la disposition de l'art. 156 § 13 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, à laquelle se réfère le décret et selon laquelle le défenseur est obligatoirement désigné d'office parmi les officiers défenseurs appelés ou rappelés sous les drapeaux, au cas où l'inculpé ne désigne pas de conseil ou si le conseil désigné ou choisi se trouve empêché, ne s'applique pas aux officiers défenseurs de la Marine, dont le mode de désignation est fixé par l'art. 182 § 5 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer. Or, l'art. 182 § 5 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer n'a pas été modifié, en cas de constitution d'une Cour martiale maritime, par l'art. 5 du décret du 20 mai 1940 ; il en résulte que devant les Tribunaux maritimes constitués ou non en Cours martiales, les officiers défenseurs doivent être désignés d'office comme avocats des inculpés qui n'ont pas choisi de conseil ou dont le conseil est empêché ; ce n'est qu'à défaut d'officiers défenseurs présents sur les lieux que l'autorité qui a ordonné l'information peut désigner d'office comme défenseur un marin présent.

le Tribunal maritime de cassation, par le Président de ce Tribunal.

Le décret du 10 septembre 1940 a fixé à 15 le nombre des officiers-défenseurs ; en temps de paix, ils demeurent dans les réserves de la Marine, sans cependant être astreints à des périodes d'exercice, ni même pouvoir être autorisés à accomplir des périodes volontaires ; en raison de la nature de leur emploi, le législateur, soucieux d'assurer leur pleine et entière indépendance, a prescrit qu'aucun avancement ne pourrait être prévu pour ces officiers ; bien que soumis aux règles de la discipline générale, ils ne relèvent que du Ministre de la Marine lui-même, dans l'exercice de leurs fonctions et ne peuvent être traduits devant une Juridiction ou un Conseil d'enquête que sur l'ordre de ce Ministre.

SECTION II. — Les greffiers et huissiers

On a vu que les Tribunaux maritimes permanents comportent des greffiers et des commis-greffiers de carrière ; les greffiers sont nommés par le Ministre de la Marine, les commis-greffiers par le Préfet maritime. Ils sont recrutés parmi les officiers, officiers mariniens, sous-officiers et assimilés des différents corps de la Marine en activité ou en retraite, âgés de 25 ans accomplis.

On peut regretter que la loi n'ait pas organisé un recrutement plus rationnel des greffiers et commis-greffiers, dont le rôle est essentiel pour assurer un bon fonctionnement des Tribunaux maritimes ; l'art. 264 du Code de Justice

(1) Il existe, en outre, en temps de guerre, des officiers greffiers et commis greffiers nommés au titre de l'assimilation spéciale, auprès des Tribunaux maritimes de cassation ; nous en avons signalé l'existence au chapitre VI.

militaire pour l'Armée de terre a institué une organisation beaucoup mieux appropriée du service des greffes des Tribunaux militaires, fondée sur le recrutement par concours des adjudants et adjudants-chefs commis-greffiers. Il eût été désirable qu'un système analogue fût instauré dans la Marine.

Enfin, près de chaque Tribunal maritime est désigné, pour assurer les fonctions d'huissier appariteur, chargé de la surveillance des locaux, un officier marinier ou sous-officier en activité ou en retraite ; cet huissier appariteur, nommé par le Préfet maritime est, aux termes de l'art. 26 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, à la disposition du Parquet pour l'exécution des notifications, significations, convocations et exceptionnellement des travaux d'écriture ; comme les greffiers et commis-greffiers, les huissiers des Tribunaux maritimes doivent être âgés de 25 ans accomplis.

DEUXIÈME PARTIE

**COMPÉTENCE
DES TRIBUNAUX MARITIMES**

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les Tribunaux maritimes sont des Juridictions pénales exceptionnelles. A la différence des Juridictions pénales de droit commun, ils ne statuent jamais que sur l'action publique, aucune personne ne pouvant jamais se porter civile devant eux ; aux termes de l'art. 11 du Code de 1938, l'action civile ne peut être poursuivie que devant les Tribunaux civils et l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. Ainsi la victime d'une infraction relevant de la compétence des Tribunaux maritimes peut-elle saisir immédiatement le Tribunal civil d'une demande en dommages-intérêts, pour obtenir la réparation de son préjudice ; le Tribunal civil devra surseoir à statuer jusqu'à l'issue définitive du procès pénal.

Néanmoins, les Tribunaux maritimes peuvent ordonner au profit des propriétaires la restitution des objets saisis ou des pièces à conviction, lorsque du moins il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation.

En outre, la loi a fait réserve expresse de l'application de l'art. 125 du Code, selon lequel à la suite d'une procé-

duré en révision et par dérogation à l'art. 11, des dommages-intérêts peuvent être accordés au condamné ou à ses représentants, par le Tribunal maritime qui a rendu le jugement d'où résulterait, sur cette procédure de révision, l'innocence du condamné.

Les Tribunaux maritimes n'ayant ainsi qu'une compétence strictement pénale, quelle est l'étendue de cette compétence ?

Une des idées dominantes de la réforme que voulait entreprendre le législateur, dans le domaine de la Justice militaire, était évidemment de substituer, au moins en temps de paix, à l'ancienne compétence personnelle des juridictions militaires et maritimes une compétence réelle. La campagne longtemps dirigée par une fraction importante de l'opinion contre les anciens Conseils de guerre n'était pas étrangère à cette évolution législative. Il semblait anormal, en tous cas à beaucoup, de considérer que ces Conseils de guerre puissent demeurer compétents pour tous les crimes et délits, même de droit commun, commis par des militaires et marins ; c'était les soustraire aux juges naturels de ces infractions, sans raison valable sous le régime de la nation armée. N'était-il pas beaucoup plus logique de ne donner compétence aux Juridictions militaires que pour le jugement des infractions militaires proprement dites ? Lorsqu'il s'agit de juger un insoumis ou un déserteur, on comprend que des juges militaires soient mieux qualifiés que les Tribunaux ordinaires pour en connaître ; mais si tel soldat ou marin vient à commettre un vol de droit commun ou un homicide, pourquoi le déférer à une Juridiction exceptionnelle, sous le prétexte qu'il appartient à l'Armée ou à la Marine ? Ce sont ici les Tribunaux ordinaires qui sont les mieux préparés et les plus qualifiés pour

assurer la répression ; la discipline militaire n'en peut évidemment souffrir et la Justice ne peut, en principe, qu'y gagner.

Le Code de Justice militaire pour l'Armée de terre de 1928 modifie donc complètement à cet égard la conception sur laquelle était fondé le Code impérial de 1857 ; dans son art. 2 il décide, en effet, que les Juridictions militaires des Armées de terre ne connaîtront dorénavant, du moins en temps de paix, que des infractions spéciales d'ordre militaire, prévues au Livre II, tous les autres crimes, délits ou contraventions commis par les militaires ou assimilés devant être jugés en temps de paix, au début des audiences, par les Tribunaux ordinaires, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle, du Code pénal et des lois pénales de droit commun.

Une seule exception fut apportée à cette règle ; en effet, dans le cas où des militaires auraient commis une infraction, même de droit commun dans un établissement militaire ou chez l'hôte, c'est-à-dire chez l'habitant civil logeant des militaires en vertu d'une réquisition, les Tribunaux militaires recouvrent leur compétence ; cette exception fut introduite dans la loi, au cours d'une discussion au Sénat, sur un amendement de M. Jénouvrier (*J. O. Sénat, Déb. Parl.* 1926, p. 1170) qui soutint que le fait que l'infraction a été commise dans un établissement militaire ou chez l'hôte lui donnerait un caractère militaire, expliquant qu'en cette circonstance les Tribunaux militaires soient seuls habilités à en connaître.

Le Code de 1928 conserve cependant, en temps de guerre, l'ancienne compétence personnelle des Juridictions militaires ; dès que surviennent les hostilités, ces Juridictions deviennent, en effet, compétentes, en vertu de l'art. 125,

§ 2, à l'égard de tous les militaires ou assimilés, même en ce qui concerne les infractions de droit commun ; elles appliquent alors les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes et délits qui ne sont pas prévus par le Code de Justice militaire.

On sait que l'élaboration du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer se prolongea de 1929 à 1938 ; dans l'exposé des motifs qui accompagnait le dépôt du projet du 28 février 1929, devant le Parlement, le Gouvernement avait proposé une réforme exactement semblable à celle qui venait d'être réalisée le 9 mars 1928, par la promulgation du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre ; il présentait cette réforme comme constituant l'un des progrès les plus importants à réaliser en la matière ; elle était calquée, avec les adaptations nécessaires, sur celle des Tribunaux militaires, les Tribunaux maritimes ne devant plus connaître en temps de paix que des infractions spéciales d'ordre militaire, sauf dans le cas où il s'agirait d'infractions, même de droit commun, « commises dans les casernes, établissements militaires de l'Armée ou de la Marine, « à bord des bâtiments de la Marine militaire et chez l'hôte, « ainsi que hors de France, des colonies et pays de protectorat » ; on voit par là que pour des raisons facilement explicables, l'exception au principe de la compétence réelle des Tribunaux maritimes était sensiblement plus étendue que dans la législation de l'Armée de terre. Sous cette réserve, le système présenté par le Gouvernement était identique à celui de cette législation, les Juridictions de la Marine devant naturellement recouvrer leur compétence personnelle absolue en temps de guerre.

Il est très curieux de constater que le Parlement refusa d'entrer dans les vues du projet gouvernemental tel qu'il

vient d'être analysé. Le rapport de M. Leblanc au Sénat en fit connaître les raisons ; il est intéressant de le reproduire ici, dans son passage essentiel :

« Lorsque le marin revient à terre » — déclare M. Leblanc — « après ses longues randonnées sur les mers, il a un moment de détente pendant lequel il n'observe pas toujours les lois de la République. Il faut lui être indulgent, Messieurs, en raison de la vie qu'il mène ; et lorsqu'on est obligé de sévir, il faut savoir, sinon fermer les yeux, du moins tempérer pour lui les rigueurs de la loi, s'il s'agit surtout d'actes peu graves, que la loi qualifie bien délits, mais que le grand enfant qu'est le marin appelle, lui, des incidents de bordée sans grande importance. »

« Et alors, je pose la question : Pensez-vous que le juge civil qui ne connaît pas la mentalité du marin, sera aussi indulgent que des juges militaires, des officiers et sous-officiers qui ont vécu de la même vie que le prévenu, qui par suite connaîtront mieux que personne ses défauts et ses qualités ? »

« J'ai posé la question. La réponse a été donnée d'une manière péremptoire par les représentants de nos grands ports. »

« En 1931, lorsque le projet de loi est venu pour la première fois devant la Commission de la Marine marchande de la Chambre, un premier rapport de M. Mottu concluait au renvoi des marins en police correctionnelle et devant la Cour d'assises, pour les délits et crimes de droit commun commis en temps de paix. Immédiatement intervinrent tous les députés représentant nos grands ports, sans distinction d'opinion, qui dirent à la Commission : Non, les marins ne tiennent pas à passer en

« correctionnelle et nous considérons que l'officier qui aura
« vécu avec eux saura, mieux qu'un autre, faire bonne
« justice. Nous demandons que les marins soient jugés par
« des marins. »

En définitive, c'est à des considérations de ce genre que le Parlement se laissa entraîner, et abandonnant pour la Marine l'innovation importante qu'il avait précédemment introduite dans la législation de l'Armée de terre, il rejeta sur ce point le projet du Gouvernement ; en fait, il résulte du nouveau Code de 1938 pour l'Armée de mer (art. 2) que les marins et assimilés demeurent, comme par le passé, justiciables en temps de paix des juridictions maritimes, pour tous crimes et délits, même de droit commun, sauf l'exception prévue à l'art. 3, laquelle ne vise, ainsi que nous le verrons par la suite, que les marins en congé, en permission ou ceux qui, sans être employés, restent à la disposition du Gouvernement et reçoivent un traitement.

Que faut-il penser de la différence essentielle ainsi faite dans notre législation pénale entre l'Armée de terre et l'Armée de mer ? Sans doute, convient-il d'abord de ne plus douter que les marins n'aient pas à se plaindre de leurs Juridictions propres ; si les parlementaires des régions maritimes se sont ainsi dressés contre un projet qui avait pour résultat de soustraire les marins à ces Juridictions, en ce qui concerne les infractions de droit commun, c'est que vraiment, contrairement à ce qu'une opinion publique mal informée a longtemps cru, l'indulgence n'était jamais exclue de leurs verdicts. Il semble même que les gens de Marine avaient plus de confiance dans leurs propres Tribunaux que dans les Tribunaux civils, les sachant mieux informés des conditions habituelles de leur vie qui rendraient plus excusables certaines défaillances... lors même que ces défaillan-

ces viennent à se produire en dehors du service. Le Parlement a toujours eu un faible pour les Juridictions indulgentes. Tant qu'il a cru que les Tribunaux militaires montraient une sévérité excessive, il a voulu que leur compétence demeure limitée aux infractions militaires. Lorsque les intéressés eux-mêmes lui eurent affirmé le contraire, en ce qui concerne les Tribunaux maritimes, il n'hésita pas à maintenir leur compétence s'étendant jusqu'aux infractions de droit commun.

La vérité est que, du moins pour les crimes et délits de droit commun, les Tribunaux maritimes statuent souvent dans le même état d'esprit que les juges des Cours d'assises ; ils se laissent facilement impressionner par toutes sortes de considérations et d'arguments qui n'auraient pas de prise sur des magistrats professionnels ; le plus souvent c'est à l'avantage de la défense. Il est vrai que, du moins en temps de paix, les juges militaires peuvent être, dans le nouveau système instauré par le Code de 1938, ramenés à une appréciation plus exacte des choses par l'intervention du magistrat civil qui est chargé de présider le Tribunal, et dont l'expérience professionnelle les défend, non seulement contre les erreurs juridiques qu'ils pourraient commettre, mais aussi contre des impulsions par trop irraisonnées.

En dépit de la présidence d'un magistrat civil, il n'en demeure pas moins que l'indulgence des juges maritimes, surtout quand ils ont à statuer sur des infractions sans caractère militaire, est quelquefois excessive et s'explique beaucoup plus par des impulsions naturelles et irraisonnées que par la connaissance qu'ils ont des particularités de la vie à bord et de ses incidences sur le comportement des marins en dehors du service.

Il faut ajouter que le système consistant à déférer aux Tribunaux maritimes le jugement de toutes les infractions, de toutes natures, commises par les marins et assimilés, peut comporter un inconvénient grave. En effet, ces Tribunaux ne connaissent que de l'action publique et ne peuvent se prononcer sur les conclusions de la partie civile, qui doit attendre, pour faire valoir ses droits, la condamnation de l'inculpé et porter alors sa demande en dommages-intérêts devant les Tribunaux civils. Ainsi le privilège de juridiction consenti au profit des marins aboutit à obliger les tiers, directement atteints par les crimes ou délits de droit commun à de longues attentes et souvent à des frais élevés, avant de pouvoir obtenir justice. Si les Tribunaux maritimes se montrent alors trop enclins à protéger les marins inculpés dans les excès qu'excuseraient les particularités de leur vie professionnelle, ils risquent aussi d'empêcher ces tiers d'obtenir les légitimes réparations qui leur sont dues. Un exemple frappant de cette situation est donné en matière d'homicides ou blessures par imprudence, résultant des accidents d'automobiles, provoqués par des officiers ou des marins. Les acquittements abusifs, qui sont rares de la part des Tribunaux correctionnels, sont trop fréquents de la part des Tribunaux maritimes. Sans doute n'empêchent-ils pas en droit les victimes de ces accidents de saisir les Tribunaux civils, en vertu de l'art. 1384 du Code civil et conformément à la Jurisprudence en vertu de laquelle le conducteur d'une voiture automobile est responsable des accidents causés par la voiture dont il a la garde, sans que le demandeur ait à faire la preuve d'une faute de ce conducteur. Il n'empêche qu'en fait l'acquittement rend beaucoup plus problématique une effective réparation des dommages causés, de la part des Tribunaux saisis, en vertu de l'article 1384 ; en

effet, l'auteur de l'accident peut toujours, en ce cas, dégager sa responsabilité en établissant que le dommage est survenu par la faute de la victime ou par un cas de force majeure ; il ne manquera pas de trouver dans son acquittement préalable un commencement de preuve en ce sens, de nature à frapper le juge civil.

Ainsi apparaît-il qu'en maintenant pour les Tribunaux maritimes une compétence personnelle totale, alors que pour les Tribunaux militaires, le Code de 1928 venait de restreindre cette compétence en temps de paix aux seules infractions de caractère militaire, le législateur semble avoir commis une erreur qui s'explique surtout par des considérations d'ordre électoral. On peut, en tous cas, affirmer qu'il a, de ce fait, manqué la réforme la plus essentielle du projet déposé par le Gouvernement. Il est étrange de constater que c'est parce qu'il a dû reconnaître que la Justice maritime était en fait tempérée d'une bienveillance toute particulière envers ses justiciables, que le Parlement a écarté les dispositions de ce projet sur la limitation de compétence des Tribunaux maritimes, alors que précisément ces dispositions s'inspiraient à l'origine d'une défiance de principe à l'égard de ces Tribunaux, tenant à leur rigueur prétendue. Sans doute, ce revirement inattendu est-il bien dû aux réflexions que les représentants des régions maritimes ont eu le temps de faire en consultant leurs électeurs au cours des neuf années qui ont séparé le dépôt du projet de 1929 du vote de la loi en 1938 (1).

(1) Le revirement qui s'est produit au cours de l'élaboration du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, dont le projet initial limitait la compétence des Tribunaux maritimes aux crimes et délits de caractère militaire, alors que le texte définitif promulgué le 13 janvier 1938 a posé la règle de l'extension de cette compétence au juge-

ment de toutes les infractions, même de droit commun, commises par des marins ou assimilés, a eu, du point de vue législatif, certaines conséquences regrettables. Le Parlement ne s'est pas, en effet, rendu compte que le projet tel que le Gouvernement le lui avait présenté en s'inspirant de la notion de compétence réelle des Tribunaux maritimes, ne s'harmonisait plus toujours avec le principe de leur compétence personnelle, d'où, dans le Code actuellement en vigueur, des scories, inexplicables à première vue, de la conception originaires du projet gouvernemental.

C'est ainsi que l'art. 215 qui réprime l'abus d'autorité, décide, en son dernier alinéa, que si les faits visés ont eu lieu en dehors du service et sans que le supérieur connût la relation qui l'unissait à l'inférieur, le coupable est poursuivi, en temps de paix, devant les Tribunaux ordinaires et conformément au droit commun. Il s'agit ici d'un délit de caractère militaire dont la connaissance devait, normalement, dans le projet fondé sur la compétence réelle des Tribunaux maritimes, être attribuée à ces Tribunaux ; cependant les auteurs du projet avaient estimé que si le marin auteur de ce délit l'avait commis en dehors du service et sans connaître que celui qu'il avait frappé ou outragé gravement était son inférieur, il convenait d'assimiler le fait à une infraction de droit commun, relevant, en temps de paix, de la compétence des Tribunaux correctionnels. La même règle se retrouve d'ailleurs dans l'art. 213 § 5 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre. Elle était parfaitement logique dans la conception primitive de la compétence réelle des Juridictions maritimes, mais ne se comprend plus dès lors qu'à la différence de la loi qui régit l'Armée de terre, les délits de droit commun commis par des marins ou assimilés ressortissent, en temps de paix, à la compétence des Tribunaux maritimes. Pourquoi faire un sort particulier au délit d'abus d'autorité lorsqu'il a été perpétré dans les conditions particulières que le texte précise et le déférer aux Tribunaux ordinaires, alors qu'incontestablement celui qui l'a commis est officier, officier-marinier ou quartier-maître et ne relève jamais, en principe, que des Juridictions maritimes, même pour les infractions de droit commun ?

En outre, il est assez frappant de constater que le projet gouvernemental ne reproduisait pas les dispositions de l'art. 372 du Code de 1858, qui excluaient de la compétence des Tribunaux de la Marine les infractions commises par les marins aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie ; cela s'expliquait aisément dès lors qu'on entendait réserver aux

Tribunaux ordinaires la connaissance des infractions de droit commun commises par des marins. Il eut été souhaitable de reproduire, dans le Code de 1933, le texte du Code de 1858, dès l'instant où les Chambres maintenaient le principe de la compétence personnelle des Tribunaux maritimes; à l'heure actuelle, aucun texte ne soustrait à la compétence des Tribunaux maritimes les délits de chasse, de pêche, de douanes, de contributions indirectes, d'octroi, de forêts et de grande voirie. Outre que les Tribunaux maritimes sont vraiment peu qualifiés pour connaître de semblables infractions, l'omission du législateur peut avoir des résultats fâcheux. On sait notamment qu'en matière douanière, la répression est caractérisée, outre la confiscation et occasionnellement l'emprisonnement, par des amendes fiscales très élevées, pour lesquelles la loi ne prévoit aucune réduction et refuse toute application du sursis. Si le coupable est un marin et qu'aucune transaction n'intervienne avec l'Administration des douanes, le Tribunal maritime sera donc amené à prononcer ces amendes; mais, en vertu de l'art. 268 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, si le coupable n'a pas rang d'officier, il devra en même temps prononcer un emprisonnement de six jours à six mois qui se substitue à l'amende, l'intéressé conservant la faculté de payer l'amende au lieu de subir cette peine; c'est tout le système de la répression douanière par l'amende pénale qui risque ainsi d'être mis en échec.

CHAPITRE II

INFRACTIONS CONTRAIRES A LA DISCIPLINE ET CONTRAVENTIONS DE POLICE

Si la compétence des Tribunaux maritimes est en principe une compétence personnelle leur donnant qualité quant au jugement des infractions militaires ou de droit commun commises, même en temps de paix, par les marins et assimilés, elle ne s'étend pas néanmoins au jugement de toutes ces infractions ; d'une part, en effet, l'autorité maritime conserve un pouvoir disciplinaire exclusif de toute compétence des Tribunaux maritimes pour la sanction des infractions contraires à la simple discipline ; d'autre part, ces Tribunaux ne peuvent jamais connaître des contraventions de simple police commises par les marins ou assimilés, à moins que ces contraventions ne soient connexes à des crimes ou délits déferés à ces Juridictions (art. 2 du Code de 1938).

SECTION I. — Infractions contraires à la discipline

On sait que la répression disciplinaire se distingue essentiellement de la répression pénale. Il est indispensable que l'autorité maritime conserve le droit de réprimer certaines fautes ou négligences commises en service ou à l'occasion du service par des marins et qui ne constituent pas

des faits délictueux, dont puissent avoir à connaître des Tribunaux chargés d'assurer, même à titre exceptionnel, une répression pénale ; elles doivent néanmoins être punies par le Commandement, si l'on veut assurer la discipline militaire indispensable. L'article 271 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, maintenant à cet égard la règle que posait déjà l'art. 369 de l'ancien Code de 1858, a donc laissé à l'autorité maritime la répression des infractions aux règlements relatifs à la discipline, les peines prononcées lorsqu'elles sont privatives de liberté, ne pouvant alors excéder 60 jours ; l'échelle des peines est actuellement fixée par un décret du 26 novembre 1937 (1).

Il peut cependant arriver qu'une infraction aux règlements sur la discipline commise par un marin constitue en même temps une contravention de simple police ; c'est, par exemple, le cas d'ivresse en ville d'un matelot. L'infraction disciplinaire et l'infraction pénale se cumulent alors, les deux actions étant indépendantes l'une de l'autre. Il appartiendrait seulement à l'autorité maritime, si elle le jugeait à propos, d'intervenir auprès de l'autorité judiciaire pour lui faire connaître que le contrevenant a été ou sera l'objet d'une punition disciplinaire. Une circulaire

(1) Le décret du 26 novembre 1937 sur la discipline de l'Armée de mer a abrogé le décret du 21 juin 1858 sur la police des arsenaux qui prévoyait, en exécution de l'art. 369 de l'ancien Code de 1858, que les personnes non militaires au service de la Marine, c'est-à-dire notamment les ouvriers des arsenaux, pouvaient être punies de prison pour infraction aux règlements relatifs à la discipline (art. 6 et 8 § 2) et qui conférait même au Préfet maritime (art. 8 avant-dernier alinéa) le pouvoir, tombé en désuétude, d'infliger 8 jours de prison aux personnes étrangères à la Marine coupables d'une infraction portant atteinte à la police, à la sûreté de l'établissement ou d'une infraction aux consignes,

du Ministère de la Marine du 9 juin 1939 (*J. P.*, n° 253 bis) indique même que cette autorité pourrait demander au Parquet civil du lieu de ne pas convoquer le contrevenant en simple police. Il est, en effet, loisible à la Marine de le faire ; il paraît plus difficile au Parquet civil fonctionnant près le Tribunal de simple police, c'est-à-dire au Commissaire de Police, de déférer à une semblable demande.

Il convient enfin de noter que l'injure qui, en droit commun, constitue un délit ou une contravention de simple police, selon qu'elle a ou non un caractère public, est en quelque sorte soustraite au Droit pénal militaire, lorsqu'elle s'est produite entre marins ou assimilés ou entre militaires et marins ou assimilés ; en effet, l'art. 271, § 3, du Code de 1938, édicte que l'injure est, en ce cas, « abandonnée à la répression disciplinaire » ; les Tribunaux maritimes, non plus que les Tribunaux de simple police, ne sont alors compétents pour en connaître ; il en serait naturellement autrement, et les Tribunaux recouvreraient leur compétence normale, si l'injure revêtait une gravité exceptionnelle et constituait soit le délit d'outrage à supérieur, prévu par l'art. 211 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, soit celui d'abus d'autorité prévu par l'art. 215 du même Code.

SECTION II. — Les contraventions de simple police

L'art. 369 du Code de 1858 réservait à l'autorité maritime le soin d'assurer la répression des contraventions de simple police, soit en punissant leurs auteurs de peines disciplinaires, soit en les déférant aux Tribunaux de la marine, c'est-à-dire, aux anciens Conseils de guerre. La loi considérait ainsi que les marins devaient être soustraits à la

compétence des Tribunaux ordinaires, non seulement pour le jugement des crimes et délits, mais aussi pour celui des contraventions ; elle laissait au Commandement le pouvoir discrétionnaire de décider si les poursuites seraient engagées en vertu du Code pénal devant les Juridictions maritimes, ou s'il ne convenait mieux de laisser à la répression un simple caractère disciplinaire.

Désormais, au contraire, en vertu de l'art. 2 du Code de 1938, les contraventions de simple police commises par les marins ou assimilés ne sont de la compétence des Tribunaux maritimes que si elles sont connexes à des crimes et délits déferés à ces Juridictions. C'est ainsi que, par exemple, les infractions au Code de la route qui pourront être relevées à la charge d'un marin qui aurait causé un accident par voiture automobile et serait, de ce fait, poursuivi pour homicide ou blessure par imprudence, devraient être réprimées par les Tribunaux maritimes en même temps que le délit poursuivi à titre principal. Au contraire, s'il s'agissait de juger un marin ayant commis une quelconque contravention, ne pouvant d'aucune manière se rattacher à un crime ou à un délit relevant de la compétence des Tribunaux maritimes, ce sont les Tribunaux de simple police qui devraient seuls en connaître.

L'article 272 du Code a prévu que les infractions aux règlements faits par les Préfets maritimes, en vue d'assurer la police et la sécurité des ports militaires, arsenaux et établissements maritimes, la police des eaux et rades de l'arrondissement, le service des forts et batteries qui les défendent, la protection maritime de la côte, seraient elles-mêmes punies, conformément aux dispositions de l'art. 471 § 15 du Code pénal. Aussi, bien que ces règlements intéressent au premier chef le service de la Marine, la loi les a

fait entrer de manière expresse dans la catégorie générale des actes réglementaires, lesquels, dès lors qu'ils sont « légalement faits par l'autorité administrative », se trouvent *ipso facto* sanctionnés par une contravention dont le jugement appartient au Tribunal de simple police ; celui-ci est seul compétent pour en connaître, alors même que le contrevenant serait un marin ou assimilé normalement justiciable des Tribunaux maritimes, du moins dans le cas où la contravention relevée ne serait pas connexe à un crime ou à un délit déferé à ces Tribunaux.

On voit que le système instauré par le Code de 1938 en matière de contraventions est beaucoup moins paternel aux marins que celui de l'ancien Code. Sous l'empire de ce dernier, l'autorité maritime faisait exactement ce qu'elle jugeait bon, pouvant déferer les coupables au jugement des Tribunaux maritimes, mais se réservant le droit de ne les punir que disciplinairement ; elle est aujourd'hui sans pouvoir pour empêcher les poursuites qui seraient dirigées contre un marin devant un Tribunal de simple police. Cela est sans doute regrettable, car s'il est un domaine qui devrait être réservé à l'appréciation bienveillante de l'autorité maritime, pour ne jamais être confié à celle d'un juge de droit commun, qui risque d'avoir une main trop lourde à l'égard des matelots, dont il ne connaît le plus souvent que mal les conditions particulières de vie, c'est bien le domaine des contraventions de police.

CHAPITRE III

LA COMPÉTENCE PERSONNELLE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS DE PAIX (1)

Comme on l'a vu dans le Chapitre I ci-dessus, la compétence des Tribunaux maritimes est une compétence personnelle, qui s'étend à tous les crimes et délits commis, même en temps de paix, par les personnes justiciables de ces Juridictions et qui sont énumérées par les art. 2, 3 et 4 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer.

Tel est du moins le principe. Lorsque cependant on examine les textes avec plus d'attention, on constate que le législateur, tout en maintenant intangible dans les apparences la règle de la compétence personnelle, selon laquelle il lui a suffi d'énumérer les personnes justiciables des Tribunaux maritimes pour déterminer l'étendue et les limites de leur compétence, a institué, à côté de la compétence personnelle de ces Tribunaux (art. 2 et 3), leur compétence

(1) Les Tribunaux maritimes siégeant à terre, comprenant les Tribunaux maritimes permanents et les Tribunaux maritimes siégeant à terre hors de France, constituent les Juridictions de Droit commun de la Marine (art. 6 § 1 du Code), par opposition aux Tribunaux de bord qui ne sont compétents que dans les cas où une disposition expresse de la loi l'a prévu.

mixte (art. 4, § 1 et 2), à la fois personnelle et réelle, s'étendant au jugement de certaines infractions commises par certaines personnes et même leur compétence réelle (art. 4 § 3) s'étendant au jugement de certaines infractions, quels que soient les individus qui en seraient prévenus. Nous étudierons donc, dans ce chapitre III, la compétence personnelle normale des Tribunaux maritimes, leur compétence mixte et leur compétence réelle devant faire l'objet des chapitres suivants.

Les personnes justiciables, en temps de paix, des Tribunaux maritimes sont, aux termes de l'art. 2 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer :

1° — Les marins en activité de service ;

2° — Les marins en congé illimité ou faisant partie de la disponibilité ou des réserves, placés dans les hôpitaux maritimes ou militaires ou voyageant comme militaires sous la conduite de la force publique ;

3° — Les individus portés présents, à quelque titre que ce soit sur les rôles d'équipage des bâtiments de la Marine militaire.

4° — Les individus détenus dans les maisons d'arrêt et de correction maritimes, à raison d'une infraction de la compétence des Tribunaux maritimes.

Nous examinerons la situation de ces différentes personnes au regard de la Justice maritime dans les quatre premières sections du présent chapitre ; dans une cinquième section, nous étudierons les dérogations exceptionnellement apportées par la loi à la compétence personnelle des Tribunaux maritimes.

SECTION I. — Les marins en activité de service

Sous le vocable de marins, on doit naturellement comprendre tout d'abord les officiers de tous grades et fonctionnaires militaires ayant rang d'officier, les officiers mariniens, sous-officiers, quartiers-maîtres et marins de tous corps militaires de l'Armée de mer.

Les officiers ici visés sont les officiers des différents corps de l'Armée de mer, dont l'énumération figure à l'art. 2 de la loi du 4 mars 1929 ; ce sont les officiers de Marine, les ingénieurs mécaniciens, les ingénieurs du génie maritime, de l'artillerie navale, les ingénieurs hydrographes, les officiers du Commissariat, du corps de santé, les administrateurs de l'Inscription maritime, les professeurs d'hydrographie, les officiers des équipages de la Flotte et chefs de musique des dépôts des équipages de la Flotte, les officiers d'administration et les ingénieurs des Directions de travaux.

Il faut y joindre les contrôleurs de la Marine (loi du 2 mars 1902, décret du 29 mai 1902, modifié par le décret du 30 juin 1920), les officiers de gendarmerie maritime (décret du 6 mai 1936 modifié par le décret du 18 septembre 1940) et les officiers de Justice maritime dont le statut a été créé par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, ainsi que, dans les réserves, les assimilés spéciaux et les officiers interprètes et du chiffre (1).

(1) Une loi du 27 août 1940 a porté suppression des corps des ingénieurs du génie maritime, des ingénieurs de l'artillerie navale, des pharmaciens chimistes de la Marine, des ingénieurs des Directions de travaux, des officiers d'administration et des chefs de musique des Dépôts des équipages de la Flotte ; deux autres lois, de la même date ont supprimé le corps des administrateurs de l'Inscription maritime et celui des pro-

Les officiers mariniers, sous-officiers, quartiers-mâîtres et marins auxquels se réfère l'art. 2, § 1, du Code de 1938, sont tous les militaires non officiers de l'Armée de mer, quel que soit le corps auquel ils appartiennent ou leur spécialité dans ce corps (1).

fesseurs d'hydrographie. Une loi du 14 septembre 1940 a décidé que les fonctionnaires du Contrôle cesseraient eux-mêmes de jouir du bénéfice de l'état d'officier. On sait qu'en outre la loi du 18 septembre 1940 a supprimé le corps des officiers de Justice maritime. Tous ces officiers ont ainsi été rayés des contrôles de l'Armée de mer. Pour la plupart d'entre eux, ils ont été intégrés dans les corps civils qui ont été constitués en même temps que le législateur supprimait les corps militaires correspondants ; ce sont les corps civils des ingénieurs des Industries navales, des ingénieurs des Directions de travaux, des pharmaciens-chimistes de la Marine, des administrateurs de l'Inscription maritime, des professeurs d'hydrographie, des chefs de musique de la Marine, de la Justice maritime.

Ces fonctionnaires militaires n'ayant plus rang d'officiers ne peuvent plus être en principe considérés comme des marins, relevant de ce chef de la compétence des juridictions de la Marine, en vertu de l'art. 2 du Code de 1938. Cette conséquence de la nouvelle réglementation, imposée par les circonstances malheureuses que la France vient de traverser, a peut-être échappé au législateur. Il ne serait pas inutile qu'un texte vienne à cet égard remédier à une situation qui ne laisse pas de présenter de graves inconvénients, en raison de son incertitude ; il est intervenu, en ce qui concerne les magistrats de la Justice maritime qui désormais sont considérés comme faisant partie des personnels civils de la Marine judiciairement assimilés aux marins et relevant à ce titre de la compétence mixte des Tribunaux maritimes, en vertu de l'art. 4 § 1 du Code (art. 3 de la loi du 6 décembre 1940).

(1) Une loi du 26 août 1940 a supprimé les corps des surveillants militaires des arsenaux, des marins pompiers, des marins des Directions de port, des guetteurs sémaphoriques et des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers ; les militaires de ces corps ont été rayés des contrôles de l'Armée de mer et seront désormais considérés, ainsi que le personnel des musiques de la Marine, comme des agents civils de la Marine, dont une loi qui est également du 26 août 1940 (*J. O.* 28 août) a porté création. Ici encore la question se posait de savoir si ces anciens militaires, qui

Les marins ainsi définis, officiers ou non-officiers, ne sont cependant jamais justiciables des Tribunaux maritimes que lorsqu'ils sont en activité de service.

Pour les officiers, la position d'activité est clairement définie par l'art. 3 de la loi du 19 mai 1834 ; ils sont dans cette position lorsqu'appartenant à l'un des cadres constitutifs de la Marine, ils sont pourvus d'emploi, ou qu'étant placés hors cadres, ils sont employés temporairement à un service spécial ou à une mission.

La position d'activité s'oppose aux positions de réforme et de retraite. Dès lors, par conséquent, qu'un officier est placé dans une quelconque de ces positions de réforme ou de retraite, il cesse de relever de la compétence des Juridictions de la Marine (1).

Quant aux officiers mariniens de carrière, c'est-à-dire appartenant au cadre de maistrance, et aux sous-officiers attachés au service de la Marine, tels que les gendarmes maritimes, ils sont également en activité lorsqu'appartenant aux cadres constitutifs de leur corps, ils sont pourvus d'un emploi de leur grade ou appartiennent à un service spécial ou à une mission ; au contraire, ils cessent de dépendre

continueront à titre civil d'occuper les mêmes emplois, que par le passé, cesseront de relever de la compétence des Juridictions maritimes.

Une loi du 26 août 1940 a décidé que les surveillants des arsenaux, pompiers de port, mariniens de port, guetteurs sémaphoriques, agents de la Marine, seraient justiciables des Tribunaux maritimes comme assimilés judiciairement aux marins dans les conditions prévues par le § 1, de l'art. 4 du Code, qui feront l'objet d'un autre chapitre ; il en est de même, en vertu d'un décret du 8 décembre 1940 pour les maîtres ouvriers tailleurs ou cordonniers.

(1) Nous verrons plus loin qu'entre la position d'activité et celle de la réforme ou de la retraite, il existe des positions intermédiaires de disponibilité ou de non activité, pour lesquelles le Code de 1938 a édicté des règles spéciales de compétence.

des Tribunaux maritimes lorsqu'ils sont dans la position de réforme ou de retraite.

Les marins qui ne sont ni officiers, ni officiers mariniers de carrière, sont soit des inscrits maritimes levés, ou de jeunes soldats affectés à l'Armée de mer, ou les engagés volontaires ou rengagés, soit des réformés temporaires ou des marins en congé illimité ou faisant partie de la disponibilité ou des réserves, rappelés sous les drapeaux (1).

La loi a fixé avec précision le moment à partir duquel ils doivent être considérés comme étant en activité de service et celui à partir duquel ils cessent d'être dans cette position. Ils sont en activité depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre leur corps, ou, s'ils voyagent isolément, depuis leur arrivée à destination (2). Ils cessent d'être en activité au jour inclusivement où ils sont renvoyés dans leurs foyers ; lors donc qu'ils viendraient à commettre une infraction, si c'est dans la journée de leur libération, ils restent justiciables des Tribunaux maritimes ; ainsi, même dans le cas où ils seraient renvoyés

(1) Les marins faisant partie de la disponibilité ou des réserves peuvent être rappelés en activité soit en cas de mobilisation, soit pour des manœuvres ou exercices ; ils sont alors considérés sous tous les rapports comme des marins du service actif et soumis de ce fait à toutes les lois et règlements en vigueur (art. 78, loi 13 déc. 1932 relative au recrutement de l'Armée de mer et à l'organisation de ses réserves).

(2) Antérieurement à leur réunion en détachement ou à leur arrivée à destination, les marins demeurent justiciables des Tribunaux maritimes pour les faits d'insoumission ; cette règle se comprend aisément, la nature même du délit militaire d'insoumission supposant que l'inculpé n'a pas répondu à l'appel. De même, les marins en état de désertion, bien qu'ayant rompu le lien qui les rattachait à l'Armée de mer, répondent encore du délit militaire de désertion devant les Tribunaux maritimes, mais non des autres infractions de droit commun par eux commises alors qu'ils étaient déserteurs.

dans leurs foyers en congé ou permission libérable, n'étant plus alors en période d'activité que de manière théorique, le texte les rend judiciairement à la vie civile dès le lendemain du jour de leur libération anticipée.

Cependant, les hommes placés en congé, ceux de la disponibilité ou des réserves de l'Armée de mer peuvent encore, étant rentrés dans leurs foyers depuis moins de six mois, commettre certains crimes ou délits réprimés par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer. L'art. 79 de la loi du 13 décembre 1932, relative au recrutement de l'Armée de mer et à l'organisation de ses réserves a, en effet, prévu qu'il en serait ainsi dans les cas d'outrages ou voies de fait envers un supérieur, de rébellion, à la condition que les inculpés aient été revêtus d'uniforme ou d'un insigne militaire réglementaire, et d'abus d'autorité, à la condition que le supérieur et l'inférieur aient été revêtus l'un et l'autre de l'uniforme ou d'un insigne militaire réglementaire (1). Mais si la vie militaire se prolonge ainsi pour ces marins au-delà de leur période d'activité pour des raisons tenant à la discipline, ce ne sont pas néanmoins les Tribunaux maritimes qui seront alors compétents pour statuer, mais les Tribunaux ordinaires, qui appliquent les pénalités prévues par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer. Il est assez notable de constater que des Tribunaux correctionnels ou même des Cours d'assises pourront être saisis,

(1) La loi du 13 déc. 1932 vise les art. 300, 302, 304 et 308 de l'ancien Code de justice militaire pour l'Armée de mer, se rapportant respectivement aux crimes ou délits d'outrages ou voies de fait envers un supérieur, de rébellion et d'abus d'autorité ; or cet ancien Code est abrogé par l'effet de l'art. 276 du Code actuel de 1938 ; il eût été désirable, dans une législation bien faite, qu'un texte vînt modifier le numérotage des articles visés qui ne correspondent plus dans le Code nouveau à celui de l'ancien Code.

en ces cas. d'affaires qui, de par leur nature strictement militaire, sont normalement jugées par les Juridictions de la Marine.

Aux marins en activité de service visés par l'art. 2, l'art. 10 a assimilé les militaires mis à la disposition de la Marine, soit pour une expédition ou un service d'outre-mer, soit pour un service à bord des bâtiments de la Marine militaire ou embarqués comme passagers sur ces bâtiments. Ces militaires sont ainsi, par suite de leur affectation temporaire au service de la Marine, soustraits à leurs juges naturels, c'est-à-dire aux Tribunaux de l'Armée de terre, et déférés aux Tribunaux de la Marine. Ils leur sont déférés « dans les mêmes conditions que les marins » c'est-à-dire pour tous les crimes et délits, même de droit commun, qu'ils viendraient à commettre, alors qu'en temps de paix ils n'auraient à répondre devant les Juridictions militaires que des infractions de caractère militaire.

Par contre, le même article 10 a stipulé que les marins employés à terre aux armées seraient justiciables des Tribunaux militaires des troupes en opération et soumis aux lois pénales militaires. Ces marins auxquels est appliqué le Code de Justice militaire pour l'Armée de terre et qui cessent ainsi de répondre, au moins en dehors d'une déclaration de guerre, de leurs infractions de droit commun devant les Juridictions militaires, seront donc exceptionnellement soustraits au jugement des Tribunaux de la Marine.

Enfin, les affectés spéciaux (1) appartenant à l'Armée de

(1) Les positions d'affectation spéciale ainsi que de réquisition étant, en principe, indépendantes de l'état de guerre, doivent être examinées dans le présent chapitre ; néanmoins il est évident, qu'en fait, les règles

mer doivent être considérés comme des marins en activité de service ; l'art. 71 de la loi du 13 déc. 1932 les rend, en conséquence, justiciables des Tribunaux maritimes, de la même façon que les affectés spéciaux appartenant à l'Armée de terre ou de l'air sont justiciables, en vertu de l'art. 52 de la loi du 31 mars 1928, des Tribunaux militaires ; les Tribunaux maritimes sont ainsi compétents pour connaître tant des crimes et délits de droit commun commis par les affectés spéciaux de la Marine que de leurs infractions militaires, en particulier de la désertion (Cour de Cassation, 18 novembre 1920). Cependant, en vertu de l'art. 1^{er} du Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande du 17 décembre 1926, modifié par le décret-loi du 20 janvier 1940, les affectés spéciaux qui sont inscrits au rôle d'équipage d'un navire de commerce pour remplir à bord un emploi de leur spécialité professionnelle civile, demeurent soumis aux dispositions de ce Code pour les infractions qu'il réprime (1) ; il en résulte que conformément aux distinctions faites par l'art. 25 du dit Code ils en répondront soit devant les Tribunaux maritimes commerciaux, soit même devant les Tribunaux de droit commun. Quant aux infractions non prévues par la législation spéciale de la Marine marchande, qu'elles soient réprimées par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer ou par les lois pénales ordinaires, ils n'en répondront demain que devant les Tribunaux maritimes.

ci-dessus indiquées trouveront le plus souvent application en temps de guerre.

(1) Par contre, les marins proprement dits, appartenant à l'Armée de mer et embarqués à quelque titre que ce soit sur un navire de commerce, demeurent justiciables des Tribunaux maritimes de la Marine militaire, pour les crimes et délits que réprime le Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande (art. 1 de la loi du 17 décembre 1926, §§ 5 et 6).

Il importe de ne pas confondre les affectés spéciaux, munis d'un fascicule militaire d'affectation spéciale avec les requis, qui sont et demeurent des civils, ne relevant jamais comme tels que de la compétence des Tribunaux de droit commun ; il existe cependant à cette règle une exception qui est formulée par l'art. 21, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1877, dans le cas d'abandon de service de la part d'un individu requis, mais cette exception ne trouve application qu'en temps de guerre et sera, en conséquence, examinée dans un autre chapitre. Ainsi, que la réquisition soit individuelle ou collective, de quelque manière qu'elle ait été portée à la connaissance des intéressés, par affiche, circulaire, notification individuelle ou par tout autre moyen approprié, les Tribunaux maritimes n'ont jamais à l'égard des requis aucune compétence personnelle ; en particulier, les requis de la navigation marchande demeurent soumis aux dispositions du Code de la Marine marchande du 17 décembre 1926 pour les infractions prévues par ce Code, commises à bord et sont déférées, selon les distinctions de l'art. 25 de ce Code, soit aux Tribunaux de droit commun, soit aux Tribunaux maritimes commerciaux.

**SECTION II. — Les marins en congé illimité
ou faisant partie de la disponibilité ou des réserves
placés dans les hôpitaux maritimes ou militaires
ou voyageant comme militaires
sous la conduite de la force publique
(art. 2, § 2)**

Les marins en congé illimité ou faisant partie de la disponibilité ou des réserves sont justiciables des Tribunaux maritimes (art. 2, § 2) même si, n'étant plus en période

d'activité, ils se trouvent placés dans les hôpitaux de la Marine ou de l'Armée ou s'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique. Le législateur a ainsi envisagé une situation de fait, qui suppose que les marins visés par le texte ont cessé d'être en activité de service, soit qu'ils se trouvent en congé illimité, soit que, faisant partie de la disponibilité ou des réserves, ils aient dû normalement être renvoyés dans leurs foyers. Si une raison de santé a alors imposé leur maintien dans les hôpitaux maritimes ou militaires ou si, bien que libérés, ils voyagent sous l'uniforme et conduits par la force publique, ils demeurent des marins relevant des Juridictions maritimes pour tous les crimes et délits qu'ils viendraient à commettre.

**SECTION III. — Les individus portés présents
à quelque titre que ce soit sur les rôles d'équipage
de bâtiments de la Marine militaire
(art. 2, § 3)**

Le Code de 1938 se réfère encore ici à une situation de fait. Il se peut, d'une part que, pour une raison quelconque, des individus non militaires soient embarqués sur des navires de guerre, par exemple des ingénieurs ou ouvriers spécialistes, en vue d'effectuer certaines épreuves techniques ; il se peut, d'autre part, que des marins embarqués voient se terminer le lien qui les attache à la Marine au cours d'une expédition, qui ne permet pas leur libération immédiate. Les personnes ici visées, bien que n'étant pas ou n'étant plus des marins, peuvent être néanmoins portées sur les rôles d'équipage du bâtiment sur lequel elles sont embarquées ; elles sont alors justiciables des Tribunaux maritimes.

**SECTION IV. — Les individus détenus
dans les maisons d'arrêt et de correction maritimes (1)
à raison d'une infraction de la compétence
des Tribunaux maritimes (art. 2, § 4)**

Des individus n'appartenant pas ou n'appartenant plus à la Marine peuvent, ayant été condamnés par des Tribunaux maritimes, purger leur peine dans les prisons de la Marine ; s'ils se rendent coupables au cours de leur détention, d'un crime ou d'un délit, ils doivent être jugés, au même titre et de la même manière que les marins par les Juridictions maritimes.

**SECTION V. — Déroations apportées par la loi
à la compétence personnelle des Tribunaux maritimes
siégeant à terre**

La loi a apporté un certain nombre de déroations à la règle selon laquelle les marins et individus visés à l'art. 2 du Code de 1938 doivent répondre devant les Tribunaux maritimes de tous leurs crimes et délits, même de droit commun. Tout d'abord, les officiers de gendarmerie maritime, les sous-officiers de gendarmerie et les gendarmes ne sont pas, aux termes de cet art. 2, dernier alinéa,

(1) Le Code de 1938 a substitué au terme « prison maritime » jusqu'alors employé, celui de « maison d'arrêt et de correction maritime » ; les travaux préparatoires (voir notamment le rapport présenté par M. CLUZAN, au nom de la Commission de la Marine militaire, Ch. des Députés, session de 1934, n° 3797) font apparaître qu'une modification profonde dans le régime actuel des prisons maritimes répondant au désir du Parlement, il était peu opportun de maintenir l'expression « prison maritime » dans un texte législatif « appelé à demeurer en vigueur pendant de longues années ».

justiciables de ces Tribunaux pour les crimes et délits, commis dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la police judiciaire et à la constatation des contraventions en matière administrative.

La Gendarmerie maritime est, en effet, un corps à la fois militaire et civil. Dans la mesure où les gendarmes de la Marine sont des militaires, ils relèvent, au même titre que les marins, des Juridictions de la Marine. Si, au contraire, ils ont commis un crime ou un délit dans l'exercice de leurs fonctions civiles, comme agents de la police judiciaire ou administrative, ils ne peuvent dépendre que des Tribunaux de droit commun.

En outre, l'art. 3 du Code de 1938 a limité la compétence des Tribunaux maritimes, en temps de paix, aux seules infractions d'ordre militaire, prévues au Livre II :

1° pour les marins et tous individus embarqués, titulaires d'un congé ou d'une permission ;

2° pour les marins qui, sans être employés, restent à la disposition du Gouvernement et reçoivent un traitement.

Cette disposition reproduite de l'ancien Code de 1858, se comprend d'elle-même en son premier paragraphe ; le législateur n'a pas voulu que les marins en activité ou individus embarqués (1) lorsqu'ils sont envoyés en congé ou en

(1) Les individus embarqués qui, lorsqu'ils sont titulaires d'un congé ou d'une permission, ne sont justiciables des Tribunaux de la Marine que pour le jugement des infractions d'ordre militaire, ne peuvent être ici que ceux qui étant portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de la Marine de guerre, relèvent, de ce fait, de la compétence personnelle ordinaire de ces Tribunaux pour tous les crimes et délits qu'ils viennent à commettre pendant la durée de leur embarquement, en vertu de l'art. 2 § 3. Le législateur eût été plus avisé en employant ici l'expression « individus portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de la Marine » que l'expression « individus embarqués », dont on

permission et se trouvent, de ce fait, replacés dans l'ambiance de la vie civile, dépendent, en temps de paix, des Tribunaux maritimes pour les crimes et délits de droit commun qu'ils viendraient alors à commettre et qui, ni de près ni de loin, ne peuvent intéresser la Marine. Dès que le congé ou la permission se termine, ils retombent bien entendu sous l'application de la règle ordinaire, selon laquelle ils n'ont à répondre de leurs actes que devant les Tribunaux maritimes (1).

Les marins qui, sans être employés, restent à la disposition du Gouvernement et reçoivent un traitement sont soumis au même régime que ceux titulaires d'un congé ou d'une permission et ne sont, par conséquent, justiciables des Tribunaux maritimes que pour les crimes et délits ayant un caractère militaire. La loi présente ce cas comme constituant une exception au principe que les marins en activité de service sont justiciables en temps de paix de toutes les infractions par eux perpétrées, même si elles sont de droit commun. En réalité, il est difficile de considérer leur situation comme étant celle de marins en activité de service ; il s'agit, en effet, d'officiers généraux ou d'état-major placés dans la position spéciale de disponibilité, définie par l'art. 3 de la loi du 19 mai 1834, d'officiers ou officiers mariniers en non-activité ou de marine ayant servi au-delà de la durée légale et réformés temporel-

verra par la suite qu'elle comporte une acception beaucoup plus large dans un très grand nombre de dispositions du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer.

(1) Les marins en absence illégale, qui sont encore dans les délais légaux pour rejoindre leur poste et, de ce fait, ne sont pas déserteurs, ne peuvent être assimilés aux titulaires d'un congé ou d'une permission ; ils doivent, en conséquence, être considérés comme en activité de service (Cass., 4 déc. 1879, S. 80.1.440 ; Cass., 18 nov. 1883, S. 85.1.143).

rement avec solde (loi du 13 décembre 1932) ; les marins auxquels le texte se réfère, sans être définitivement rendus à la vie civile, n'occupent aucun emploi correspondant à leur grade : ils sont placés dans une situation intermédiaire entre l'activité et la réforme, la retraite ou l'expiration du lien légal : leur comportement échappe à la Marine, à laquelle ils n'appartiennent plus que théoriquement. En réalité, en ne les déférant aux Tribunaux maritimes que pour le jugement des infractions ayant un caractère militaire, le législateur n'a pas restreint la compétence personnelle de ces Tribunaux, s'étendant à toutes les infractions même de droit commun commises en temps de paix par des marins en activité de service, il a, au contraire, étendu cette compétence, en ce qui concerne du moins les infractions ayant un caractère militaire, à des marins qui temporairement ne sont plus en activité de service et devraient, de ce fait, n'être justiciables que des Tribunaux ordinaires.

CHAPITRE IV

LA COMPÉTENCE MIXTE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS DE PAIX

Les Tribunaux maritimes peuvent être compétents pour juger certaines infractions lorsqu'elles ont été commises par des individus qui, sans appartenir à l'Armée de mer, peuvent néanmoins être assimilés à des marins. On se trouve alors en présence d'une compétence mixte de ces Tribunaux maritimes, c'est-à-dire d'une compétence supposant à la fois que les inculpés ont une certaine qualité que le Code définit et que les infractions par eux commises, et pour le jugement desquelles ils peuvent être déférés auxdits Tribunaux, sont seulement celles que le législateur a énumérées, et non tous les crimes et délits commis par les individus visés.

SECTION I. — Fonctionnaires et agents civils de la Marine

assimilés judiciairement aux marins (art. 4, § 1)

Le premier cas de compétence mixte des Tribunaux maritimes résulte de l'art. 4, § 1, du Code de 1938, modifié par la loi du 8 décembre 1940 (*J. O.*, 11 décembre) aux ter-

més duquel sont justiciables des Tribunaux maritimes les fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine assimilés aux marins aux point de vue judiciaire par les lois ou décrets d'organisation, mais seulement pour certaines infractions. Ces fonctionnaires civils, ainsi judiciairement assimilés à des marins, sont les suivants (1) :

1 — Personnel administratif de gestion et d'exécution de la Marine (Décret du 3 septembre 1931) comprenant des agents administratifs, des commis principaux, des commis de 1^{re}, 2^e et 3^e classe.

2 — Personnel technique des Directions de travaux (Décret du 20 février 1914) comprenant des agents techniques principaux et des agents techniques de plusieurs classes.

3 — Greffiers et commis-greffiers n'appartenant pas à un corps d'activité de la Marine.

4 — Employés des services militaires (Décret du 11 août 1929).

5 — Agents du service général (Décret du 23 mars 1938).

En outre, le décret du 26 août 1940 (*J. O.*, 28 août) fixant le statut des personnels civils de la Marine constitués après l'armistice, à la suite de la suppression de certains corps militaires, a rangé dans la même catégorie, les surveillants des arsenaux, les pompiers de port, les guetteurs sémaphoriques, les agents de la Marine, le personnel des musiques de la Marine ; il en est encore de même, en vertu d'un décret du 8 novembre 1940, des maîtres-ouvriers tailleurs ou cordonniers.

Il faut y joindre, depuis la loi du 6 décembre 1940,

(1) Voir décret du 28 avril 1938 (*J. O.* 3 mai).

les conseillers de Justice maritime faisant partie du corps civil de la Justice maritime qui a remplacé l'ancien corps militaire des officiers de Justice maritime. En cette dernière qualité, ils relevaient des Tribunaux maritimes, dans les conditions fixées par l'art. 2 du Code de 1938, pour tous les crimes et délits, même de droit commun, qu'ils pouvaient venir à commettre. Rayés des contrôles de l'Armée de mer, l'art. 3 de la loi du 6 décembre 1940 ne les rend plus justiciables des Juridictions de la Marine que dans les conditions fixées par l'article 4 § 1 c'est-à-dire seulement pour les infractions visées par ce texte et qui seront examinées ci-après (1).

Les fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine, ainsi désignés, ne relèvent des Tribunaux maritimes que pour les infractions prévues par les art. 203, 205 à 216, 218 à 230, 233, 235, 253 à 259, ainsi que par l'article 262.

Ce sont les crimes et délits suivants :

1° art. 203. — Provocation à désertion ou recel de déserteur.

2° art. 205 à 216. — Révolte militaire, insubordination, voies de fait et outrages envers des supérieurs, outrages envers l'Armée et au drapeau, rébellion, abus d'autorité.

3° art. 218 à 230. — Détournement et recel d'effets militaires, pillage, dévastation d'édifices, destruction de matériel militaire.

(1) Il est probable que la même solution législative interviendra pour les autres officiers des différents corps de la Marine que les lois des 27 août et 14 sept. 1940 ont rayés dans les mêmes conditions des contrôles de l'Armée de mer ; une loi du 4 mars 1941 (*J. O.* 6 mars) a prévu que les dispositions statutaires particulières à chacun des corps civils de remplacement feraient l'objet de décrets ultérieurs.

4^o art. 233. — Abandon de poste.

5^o art. 235. — Violation de consigne.

6^o art. 253 à 259. — Fait de favoriser, au moyen d'une embarcation, l'évasion du bord de marins ou individus embarqués, trahison, espionnage, embauchage.

7^o art. 262. — Cet article déclare applicable aux marins et assimilés visés par l'art. 4 § 1, les dispositions concernant les militaires qui ont été introduites dans les art. 147, 171, 177, 234, 386 et 401 du Code pénal et dans la loi du 1^{er} août 1905 sur la falsification des denrées alimentaires, par les art. 242, 243, 244, 245, 246, 247 et 248 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, d'où il résulte que sont ainsi visées les infractions ci-après :

a) art. 147 du Code pénal, complété par art. 242 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Détournement par militaires comptables publics.

b) art. 171 du Code pénal, complété par art. 243 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Détournement par militaires comptables publics.

c) art. 177 du Code pénal, complété par art. 244 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Corruption de militaires ou assimilés.

d) art. 234 du Code pénal, complété par art. 245 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Refus opposé à réquisition de l'autorité civile.

e) art. 386 du Code pénal, complété par art. 246 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Vol au préjudice de l'habitant,

f) art. 401 du Code pénal, complété par art. 247 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Détournement d'effets mobiliers appartenant à des militaires.

g) loi du 1^{er} août 1905, sur la falsification des denrées alimentaires, modifiée par la loi du 5 août 1908 et complétée par l'art. 248 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre :

— Falsification par militaire, administrateur ou comptable militaire de substances, matières, denrées ou liquides ou distribution de matières falsifiées, corrompues ou de viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses.

L'art. 4 § 1 n'est qu'un texte de compétence, donnant qualité aux Tribunaux maritimes pour statuer à l'égard des fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine venant à commettre les infractions visées par ce texte. En ce qui concerne les délits qui sont ci-dessus énumérés aux paragraphes a, b, c, d, e, f et g, ils n'étaient pas réprimés par les textes du Code pénal ou de la loi du 1^{er} août 1905, modifiés par le Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, à l'égard des marins ni *a fortiori* des fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine, visés par l'art. 4 § 1 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer. C'est l'art. 262 de ce Code qui, en déclarant ces textes applicables en particulier aux assimilés de l'art. 4 § 1, a permis aux Tribunaux qui avaient reçu compétence à leur égard, en vertu dudit art. 4 § 1, d'assurer la répression de ces crimes et délits militaires, lorsqu'ils ont été commis par ces assimilés ; bien entendu, l'art. 262 a aussi visé les marins pro-

prement dits, pour le jugement desquels les Juridictions de la Marine avaient reçu compétence de l'art. 2 § 1.

Quant aux crimes et délits énumérés aux art. 203, 205 à 216, 218 à 230, 233, 235, 253 à 259 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, ils étaient réprimés par ces textes, soit à l'égard de tous individus sans distinction, soit seulement à l'égard des marins ou individus embarqués sur un bâtiment de la Marine militaire, ou encore des individus faisant partie de l'équipage d'un bateau de la Marine militaire. Dans la plupart de ces cas, il eût été impossible aux Tribunaux maritimes, ayant compétence en vertu de l'art. 4 § 1 pour juger les fonctionnaires et agents en activité de service des services civils de la Marine, de prononcer contre eux les condamnations prévues par les textes de référence, qui ne leur étaient pas applicables. Aussi, l'art 261 § 1 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer a-t-il édicté que les assimilés judiciaires visés au § 1 de l'art. 4 seraient punis des mêmes peines que les marins pour les infractions énumérées à ce paragraphe.

SECTION II. — Les pilotes et capitaines de navires de commerce (Art. 4 § 2)

Le second cas où les Tribunaux maritimes exercent dès le temps de paix, une compétence mixte, est prévu par l'art. 4 § 2 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, qui rend justiciables des Tribunaux maritimes « les « pilotes et capitaines de navires prévenus des crimes et « délits prévus par les art. 250, 251, 252. » Ce texte se réfère ainsi aux dispositions de la Section X du chapitre II du Livre II du Code, punissant les crimes et délits commis

par les marins de commerce dans leurs rapports avec les bâtiments de la Marine militaire.

Les infractions visées sont les suivantes :

1^o art. 250. — Fait de la part d'un pilote d'avoir perdu, échoué ou abandonné volontairement un bâtiment de la Marine militaire ou un navire convoyé ;

2^o art. 251. — Fait de la part d'un capitaine de navire de commerce convoyé en temps de guerre ou au cours d'opérations de guerre (1), d'avoir perdu volontairement son navire ou d'avoir abandonné volontairement le convoi dont il faisait partie ou désobéi aux ordres ou signaux du Commandant du convoi ;

3^o art. 252. — Refus par un capitaine de navire français de porter assistance à un bâtiment de la Marine militaire dans la détresse.

(1) Le texte suppose que le fait réprimé peut se produire en temps de paix, mais « au cours d'opérations de guerre » ; cela s'explique qu'il soit visé par l'art. 4 § 2 qui ne s'applique pas au temps de guerre.

CHAPITRE V

LA COMPETENCE REELLE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIEGEANT A TERRE EN TEMPS DE PAIX

SECTION I. — L'article 4 § 3 du Code de 1938

Le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer a entendu que certains crimes, ou délits, commis en certaines conditions, soient déférés aux Tribunaux maritimes, quels que soient les individus qui s'en seraient rendus coupables. En réalité, la loi a institué, dans ces divers cas, une compétence réelle des Juridictions de la Marine, tenant à la nature même de l'infraction, indépendamment de la qualité de son auteur. C'est l'art. 4, § 3, qui règle la matière ; il édicte que sont justiciables des Tribunaux maritimes « tous individus prévenus de l'un des crimes et délits prévus par les art. 203, 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225, 226, 228 du présent Code, quand ce crime ou délit a été commis soit sur un territoire ou une rade occupée militairement, soit à bord d'un bâtiment de la marine militaire hors de France, des colonies et pays de protectorat ».

Toutes les infractions ainsi prévues étant réprimées par le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer ont forcément le caractère d'infractions militaires ; ces infractions

peuvent être commises soit par des marins relevant déjà, à ce titre, de la compétence personnelle des Tribunaux maritimes, soit par des militaires ou civils ; en cette dernière éventualité ce sont encore les Tribunaux maritimes qui devront en connaître, à la condition, en temps de paix, que les faits se soient passés soit sur un territoire ou une rade occupée militairement, soit à bord d'un bâtiment de la Marine militaire hors de France, des colonies et pays de protectorat ; en fait, nous allons voir que cette condition diminue considérablement la portée du texte.

En premier lieu, les infractions énumérées ne relèveront des Tribunaux maritimes, en vertu de leur compétence réelle, que dans le cas où elles auraient été commises sur « un territoire ou une rade occupée militairement » ; les termes employés par la loi supposent évidemment qu'il s'agit d'un territoire ou d'une rade en pays étranger, la France métropolitaine et ses colonies ne pouvant être considérées comme « occupées militairement » par ses propres Armées ou sa propre Marine. Par ailleurs, l'art. 4, § 3, s'applique de toute évidence au temps de paix, étant compris dans le livre I, titre premier, intitulé « Du jugement des infractions commises par des marins ou assimilés en temps de paix », d'où il suit que les territoires et rades à l'étranger, militairement occupés par la France, seront seulement ceux qu'un traité de paix peut remettre à l'occupation temporaire des forces françaises et occasionnellement ceux qui peuvent être placés en temps de paix sous le contrôle de fait de ces forces.

On peut avoir une hésitation quant aux territoires et rades des pays de protectorat français. Ces pays de protectorat demeurent des pays étrangers. Peut-on dire qu'ils soient occupés militairement ? Peut-on, par exemple, sou-

tenir qu'une quelconque des infractions prévues par l'art. 4 § 3 venant à être commise par un civil dans la base navale de Bizerte, c'est-à-dire dans la Régence de Tunis, mais sous protectorat français, relèvera toujours en temps de paix de la compétence du Tribunal maritime de Bizerte ? Nous ne le pensons pas. En effet, nous allons voir que lorsqu'ils ont été commis à bord des bâtiments de la Marine militaire, les crimes et délits énumérés par l'art. 4 § 3 ne relèvent de la compétence des Tribunaux maritimes, quelle que soit la qualité de leurs auteurs, que s'ils ont été commis hors de France, des colonies et des pays de protectorat. On ne peut penser que le législateur ait, à la fois, entendu exclure de la compétence réelle des Tribunaux maritimes le jugement de ces crimes et délits commis à bord des bâtiments de la Marine militaire en pays de protectorat et faire entrer au contraire dans leur même compétence réelle le jugement de ceux commis en dehors du bord de ces bâtiments, dans les territoires ou rades desdits pays de protectorat. Une pareille interprétation serait certainement contraire à l'intention du législateur et doit être résolument écartée.

En second lieu, si les infractions visées à l'art. 4, § 3, ont été commises à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, elles ne relèveront de la compétence réelle des Tribunaux maritimes, ainsi qu'il vient d'être dit, que si le bâtiment se trouve hors de France, des colonies et pays de protectorat. Les termes ici employés présentent une certaine ambiguïté. On pourrait évidemment comprendre que la loi a voulu ici envisager les eaux territoriales de France, des colonies et pays de protectorat. Il semble plus conforme à la lettre du texte de l'interpréter comme excluant de la compétence réelle des Tribunaux maritimes le cas où les

bâtiments se trouveraient dans une rade de la France métropolitaine, des colonies ou pays de protectorat (1) ; cette interprétation évitera, en outre, les difficultés d'ordre pratique qui naîtraient inévitablement sur le point de savoir si tel crime ou délit a été ou non commis dans les eaux territoriales françaises.

Lors donc qu'une des infractions prévues par l'art. 4 § 3 aura été perpétrée à bord d'un bâtiment de la Marine militaire dans lesdites rades françaises, les Tribunaux maritimes ne seront compétents que si les inculpés sont des marins ou des individus portés présents sur les rôles d'équipage ; ils exerceront alors seulement leur compétence personnelle normale. Au contraire, si les faits se sont placés à bord d'un bâtiment de guerre, mais en dehors des rades de France, des colonies et pays de protectorat, ils seront compétents pour juger les crimes et délits énumérés par le texte, quelle que soit la qualité de leurs auteurs.

L'art. 4 § 3 n'a formulé qu'une règle de compétence. Reste à examiner la question de savoir de quelle manière la loi a permis aux Tribunaux maritimes d'exercer la répression des crimes et délits visés par ce texte, lorsqu'ils ont été commis par des individus non marins, dans les circonstances de lieu qui viennent d'être précisées.

Pour deux de ces infractions, aucune difficulté ne se présentait. En effet, l'art. 203 qui punit la provocation à

(1) Les rades françaises sont les portions de mer qui constituent le vestibule, le prolongement et la dépendance d'un port, dès le moment où cette portion de mer pénètre à l'intérieur du territoire français, si toutefois elle est alors assez resserrée pour tomber effectivement sous l'action permanente et exclusive de la puissance publique de l'Etat français ; elles font partie intégrante de la domanialité française (Tribunal de Brest, 28 juillet 1937 ; C^{ie} des Câbles télégraphiques c/ Adm. des Douanes).

désertion et le recel de déserteur, ainsi que l'art. 222 qui punit l'achat, le recel ou la prise en gage des armes, munitions, effets de marins ou autres objets militaires, font tomber sous le coup de la loi pénale maritime tous individus qui s'en rendent coupables. Si donc des faits de cette nature viennent à se produire en temps de paix, soit sur un territoire ou une rade occupée militairement, soit à bord d'un bâtiment de la Marine militaire hors de France, des colonies et pays de protectorat, les Tribunaux maritimes seront compétents pour en connaître, quelle que soit la qualité des prévenus, même s'ils sont militaires ou civils, en vertu de l'art. 4 § 3 ; ces Tribunaux appliqueront directement à ces derniers les art. 203 et 222 qui leur permettent, sur le fond, d'assurer la répression à l'encontre des individus qui ne sont ni marins, ni portés présents sur les rôles d'équipages.

Cependant, d'une part, certains crimes et délits visés par l'art. 4, § 3, ne sont juridiquement caractérisés comme infractions militaires que s'ils ont eu pour auteurs soit des marins, soit des « individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de la marine militaire » ; c'est-à-dire portés présents sur les rôles d'équipage ; il en est ainsi du délit d'insulte à sentinelle (art. 209) et de rébellion envers la force armée et les agents de l'autorité (art. 214).

D'autre part, les autres infractions auxquelles se réfère l'art. 4, § 3, ne visent que les marins ou « individus embarqués sur un bâtiment de la Marine militaire » qui s'en seraient rendus coupables ; ce sont les crimes ou délits suivants :

Art. 205 : Révolte militaire.

Art. 206 : Complot contre l'autorité du Commandant ou contre la sûreté d'un bâtiment de la Marine militaire.

Art. 208 : Violence contre sentinelle.

Art. 219 : Vente, achat ou recel d'objets affectés au service de la Marine ; détournement ou vol d'armes, munitions, deniers, effets ou objets appartenant à l'Etat.

Art. 223 : Pillage ou dégâts de denrées, marchandises ou effets.

Art. 224 : Incendie ou destruction des édifices, bâtiments, voies ferrées, lignes ou postes télégraphiques ou téléphoniques, postes d'aérostation ou d'aviation, vaisseaux, navires et tous objets immobiliers à l'usage de la Marine ou concourant à la Défense Nationale ;

Art. 225 : Tentative du même crime ;

Art. 226 : Destruction des moyens de défense, d'un matériel de guerre, des approvisionnements et autres objets mobiliers à l'usage de la Marine ou concourant à la Défense Nationale ;

Art. 228 : Destruction, bris, mise hors de service ou jet à la mer des armes, effets de campement, de casernement, manœuvres, agrès, munitions, etc...

Ainsi, dans les cas d'insulte à sentinelle et de rébellion envers la force armée et les agents de l'autorité, les Tribunaux ont bien reçu compétence, en vertu de l'art. 4 § 3, pour en juger à l'égard de tous individus, si les faits se sont passés sur un territoire ou une rade occupée militairement ou à bord d'un bâtiment de la Marine militaire hors de France, des colonies et pays de protectorat ; mais, ces Tribunaux n'auraient pu, par application des art. 209 et 214, en assurer la répression qu'à l'égard des marins et individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment.

Dans tous les autres cas, les Tribunaux maritimes n'au-

raient été qualifiés pour exercer leur compétence réelle qu'à l'encontre des individus embarqués sur un bâtiment de la Marine militaire ; cette formule, plus large que la précédente, leur aurait sans doute permis de prononcer des condamnations contre des non marins ou contre des individus qui bien qu'embarqués, ne seraient pas membres de l'équipage, mais seulement présents à bord de manière fortuite ou passagers civils ; ils n'auraient pu aller au delà et condamner des individus non embarqués, les dispositions auxquelles se réfère l'art. 4 § 3 ne les faisant pas tomber sous le coup de la loi.

Le législateur ne pouvait se borner à donner compétence aux Tribunaux maritimes sur des faits que ceux-ci auraient été impuissants à réprimer ; il a dû étendre à tous individus, quels qu'ils soient, les dispositions punissant les crimes et délits visés par l'art. 4 § 3, chaque fois que ces dispositions n'en autorisaient la répression qu'à l'égard des marins, des individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment ou des individus embarqués (1). Tel est l'objet de

(1) Il existe un assez grand nombre de cas où le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer réprime également des infractions commises soit par des individus embarqués à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, soit même par des individus quelconques, sans que l'art 4 § 3 de ce Code soit applicable ; on peut citer l'outrage au drapeau (art. 213), le fait de dépouiller, dans une zone d'opérations navales, des militaires ou marins blessés, malades ou naufragés ou d'exercer sur eux des sévices (art. 218), l'abandon sans ordre du bâtiment (art. 234), la violation de consigne (art. 235), le crime d'embauchage (art. 258) ; en ces diverses hypothèses, il s'agit bien toujours d'infractions militaires tombant sous le coup de la loi pénale maritime mais devant être jugées, en temps de paix, selon les circonstances et la qualité des inculpés, soit par les Tribunaux maritimes, soit par les Tribunaux militaires, soit par les Tribunaux de droit commun,

l'art. 261 § 2 qui, modifié par l'art. 1 du décret du 27 mai 1940, édicte :

« Les dispositions des art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225, 226 du présent Code sont applicables « à tous individus même non marins, auteurs, co-auteurs « et complices, lorsque le crime ou délit a été commis :

« a) sur un territoire en état de guerre ou de siège ou « sur une rade occupée militairement ;

« b) à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, soit « en temps de paix, hors de France, des colonies, pays de « protectorat ou territoires sous mandat, soit en temps de « guerre (*sic*). » (1).

Quelques observations de détail peuvent ici être faites :

Tout d'abord, le Code n'avait nul besoin de viser dans ce texte l'art. 222 qui punit déjà tous les individus, même non marins, coupables d'achat, recel ou réception en gage d'armes, munitions, effets d'équipement ou d'habillement, d'effets composant le sac d'un marin ou de tout autre objet militaire. Le législateur s'est souvenu dans la rédaction de l'art. 261 qu'il n'avait pas à viser l'art. 203 qui punit également tous individus coupables de provocation à désertion ou de recel de déserteur ; comment ne s'est-il pas souvenu que l'art. 222 avait la même portée quant à l'infraction qu'il réprime ?

En second lieu, on doit noter que l'art. 261 a omis de viser l'art. 228 qui, dans son § 2, punit tout individu embarqué qui, à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, a jeté à la mer ou mis hors de service des armes, effets de campement, de casernement, manœuvres, agrès, munitions, etc... Cela s'explique par cette circonstance qu'en ce

(1) Nous étudierons dans un autre chapitre le sens qu'il convient d'attribuer, en temps de guerre, à cette formule un peu sybilline.

qui concerne cette infraction et à l'égard des individus non embarqués, la compétence réelle des Tribunaux maritimes n'aura jamais à s'exercer, ou que plus exactement, ces Tribunaux ont alors reçu compétence pour un délit qui ne peut être commis que par des individus embarqués.

En outre, il faut remarquer que l'art. 261 a écarté l'extension à tous individus non marins des dispositions du Code qu'il énumère, dans le cas où les infractions visées auraient été commises, en temps de paix, à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, dans les territoires sous mandat ; le texte a, en effet, assimilé à cet égard les territoires sous mandat français aux colonies françaises et pays de protectorat. Cependant, l'art. 4 § 3 n'excluait pas de la compétence des Tribunaux maritimes, en temps de paix, les crimes et délits qu'il énumère commis à bord des bâtiments de la Marine militaire dans les territoires sous mandat, de telle sorte qu'en ce cas, ils sont effectivement compétents pour statuer ; le manque de concordance entre la rédaction de l'art. 4 § 3 et celle de l'art. 261 a pour résultat singulier de donner ici compétence à ces Tribunaux pour des infractions qu'ils ne pourront punir à l'encontre des individus non marins.

Enfin, alors que l'art. 4, § 3, donne compétence en temps de paix, aux Tribunaux maritimes pour juger tous individus prévenus de l'un des crimes et délits visés, quand ce crime a été commis sur un territoire ou une rade occupée militairement, l'art. 261 n'étend aux individus non marins les peines prévues pour ces infractions que si elles ont été commises « sur un territoire en état de guerre ou de siège, « ou sur une rade occupée militairement » ; cette rédaction de l'art. 261 résulte de l'art. 1 du décret du 27 mai 1940, avant lequel les deux textes, celui de l'art. 4, § 3 et celui

de l'art. 261, étaient à cet égard identiques. Ainsi que nous le verrons plus loin, cette modification a permis aux Tribunaux maritimes, qui ont reçu en temps de guerre, de l'art. 152, compétence pour juger en particulier les crimes et délits prévus par l'art. 261 à l'égard de tous individus quelconques et sans aucune distinction de lieu, de pouvoir alors exercer cette compétence et d'appliquer aux individus non marins les peines prévues par le Code, même si les infractions ont été commises sur un territoire français.

Mais, en temps de paix, les Tribunaux maritimes ayant reçu une compétence réelle pour le jugement des infractions visées par l'art. 4, § 3, si elles ont été commises à l'étranger sur un territoire ou une rade occupée militairement, ne pourront appliquer les dispositions du Code énumérées par l'art. 261 aux individus non marins que si elles ont été commises sur une rade occupée militairement ou sur un territoire en état de siège. Ainsi, si ces infractions ont été commises non en rade mais sur un territoire étranger occupé militairement, et sans proclamation de l'état de siège, les Tribunaux maritimes seront bien compétents, mais seront théoriquement impuissants à exercer en temps de paix leur compétence à l'égard des individus non marins ; la modification de l'art. 261, telle qu'elle résulte du décret du 27 mai 1940, ne devait certainement pas, dans l'esprit de ses auteurs, avoir cette conséquence bizarre.

SECTION II. — Le décret-loi du 29 juillet 1939

Le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat a, dans son art. 5, complété l'art. 2 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer par l'alinéa suivant :

« Les Tribunaux maritimes seront compétents, dans les conditions fixées par le Code d'instruction criminelle et par les lois sur l'état de siège, pour juger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. »

Ce texte constitue de manière incontestable un cas nouveau et important où les Tribunaux maritimes auront à connaître, en temps de paix, de certaines infractions, indépendamment de la qualité de leurs auteurs, en raison de la nature même desdites infractions ; il étend ainsi leur compétence réelle à toute une série de crimes et délits, même commis par des individus qui ne seraient ni marins ou assimilés, ni faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de la Marine militaire. On peut seulement regretter que la disposition dont s'agit ait été insérée dans l'art. 2 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, qui règle mentalement la compétence personnelle des Tribunaux maritimes ; elle eût mieux trouvé sa place à la suite de l'art. 4, § 3, lequel se rapporte à leur compétence réelle.

Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat que vise l'art. 5 du décret-loi du 29 juillet 1939 sont les infractions de droit commun qui sont définies aux art. 75 et suivants du Code pénal, modifiés par le même décret-loi. Ici encore, le législateur a gravement innové ; en effet, la compétence réelle des Tribunaux maritimes, en temps de paix, telle qu'elle résulte de l'art. 4, § 3, du Code de 1938, se rapporte, ainsi qu'on l'a vu, à des infractions de caractère strictement militaire, prévues et réprimées comme telles par ledit Code. Cette compétence réelle va désormais s'étendre à des crimes et délits qui tombent sous le coup de la loi pénale ordinaire, et s'y étendre quel que soit le lieu où ils ont été commis. Que ce soit à terre ou à bord, en France, dans les colonies françaises, pays de protectorat

ou sous mandat, ou hors de ces territoires, les Tribunaux maritimes seront qualifiés pour en connaître, en temps de paix, dans les conditions que nous allons examiner.

Ce sont les art. 553 et suivants du Code d'instruction criminelle, tels qu'ils résultent du décret du 29 juillet 1939 qui ont établi les distinctions nécessaires. Il en résulte qu'en temps de paix, les Tribunaux militaires ou maritimes sont compétents pour juger :

- 1° les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ;
- 2° les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, à l'exception des infractions prévues par l'art. 80 du Code pénal et des autres délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, lorsqu'ils auront été commis par un des moyens énumérés à l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

Les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat sont constitués par les faits de trahison et ceux d'espionnage, prévus et réprimés par les art. 75, 76 et 77 du Code pénal (1). Toutes les autres infractions punies par les art. 78 à 83, dites « atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat », sont, au moins en temps de paix, de simples délits. Qu'il s'agisse de trahison, d'espionnage ou d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, les Tribunaux militaires ou maritimes sont donc, en principe, compétents pour statuer, aussi bien à l'égard des étrangers que des Français, qu'ils soient ou non marins ou assimilés, et ce, en vertu de leur compétence réelle.

Les Tribunaux correctionnels conservent cependant leur compétence, au moins à l'égard des civils, pour assurer la

(1) Le décret du 9 avril 1940 a assimilé à la trahison le fait pour tout Français de participer sciemment à une entreprise de démoralisation de l'Armée ou de la Nation ayant pour objet de nuire à la Défense Nationale.

répression des atteintes à l'intégrité du territoire national ou des intelligences avec une Puissance étrangère, ayant pour objet ou ayant eu pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ; tels sont, en effet, les délits que prévoit l'art. 80 du Code pénal et dont l'attribution a été exceptionnellement soustraite à la connaissance des Tribunaux militaires et maritimes par l'art. 557 nouveau du Code d'instruction criminelle.

En outre, si l'une quelconque des atteintes délictuelles à la sûreté extérieure de l'Etat a été commise par un des moyens prévus par l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881, c'est-à-dire soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, par des écrits ou imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunions publics, par des placards ou affiches, il en est de même, et les Tribunaux correctionnels demeurent alors seuls qualifiés pour en connaître, à moins naturellement que les inculpés ne soient des marins ou assimilés ; ainsi le décide l'art. 558 du Code d'instruction criminelle.

Les Juridictions militaires ou maritimes peuvent néanmoins avoir à connaître à l'encontre d'individus civils, soit des délits prévus à l'art. 80 du Code pénal, soit des autres atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, même commises par l'un des moyens de l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881. Il en est ainsi, aux termes des art. 570 et 571 nouveaux, du Code d'instruction criminelle, si les poursuites engagées portent en même temps sur d'autres crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ou mettent en cause d'autres personnes que celles qui seront pénalement responsables de l'infraction commise par un des moyens prévus par la loi sur la presse.

Restait au législateur à déterminer comment devait se faire le partage de cette compétence des Tribunaux militaires « *lato sensu* » entre les Tribunaux militaires et les Tribunaux maritimes. Tel a été l'objet des art. 560 et suivants du Code d'instruction criminelle, modifiés par le décret-loi du 29 juillet 1939.

Aucune difficulté ne se présentait si la poursuite ne devait comprendre que des militaires ou que des marins ou assimilés ; les Tribunaux militaires ou maritimes demeurent alors respectivement compétents, les premiers pour juger les militaires, les seconds pour juger les marins ou assimilés (art. 560 et 561).

Si la poursuite comprend à la fois des militaires et des marins, l'art. 562 édicte que la compétence doit se déterminer d'après les distinctions établies par l'art. 7 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre et par l'art. 8 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer (1). Il en résulte que les Juridictions maritimes seront compétentes au cas où l'infraction aura été commise sur un bâtiment de la Marine militaire ou dans l'enceinte de ports militaires, arsenaux ou autres établissements de la Marine, les Tribunaux de l'Armée de terre étant seuls compétents si l'infraction a été commise dans tous autres lieux.

Dans le cas où la poursuite devrait comprendre à la fois des militaires de l'Armée de terre et des non-militaires, c'est le Tribunal militaire qui en devrait connaître (art. 563) ; de même, si les co-inculpés sont à la fois des marins ou assimilés et des non-militaires, ce sont les Tribunaux maritimes qui sont qualifiés pour statuer (art. 564).

Dans l'hypothèse où la poursuite comprendrait à la fois

(1) Voir plus loin Chapitre X : La Compétence des Tribunaux maritimes dans les cas de complicité.

des militaires, des marins et des individus non-militaires, le partage de compétence devrait encore se faire selon les distinctions plus haut rappelées de l'art. 7 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre et de l'art. 8 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer (art. 565), c'est-à-dire que les Tribunaux maritimes ne seraient compétents que si l'infraction avait été commise sur un bâtiment de la Marine militaire ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements de la Marine.

Le cas le plus difficile à trancher était évidemment celui résultant de l'attribution d'une véritable compétence réelle en la matière aux Tribunaux militaires et maritimes, c'est-à-dire celui où les inculpés seraient tous des non-militaires ; il a été tranché un peu trop facilement par les art. 566 et 567.

Les Tribunaux militaires ou maritimes seront, en effet, aux termes de ces articles, compétents en ce cas suivant que l'infraction aura été commise au préjudice des Armées de terre ou de l'air, ou au préjudice de l'Armée de mer. Le législateur s'est rendu compte qu'il serait souvent difficile de le déterminer avec certitude ; aussi a-t-il ajouté à la règle précédente, celle-ci, que contient l'art. 567, d'après laquelle si l'infraction a été commise à la fois au préjudice de l'Armée de terre ou de l'air et de l'Armée de mer, la compétence appartiendrait au Tribunal militaire ou au Tribunal maritime suivant que l'infraction aurait pour objet principal les Armées de terre ou de l'air, ou l'Armée de mer.

Il est inutile de dire que la question de savoir si l'infraction a pour objet principal les Armées de terre et de l'air, ou l'Armée de mer, risquera encore de demeurer sans solution juridiquement sûre ; la loi a compris que des hési-

tations pourraient naître, d'où l'art. 568, selon lequel s'il n'est pas possible à l'autorité chargée des poursuites de se prononcer immédiatement à ce sujet, il n'en devrait résulter aucun retard dans l'ordre d'informer, qui devrait être émis par l'autorité qui aura provoqué l'arrestation ou qui aura été saisie la première de l'individu arrêté.

Plutôt que de s'en rapporter au « droit du premier saisissant », qui entraîne automatiquement la compétence du Tribunal maritime ou militaire selon que l'ordre d'informer a été donné en fait par l'autorité maritime ou militaire, le législateur eût sans doute mieux fait, dans les cas douteux, de se référer ici, par extension, à l'art. 7 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre et à l'art. 8 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, c'est-à-dire de faire dépendre la compétence des Tribunaux militaires ou maritimes du lieu où l'infraction a été commise.

La connaissance ainsi donnée aux Tribunaux militaires en général et aux Tribunaux maritimes en particulier, des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de paix, à l'exception de deux catégories d'infraction expressément maintenues sous l'empire du droit pénal ordinaire, révèle une évolution importante dans la conception même de ces Tribunaux, telle qu'elle résultait de la promulgation des Codes de 1928 et de 1938. Sans aucun doute, ce sont les circonstances du moment qui ont conduit le Gouvernement à cette évolution, qui peut n'être que temporaire. La Défense Nationale est certes toujours intéressée, même en temps de paix, à la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, mais, en la circonstance, la répression eût pu être assurée à l'égard des non-militaires et de façon tout aussi énergique par les Tribunaux de droit commun. Pourquoi soustraire à leurs juges

naturels, en dehors de la période des hostilités ou de la déclaration de l'état de siège, des Français ou étrangers civils qui ont commis des infractions prévues et réprimées par le Code pénal ? Les Tribunaux militaires ont reçu là, du décret du 29 juillet 1939, une mission à l'exercice de laquelle ils sont peut-être mal préparés et qui offre le risque d'être susceptible de faire inutilement revivre un jour tous les préjugés défavorables dont ils ont été l'objet dans le passé ; sans doute, dans la première partie de cet ouvrage, avons-nous vu qu'en vertu de l'art. 12 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939, un ou plusieurs Tribunaux maritimes pourraient être spécialisés dans le jugement de ces infractions ; la même disposition figure aujourd'hui dans l'art. 3 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre. Cette spécialisation des Juridictions militaires, chargées des affaires de cette nature, ne sera cependant jamais que théorique, car on sait que les officiers institués juges, ne font jamais que passer dans ces fonctions pour une durée de six mois. Comment pourraient-ils, en ces conditions, même s'ils n'ont à juger que des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, acquérir l'expérience nécessaire pour offrir les garanties désirables en un domaine où la politique risque de ne pas être absente ?

On peut penser que le législateur de demain ne maintiendra pas ainsi une solution qui ne trouve d'explication que dans une appréciation un peu hâtive des nécessités de l'heure, à la veille des malheureux événements qui ont frappé le pays.

SECTION III. — Les délits d'audience

Enfin, l'art. 82 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer confère aux Tribunaux maritimes le droit de punir séance tenante pour rébellion, d'une peine d'emprisonnement qui ne peut excéder deux ans, les perturbateurs de leurs audiences, quels qu'ils soient, lorsque le trouble et le tumulte par eux causés ont eu pour but de mettre obstacle au cours de la Justice. Par ailleurs, aux termes du même article, si les assistants ou témoins se rendent coupables envers le Tribunal ou l'un de ses membres de voies de fait ou d'outrages ou menaces par propos ou gestes, ils sont également condamnés par le Tribunal maritime aux peines prévues par la loi pour ces infractions.

Cependant, il résulte de l'art. 83 que si, au cours de l'audience, des crimes ou délits autres que ceux prévus à l'art. 82 sont commis dans le lieu des séances, le Président doit dresser procès-verbal des faits et des dépositions des témoins et renvoyer les pièces et l'inculpé devant l'autorité compétente. Ainsi la loi confère-t-elle, mais seulement pour les nécessités de la police des audiences, une compétence réelle spéciale aux Tribunaux maritimes, qui se justifie d'elle-même et n'appelle aucune observation particulière (1).

(1) Nous verrons plus loin que du moins en temps de guerre, il résulte de l'art. 188 du Code que les Tribunaux maritimes siégeant à bord sont, au contraire, compétents pour statuer séance tenante sur tous les crimes et délits commis à l'audience, alors même que le coupable ne serait pas leur justiciable.

CHAPITRE VI

LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIEGEANT A TERRE EN TEMPS DE GUERRE

La compétence des Juridictions maritimes en temps de guerre fait l'objet du chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer qui ne comporte qu'un seul article, l'article 152. La déclaration des hostilités a pour conséquence naturelle d'étendre très sensiblement les attributions de ces Juridictions. Nous examinerons ci-après, dans l'ordre même qui a été adopté pour l'étude de la compétence des Juridictions maritimes en temps de paix, les conditions de l'extension de leur compétence en temps de guerre.

SECTION I. — La compétence personnelle

La compétence personnelle des Tribunaux maritimes demeure en principe la même en temps de guerre qu'en temps de paix. Cela s'explique par cette considération très simple que les marins, en général, visés à l'art. 2 du Code, sont justiciables, en temps de paix, de ces Tribunaux pour tous les crimes et délits, même de droit commun, qu'ils viennent à commettre. Le législateur n'avait ainsi à prévoir, pour le temps de guerre, aucune disposition spéciale.

Il s'est donc borné, dans le paragraphe 3 de l'article 152, à décider qu'étaient justiciables des Juridictions maritimes, au même titre que les marins, les prisonniers de guerre et les équipages de prise. Prisonniers de guerre et équipages de prise ressortissent donc à leur compétence pour toutes les infractions, quelles qu'elles soient, commises par eux en temps de guerre.

On sait, en outre, qu'en temps de paix, l'art. 3 édicté que les marins et individus embarqués, titulaires d'un congé ou d'une permission, ainsi que les marins qui, sans être employés, restent à la disposition du Gouvernement et reçoivent un traitement, ne sont justiciables des Juridictions maritimes en France, dans les colonies et pays de protectorat que pour les infractions d'ordre militaire. L'art. 152, § 1, a prévu qu'en temps de guerre, la compétence de ces Juridictions s'étendrait pour les marins dans cette situation, à tous les crimes et délits ainsi qu'aux contraventions connexes, « comme pour les justiciables visés à l'art. 2 », c'est-à-dire comme s'ils étaient effectivement en service.

SECTION II. — La compétence mixte

La compétence mixte des Tribunaux maritimes n'a pas été modifiée en temps de guerre. En effet, l'art. 152, § 2, édicté qu'alors « la compétence à l'égard des justiciables prévue aux paragraphes 1^{er} et 2^{es} de l'art. 1 demeure sans changement ». Ainsi, tant pour les fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine que pour les pilotes et capitaines de navire de commerce, les Tribunaux maritimes ne sont en principe compétents en temps de guerre que pour le jugement des infractions visées auxdits paragraphes. Tel est du moins le prin-

cipe ; en fait, nous verrons que la proclamation de l'état de siège, qui accompagne, en fait, l'état de guerre, permet aux Juridictions de la Marine de connaître d'un très grand nombre d'autres infractions dont beaucoup n'ont même aucun véritable caractère militaire, mais intéressent pourtant la Défense Nationale.

En outre, il résulte des art. 21 et 35 de la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires, qu'en temps de guerre les individus qui, ayant été personnellement requis, ont abandonné leur service, doivent être traduits devant le Conseil de guerre et condamnés à une peine d'un emprisonnement de 6 jours à 5 ans ; lorsque la réquisition a été ordonnée par l'autorité maritime ou que le requis relève d'une autorité maritime, les Tribunaux maritimes seront compétents pour connaître de ce délit ; il en sera ainsi, en particulier des requis de la Marine marchande, soit que le personnel de l'équipage ait été requis en totalité, en application de l'art. 1^{er} de l'arrêté du 9 septembre 1939, soit qu'il s'agisse de marins libres d'embarquement, requis à titre individuel pour compléter l'équipage, en vertu de l'art. 4 dudit arrêté.

On peut considérer que la loi a ainsi institué, en temps de guerre, un cas nouveau de compétence mixte des Tribunaux maritimes, trouvant application lorsqu'à la fois l'inculpé a la qualité de requis et que l'infraction par lui commise est celle d'abandon de service.

SECTION III. — La compétence réelle

A. — L'article 152, § 3, du Code de 1938.

La compétence réelle des Tribunaux maritimes est très largement étendue en temps de guerre par l'art. 152, 3^e

paragraphe, alinéa b. Il résulte, en effet, de cette disposition, que tous individus prévenus comme auteurs, co-auteurs ou complices des infractions prévues par les art. 195, 203, 207, 218, 228, 236, 253, 254, 255, 256, 257, 258 et 261 du Code sont justiciables en temps de guerre de ces Tribunaux ; ce sont les crimes et délits suivants :

- 1° Art. 195 — Désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi.
- 2° Art. 203 — Provocation à désertion.
- 3° Art. 207 — Refus d'obéissance.
- 4° Art. 218 — Fait de dépouiller un militaire ou marin blessé, malade, naufragé ou mort, ou d'exercer sur lui des violences par cruauté.
- 5° Art. 228 — Jet à la mer ou mise hors de service de manœuvres, agrès, pièces de machines, etc...
- 6° Art. 236 — Mutilation volontaire et complicité.
- 7° Art. 253 — Fait de favoriser, par embarcation, l'évasion du bord d'un marin ou individu embarqué.
- 8° Art. 254 — Trahison.
- 9° Art. 255 — id.
- 10° Art. 256 — Espionnage.
- 11° Art. 257 — Fait de la part d'un ennemi de s'introduire sous un déguisement sur un bâtiment, dans un arsenal ou établissement de la Marine.
- 12° Art. 258 — Embauchage.

13° Art. 261. — Cet article se rapporte, dans les conditions que nous examinerons plus loin, aux infractions visées par les art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225 et 226.

Il y a lieu de noter que les infractions ci-dessus énumérées, à l'exception de celles qui sont prévues à l'art. 261 relèvent indiscutablement en temps de guerre, des Juridictions de la Marine, quel que soit le lieu où ces infractions ont été commises.

Le législateur ayant ainsi décidé une extension de la compétence de ces Juridictions en temps de guerre, dans l'art. 152, 3° paragraphe, n'a pas eu à rendre applicables aux individus non marins ou non portés aux rôles d'équipage, les dispositions du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer auxquelles ce texte se réfère. En effet, pour certaines de ces infractions, les articles visés du Code ont déjà prévu qu'elles seraient réprimées à l'encontre de tous individus, quelle que soit leur qualité ; d'autres ne sont réprimées qu'à l'encontre de marins ou d'individus embarqués qui peuvent ne pas être inscrits aux rôles d'équipage, mais en fait, et par leur nature même, ne peuvent avoir été commises par des individus à terre ou n'intéressent la Marine que si elles ont été commises par des individus embarqués (1). Nous ne retrouverons donc pas,

(1) Encore ne faut-il pas perdre de vue que pour les actes de trahison et d'espionnage, les Tribunaux maritimes sont compétents, en exécution du décret-loi du 29 juillet 1939, pour en assurer la répression à l'égard de tous, sans aucune espèce de distinction et en application des dispositions du Code pénal ; l'art. 86-§ 2 du Code pénal indique à cet égard que les dispositions édictées par les Codes de Justice militaire et maritime, en matière de trahison et d'espionnage, restent néanmoins en vigueur et pourront être appliqués concurremment avec les dispositions

dans le Code de 1938, un texte analogue pour le temps de guerre, à celui de l'art. 261, précédemment étudié, rendant applicable en temps de paix à tous individus, dans certaines conditions de lieu, les prescriptions des art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225 et 226 ; un texte semblable eût été sans aucune portée.

Restent les infractions qui sont précisément énumérées par l'art. 261.

On sait qu'en vertu de l'art. 4, § 3, tous individus prévenus de l'un des crimes et délits prévus par les art. 203, 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225, 226 et 228 sont justiciables des Tribunaux maritimes en temps de paix, quand ce crime ou délit a été commis soit sur un territoire ou une rade occupée militairement, soit à bord d'un bâtiment de la Marine militaire hors de France, des colonies et pays de protectorat. Il était logique qu'en temps de guerre, les Tribunaux maritimes devant recevoir à l'égard de ces infractions la même compétence qu'en temps de paix, les conditions de lieu exigées par l'art. 4, § 3, soient cependant supprimées, comme elles le sont pour les autres infractions visées par l'art. 152.

Pris en lui-même, l'art. 152 a bien cette signification.

du Code pénal. En fait, les dispositions du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer en matière de trahison ou d'espionnage, supposant d'ailleurs pour la plupart l'état de guerre, font, en général, effectivement double emploi avec celles du Code pénal. Cependant, comme l'indique l'exposé des motifs du décret du 29 juillet 1939, certains crimes et délits visés par les Codes militaires n'ont pas été incorporés dans le Code pénal ; il en est ainsi du cas du prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main ; du marin ou de l'individu embarqué qui participe à des complots dans le but de peser sur la décision du chef responsable ou qui provoque la fuite ou empêche le ralliement en présence de l'ennemi.

Il donne, sans aucune réserve, compétence aux Tribunaux de la Marine pour juger tous les individus prévenus comme auteurs, co-auteurs ou complices des infractions prévues par l'art. 261, qui reproduit justement la liste des infractions résultant de l'art. 4, § 3, à deux exceptions près, pour en déclarer les peines applicables aux individus non marins et permettre ainsi aux Tribunaux maritimes d'exercer effectivement leur compétence à l'encontre de ces derniers.

Pour les deux infractions qui, figurant à l'art. 4, § 3, ne sont pas reproduites dans l'art. 261, il n'y a dans cette situation rien d'anormal. Il s'agit, en effet, de la provocation à désertion visée par l'art. 203 et du jet à la mer ou du fait de rendre impropre au service, à bord d'un bâtiment, des armes, manœuvres, agrès, pièce de machines, délit réprimé par l'art. 228. Or, ces deux infractions figurent déjà dans l'énumération que donne l'art. 152, § 3, alinéa b, en dehors de l'art. 261. Il en résulte évidemment qu'en temps de guerre, elles sont réprimées quel que soit le lieu où elles ont été commises.

Au contraire, pour les infractions visées par l'art. 261, auxquelles se réfère l'art. 152, on pouvait se demander, avant la modification dont cet article 261 a fait l'objet, en vertu de l'art. 1 du décret du 27 mai 1940, ce que le législateur avait voulu exprimer. En effet, si l'art. 152 déclare bien qu'en temps de guerre les individus coupables des crimes et délits énumérés par l'art. 261 sont justiciables des Tribunaux de la Marine, sans aucune distinction de lieu, l'art. 261, reproduisant en partie les dispositions de l'art. 4, § 3, sur la compétence de ces Tribunaux en temps de paix, édictait ce qui suit :

« Les dispositions des art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225 et 226 du présent Code sont applica-

« bles à tous individus, même non marins, auteurs, co-
 « auteurs et complices, lorsque le crime ou délit a été
 « commis :

« a) sur un territoire ou une rade occupée militaire-
 « ment ;

« b) à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, soit
 « en temps de paix, hors de France, des colonies, pays
 « de protectorat ou territoires sous mandat, soit en temps
 « de guerre ».

Lors donc qu'une des infractions comprises dans l'énumération de l'art. 261 avait été commise à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, elle était punissable en temps de guerre, à l'égard des individus non marins, sans qu'il soit nécessaire que les faits se soient passés hors de France, des colonies, pays de protectorat ou territoire sous mandat. Il en résultait qu'en application de l'art. 152, les Tribunaux maritimes étaient alors toujours compétents pour en connaître sans condition de lieu.

Mais pour les infractions non commises à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, devait-on considérer qu'elles n'étaient punissables, en temps de guerre, à l'encontre des individus non marins, que si elles avaient été commises sur un territoire ou une rade occupée militairement ? Le législateur ne l'avait vraisemblablement pas entendu de la sorte, son intention manifeste découlant du texte de l'art. 152, étant que ces infractions ressortissent à la compétence des Tribunaux maritimes en temps de guerre, quel que soit le lieu où elles aient été commises. Cependant, pris à la lettre, l'art. 261 ancien, auquel se référerait l'art. 152, ne les punissait, à l'égard des individus non marins, que si elles avaient été commises sur un territoire ou une rade occupée militairement, sans faire de

distinction entre le temps de guerre et le temps de paix. Il fallait donc considérer que les textes en vigueur ne permettraient pas plus en temps de guerre qu'en temps de paix, aux Juridictions de la Marine, de connaître de ces infractions quand elles avaient été commises dans des ports ou sur des territoires français quelconques par des non marins, alors même qu'il se fût agi de ports ou de territoires coloniaux ou dépendant de pays placés sous le régime du protectorat ou sous mandat français, lesquels ne peuvent être considérés comme « occupés militairement » par les forces françaises. Ces Juridictions ne pouvaient retenir leur compétence que dans le cas où les infractions visées avaient été commises par des individus non marins, soit dans une base navale à l'étranger, soit dans un territoire étranger occupé par les forces françaises. Il est inutile de dire qu'en fait, cette situation était beaucoup plus fréquente en temps de guerre qu'en temps de paix, mais au point de vue juridique, il n'existait aucune différence à cet égard quant à la compétence des Tribunaux maritimes, selon qu'existait ou non l'état de guerre.

L'art. 1 du décret du 27 mai 1940 a remédié à cette singularité ; il a en effet modifié le paragraphe a du second alinéa de l'art. 261 en déclarant applicables aux individus, même non marins, les dispositions des art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225, 226, lorsque le crime a été commis « sur un territoire en état de guerre ou de « siège, ou sur une rade occupée militairement ». Il en résulte que désormais, en temps de guerre, les infractions énumérées sont jugées par les Tribunaux maritimes dès lors qu'elles ont été commises, même en dehors du bord d'un bâtiment de la Marine militaire, sur une rade étrangère occupée militairement ou sur un territoire quelconque

en état de guerre, qui peut être aussi bien le territoire français ou le territoire d'une dépendance française que celui d'une puissance étrangère en état de guerre.

Ainsi l'extension de compétence certainement voulue par l'art. 152, dont la rédaction de l'ancien art. 261 rendait la réalisation difficile, se trouve-t-elle définitivement consacrée par la rédaction nouvelle de cet article.

B. — *Le décret du 29 juillet 1939*

La compétence réelle des Tribunaux maritimes reçoit, en outre, une extension particulière en temps de guerre, pour le jugement des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat qui sont réprimées par les art. 75 et suivants du Code pénal. En effet, il résulte de l'art. 554 du Code d'instruction criminelle, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939, auquel se réfère l'art. 2 nouveau du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, que tous les crimes et délits réprimés par ces textes doivent être jugés par les Tribunaux militaires ou maritimes, selon que l'autorité militaire ou l'autorité maritime est intéressée par ces crimes et délits (1). Ainsi, les délits prévus à l'art. 80 et tous ceux qui n'ont été commis que par un des moyens énumérés à l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, qui ressortissent en temps de paix à la compétence des Tribunaux correctionnels, doivent être jugés en temps de guerre, quels que soient les individus coupables, par les Tribunaux militaires ou maritimes.

Cette compétence réelle des Tribunaux militaires et mari-

(1) On sait que les art. 559 et suivants du Code d'Instruction criminelle fixent la délimitation en la matière de la compétence des Tribunaux militaires et des Tribunaux maritimes, selon des règles que nous avons précédemment étudiées.

times pour le jugement des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat s'étend, à l'heure actuelle, en temps de guerre beaucoup plus loin encore que ne le prévoyait le décret-loi du 29 juillet 1939. En effet, un décret du 3 novembre 1939 a ajouté à l'art. 83 du Code pénal une disposition ainsi conçue :

« En temps de guerre, tous autres actes sciemment
« accomplis, de nature à nuire à la Défense Nationale,
« seront punis, s'ils ne le sont déjà par un autre texte,
« d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende
« de 1.000 à 10.000 francs ».

Ainsi, le législateur, craignant d'avoir oublié dans les dispositions du Code pénal certains des moyens par lesquels atteinte peut être portée à la sûreté extérieure de l'Etat, a entendu que, dans ce cas, alors qu'aucune infraction juridiquement caractérisée n'existe, l'individu coupable d'un acte sciemment accompli et qui serait de nature à nuire à la Défense Nationale soit néanmoins puni. Il est inutile de dire qu'on se trouve ici en présence d'un texte tout-à-fait exceptionnel et qui est contraire aux principes les mieux établis du Droit pénal. Il ne faut pas, en effet, se dissimuler que ce texte a pour effet de permettre aux Tribunaux militaires et maritimes d'apprécier le point de savoir si un acte déterminé, que ne réprime en lui-même aucune loi, est ou non de nature à nuire à la Défense nationale, et de punir l'auteur de cet acte lorsqu'ils estiment qu'il est effectivement de nature à nuire à la Défense nationale. Leur appréciation est alors purement discrétionnaire ; elle ne dépend d'aucune condition juridique, de telle sorte qu'en réalité le législateur a institué un délit qu'il ne définit pas, laissant au juge le soin d'apprécier s'il doit appliquer ou non la peine prévue en se fondant sur des

considérations de pur fait, éminemment mouvantes par leur nature même.

Le texte qui se trouve ainsi inséré dans l'art. 83 du Code pénal ne trouve son explication que dans les circonstances du moment où il a été pris. Cela ne saurait suffire à le justifier car rien ne saurait justifier une disposition législative qui livre place à l'arbitraire du juge. Il est décevant de constater que tout l'effort de notre législation militaire avait tendu, par la réforme des Codes de 1857 et de 1858, à donner aux justiciables des Tribunaux des Armées de terre et de mer toutes les garanties que donne la Justice de droit commun. A peine les événements de septembre 1939 surviennent-ils, toutes les résolutions que dictait pourtant une expérience fondée sur les abus de l'autre guerre sont oubliées ; la loi autorise tout ce qu'elle avait voulu empêcher et en vient même à méconnaître des principes essentiels que respectait encore la législation du Second Empire.

C. — L'article 63 de la loi du 17 décembre 1926.

La loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande, réprime, dans son art. 63, complété par le décret-loi du 29 février 1940 (*J. O.*, 6 mars), le fait par toute personne, même étrangère, embarquée sur un navire de commerce français ou étranger, de ne pas se conformer dans les eaux maritimes et jusqu'à la limite des eaux territoriales françaises, aux règlements et ordres des autorités maritimes, relatifs soit à la police des eaux et rades, soit à la police de la navigation et, hors des eaux territoriales françaises, de ne pas se conformer aux ordres régulièrement donnés par un consul général ou un vice-consul de France, par une autorité maritime qualifiée ou par un Commandant d'un bâtiment de guerre français ;

en temps de paix ce sont les Tribunaux maritimes commerciaux, institués par le décret-loi du 29 juillet 1939, et qui sont en dehors de cette étude, qui sont compétents pour en connaître.

En temps de guerre, au contraire, l'art. 63 susvisé du Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande, tel qu'il résulte du décret-loi du 29 février 1940, donne compétence aux Tribunaux maritimes de la Marine militaire pour connaître de ces infractions à l'égard de toutes personnes, même s'il ne s'agit que de civils, marins de commerce ou simples passagers.

CHAPITRE VII

LA COMPETENCE REELLE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN CAS D'ÉTAT DE SIÈGE

On sait que l'état de siège, dont la conséquence est de faire passer à l'autorité militaire les pouvoirs dont l'autorité civile est revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police, ne peut être déclaré, aux termes de la loi du 3 avril 1878, qu'en cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée. La déclaration de l'état de siège qui peut s'étendre à tout ou partie du territoire national et doit en principe être faite par une loi, et dans les colonies françaises par une décision du Gouverneur, est ainsi juridiquement indépendante de l'état de guerre. Elle peut tout d'abord intervenir sans que la sécurité extérieure du pays soit en cause, dans le cas de troubles civils ou de révolution intérieure ; elle peut intervenir, en outre, en cas de péril extérieur, avant que l'état de guerre ne soit proclamé et cesse alors de plein droit de produire ses effets dès la signature de la paix.

Jusqu'au récent décret du 27 mai 1940, les Juridictions maritimes ne recevaient, du fait de l'état de siège, aucune attribution nouvelle. Ces sont les Juridictions militaires seules, c'est-à-dire les Tribunaux de l'Armée de terre qui étaient alors dotés d'une compétence exceptionnelle.

Sous l'empire de l'ancien Code de Justice militaire pour l'Armée de terre (art. 43 et 70) les Conseils de guerre dans le ressort desquels se trouvaient les communes, les départements et les places de guerre déclarés en état de siège, connaissaient de tous les crimes et délits commis par les justiciables des Conseils de guerre aux Armées, sans préjudice de l'application de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, dont l'art. 8 donnait aux Tribunaux militaires compétence facultative pour le jugement des crimes et délits « contre la sûreté de la République, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices ».

Aucune disposition analogue n'existant dans le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1858, la Cour de cassation avait ainsi pu décider, dans un arrêt du 21 janvier 1915 (D. 1915.1.15) que la compétence ainsi attribuée par le Code de Justice pour l'Armée de terre aux Tribunaux de l'Armée de terre dans toute l'étendue de leurs circonscriptions excluait nécessairement celle des Juridictions de l'Armée de mer, pouvant exister dans ces circonscriptions.

Bien mieux, la prééminence des Tribunaux de l'Armée de terre sur ceux de l'Armée de mer, en cas d'état de siège, était marquée de manière plus particulière au cas où l'infraction avait été commise de complicité, par des justiciables des deux ordres de juridiction.

Les deux Codes prévoyaient que les Tribunaux de l'Armée de terre seraient alors seuls compétents pour en connaître, alors même que les faits se seraient produits sur un navire de l'Etat ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritimes, dès lors qu'ils se trouvaient dans une circonscription en état de siège.

Lorsqu'au cours de la guerre 1914-1918, la loi du 27 avril 1916 modifia la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, aucun changement ne fut apporté à cette situation ; ce furent toujours et seulement les Juridictions militaires auxquelles la législation donna qualité pour connaître, dans les territoires déclarés en état de siège, des infractions visées à l'art. 8 nouveau de ladite loi du 9 août 1849.

En 1928, quand fut promulgué le nouveau Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, il en fut de même. Les dispositions en vertu desquelles les Tribunaux militaires connaissaient dans les territoires en état de siège, de tous les crimes et délits commis par les justiciables des Tribunaux militaires aux Armées, sans préjudice de l'application de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, furent maintenues (art. 164 et 171), sous cette seule réserve que le législateur mentionna également rappel de l'art. 6 de la loi du 27 avril 1916, qui avait modifié l'art. 8 de la loi du 9 août 1849. De même, l'art. 7, alinéa 2, du nouveau Code maintint la règle selon laquelle les Tribunaux militaires connaissaient seuls, à la place des Tribunaux maritimes, des infractions commises de complicité par des militaires et par des marins sur des vaisseaux ou dans des ports, arsenaux ou autres établissements maritimes se trouvant dans une circonscription en état de siège.

Le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer de 1938 ne put donc contenir, en cet état de choses, une disposition quelconque indiquant que les Tribunaux maritimes recevraient, par l'effet d'une déclaration d'état de siège, une extension de compétence ; le législateur omit cependant de reproduire dans le nouveau Code la disposition de l'art. 106 de l'ancien Code, selon laquelle si l'infraction avait été commise de concert par des justiciables

des Tribunaux de l'Armée de terre et par des justiciables des Tribunaux de la Marine sur un bâtiment ou dans des ports, arsenaux ou autres établissements maritimes se trouvant dans une circonscription en état de siège, les Tribunaux de l'Armée de terre seraient seuls compétents. Il y avait ainsi, dans ce cas particulier, un manque de parallélisme entre les deux nouveaux Codes, l'art. 7, alinéa 2, du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre de 1928 édictant une règle en vertu de laquelle échec était fait à la compétence normale des Tribunaux de la Marine en cas d'état de siège, que le Code de Justice militaire pour l'Armée de mer ne rappelait pas.

Par ailleurs, l'art. 5 du décret du 29 juillet 1939, portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat, complétant l'art. 2 du Code de 1928, crut devoir indiquer que désormais les Tribunaux maritimes seraient compétents, dans les conditions fixées « par le Code d'instruction criminelle et par les lois sur l'état de siège » pour juger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. Les auteurs de ce texte semblaient ignorer que les lois sur l'état de siège ne donnaient encore aux Tribunaux maritimes aucune compétence particulière en cas d'état de siège.

Il n'en demeurerait pas moins que la prééminence des Juridictions militaires sur les Juridictions maritimes avait été maintenue, sans doute en raison de cette considération qu'il y avait des inconvénients à ce que, dans le même lieu, deux Juridictions, appartenant à deux ordres différents, fonctionnent concurremment avec les mêmes pouvoirs. En fait, il suffisait cependant, pour éviter des conflits de cette sorte, d'établir en cas d'état de siège, un partage de compétence entre les Tribunaux militaires et maritimes.

Il est évident, en effet, que certains crimes et délits commis dans un territoire en état de siège par des individus quelconques intéressent bien plus la Marine que l'Armée de terre. Aucune raison sérieuse n'existe de soustraire ces affaires à la compétence réelle des Juridictions maritimes, dès lors qu'une ligne de partage suffisamment précise peut être tracée, permettant en chaque cas de mesurer l'intérêt de l'Armée ou de la Marine à faire juger par leurs Tribunaux respectifs les affaires que le législateur a permis de soustraire, sous le régime de l'état de siège, à la compétence des Tribunaux ordinaires.

C'est dans ces conditions que le décret du 27 mai 1940 a promulgué un article 189 *bis* nouveau du Code de Justice militaire pour l'Armée de Mer, qui constituant un titre III du livre I de ce Code, édicte :

« Lorsqu'un territoire est déclaré en état de siège, les
« Tribunaux maritimes siégeant à terre et comprenant ce
« territoire dans leur ressort, indépendamment de la com-
« pétence prévue aux titres I et II ci-dessus, ont qualité
« pour connaître des infractions prévues par l'art. 8 de la
« loi sur l'état de siège quand elles ont été commises sur
« un bâtiment de la Marine militaire ou dans l'enceinte
« des ports militaires, arsenaux, établissements maritimes
« ou d'une manière générale lorsqu'elles portent préjudice
« à l'Armée de mer.

« Les dispositions du Titre II du présent Code relatives
« au fonctionnement des Juridictions maritimes en temps
« de guerre sont applicables à ces Tribunaux.

« Un Tribunal maritime peut être établi par décret sur
« le territoire en état de siège, avec compétence limitée à
« ce territoire ; dans ce cas, le décret d'organisation dési-

« gne l'autorité qui possèdera les pouvoirs judiciaires
« reconnus au Préfet maritime » (1).

Il résulte tout d'abord de ce texte qu'en vertu de l'état de siège, la compétence exceptionnelle des Tribunaux maritimes ne revêt jamais aucun caractère obligatoire. L'art. 8 de la loi du 9 août 1849, modifiée par la loi du 27 avril 1916, auquel se réfère l'art. 189 *bis* nouveau du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, ne confère, en effet, aux Juridictions militaires « *lato sensu* » qu'une compétence facultative pour les crimes et délits que ces Juridictions peuvent retenir dans les territoires en état de siège ; c'est à l'autorité maritime qu'il appartient alors de revendiquer les poursuites et tant qu'elle ne le fait pas, les Juridictions de droit commun restent saisies (2).

En second lieu, l'art. 189 *bis* nouveau conféré aux Tribunaux maritimes siégeant à terre cette compétence exceptionnelle, qu'ils soient ou non permanents, dans les territoires en état de siège, indépendamment de la compétence prévue aux titres I et II du Livre I du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, c'est-à-dire de leur compétence soit en temps de paix, soit en temps de guerre. Le plus souvent, l'état de siège se cumulera avec l'état de guerre, de telle sorte que les Tribunaux maritimes dont il s'agit auront alors la compétence la plus large, réglementée à la fois par les titres I, II et III. Mais, si l'état de siège a

(1) Les deux premiers paragraphes de l'art. 189 *bis* nouveau, se rapportant à l'organisation des Tribunaux maritimes en cas d'état de siège, ont été étudiés dans la première partie de cet ouvrage.

(2) Il en est différemment en ce qui concerne les Tribunaux militaires ; en effet, ces derniers sont dotés, en cas d'état de siège, outre de la compétence facultative résultant de l'art. 8 de la loi du 9 août 1849, d'une compétence obligatoire, celle qui est conférée par le Code de 1928 aux Tribunaux militaires aux Armées.

été déclaré, en dehors de toute guerre, ils jugeront seulement dans les conditions prévues par le titre I sur leur compétence en temps de paix, et par le titre III sur leur compétence dans les territoires en état de siège.

Enfin, le législateur a dû déterminer les « *criteria* » permettant de faire, en temps de siège, la discrimination nécessaire entre les affaires réservées à la compétence des Tribunaux militaires et celles réservées aux Juridictions maritimes. Ce sont, en effet, les mêmes infractions qui désormais vont être jugées par les Tribunaux militaires et maritimes et ce, quelle que soit la qualité de leurs auteurs ; il a donc fallu que la loi fasse le partage d'attributions qui s'imposait entre les deux ordres de Juridiction. Elle a adopté à cet égard un premier critérium : le lieu où l'infraction a été commise. Si elle a été commise sur un bâtiment de la Marine militaire ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou établissements de la Marine, ce sont les Tribunaux maritimes qui en doivent connaître. Il en est ainsi, même si les coupables ne sont pas des marins ; à *fortiori* sont-ils encore compétents, contrairement aux dispositions de l'art. 7, alinéa 2, du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre, si l'infraction a été commise de complicité par des marins et des militaires. Il s'agit ici d'une compétence des Tribunaux maritimes se déterminant uniquement par le lieu où l'infraction a été perpétrée (1).

(1) Le décret du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure et modifiant notamment les art. 553 et suivants du Code d'Instruction criminelle avait adopté un premier critérium différent pour le partage de compétence entre les Tribunaux militaires et maritimes, relativement aux infractions qui portent atteinte, en temps de paix ou de guerre, à la sûreté extérieure de l'Etat. Il déterminait d'abord la compétence des deux ordres de Tribunaux, selon la qualité

Mais il est évident que ce critérium ne pouvait suffire. Il y a bien des crimes et des délits qui, en effet, bien que commis ailleurs que sur un bâtiment de la Marine militaire, que dans un port militaire ou à l'intérieur d'un arsenal ou d'un établissement de la Marine, sont susceptibles au premier chef d'intéresser directement la Marine. La loi édicte donc que ce sont encore les Tribunaux maritimes qui seront compétents lorsque les infractions que vise l'art. 8 de la loi du 9 août 1849 «portent préjudice à l'Armée de mer». Cette formule est très imprécise et les cas seront nombreux où il sera difficile, la Défense nationale étant intéressée toute entière à la répression d'un crime ou délit déterminé, de dire si l'infraction porte, ou non, plus de préjudice à l'Armée de mer qu'à l'Armée de terre. L'art. 566 du Code d'instruction criminelle, modifié par le décret du 29 juillet 1939, avait déjà adopté le même critérium dans le cas où des poursuites seraient engagées pour les infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, contre des non-militaires, en temps de paix ou de guerre ; l'art. 567 ajoutait cependant que si l'infraction avait été commise à la fois au préjudice des Armées de terre ou de l'air et au préjudice de l'Armée de mer, la compétence appartiendrait au Tribunal militaire ou au Tribunal maritime suivant qu'elle aurait pour « objet principal » les Armées de terre ou de l'air, ou l'Armée de mer. Cette seconde formule de repli, qui n'est pas ici directement applicable, n'est pas beaucoup plus précise que la première. Il semble que dans les territoires en état de siège et dans les cas douteux, il appartiendra aux Commandements intéressés de se mettre

des inculpés, indépendamment du lieu où avait été commis le crime ou délit. (Voir ci-dessus chapitre V).

d'accord sur la Juridiction militaire ou maritime qu'il conviendra de saisir.

Quelles sont donc les infractions que l'art. 8 de la loi du 9 août 1849 réserve à la compétence des Juridictions militaires et qui, conformément aux indications qui précèdent, pourront être déferées aux Tribunaux maritimes ?

1. — Que l'état de siège soit motivée par un péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée, les Tribunaux maritimes sont alors compétents pour juger, quelle que soit la qualité de leurs auteurs, les crimes prévus et réprimés par les art. 75 à 85, 87 à 99, 109, 110, 114, 118, 119, 123 à 126, 132, 133, 139, 140, 141, 166, 167, 177 à 179, 188, 189, 191, 210, 211, 265 à 267, 341, 430 à 432, 434, 435, 439, 440 et 441 du Code pénal.

Le tableau ci-après fera apparaître avec clarté les infractions ainsi visées, qui sont toutes de nature à troubler gravement l'ordre public :

ARTICLES DU CODE

PENAL	NATURE DES INFRACTIONS
Art. 75 à 85	Crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.
Art. 87 à 99	Crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat.
Art. 109	Entrave à l'exercice des droits civiques par attroupements, voies de fait ou menaces.
Art. 110	Même crime par suite d'un plan concerté.
Art. 114	Atteinte à liberté individuelle par fonctionnaire public.
Art. 118	Fausse signature sur acte contraire à la Constitution,

Art. 119	Refus par fonctionnaire public chargé de la police administrative ou judiciaire de déférer à la réclamation régulière tendant à constater les détentions illégales ou arbitraires.
Art. 123 à 126	Coalition de fonctionnaires.
Art. 132	Fausse monnaie.
Art. 133	— id. —
Art. 139	Contrefaçon du sceau de l'Etat.
Art. 140	Contrefaçon des marteaux ou poinçons de l'Etat.
Art. 141	Application frauduleuse des marteaux ou poinçons de l'Etat.
Art. 166	Crime de forfaiture
Art. 167	— id. —
Art. 177 à 179	Corruption des fonctionnaires publics.
Art. 188	Abus d'autorité contre la chose publique.
Art. 189	— id. —
Art. 191	— id. —
Art. 210	Rebellion par plus de 20 personnes.
Art. 211	Rebellion par réunion de 3 à 20 personnes.
Art. 265 à 267	Association de malfaiteurs.
Art. 341	Arrestation illégale.
Art. 430 à 432	Délits des fournisseurs.
Art. 434	Incendie volontaire.
Art. 435	Destruction volontaire par mines ou substances explosives des édifices, habitations, etc.
Art. 439	Destruction ou incendie volontaire d'actes publics ou privés.
Art. 440	Pillage de denrées et marchandises.
Art. 441	— id. —

II. — En outre, mais dans le cas seulement où la proclamation de l'état de siège est motivée par un péril imminent résultant d'une guerre étrangère, les Tribunaux maritimes exercent leur compétence facultative pour un certain nombre d'autres infractions visées par le deuxième para-

graphe de l'art. 8 de la loi du 9 août 1849, modifié par la loi du 27 avril 1916.

Ce sont d'abord les délits prévus par la loi du 10 avril 1886 établissant des pénalités contre l'espionnage et les infractions prévues par la loi du 4 avril 1915, qui sanctionne l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une Puissance ennemie ; mais on se souvient que depuis le décret-loi du 29 juillet 1939, qui a codifié la législation des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, la compétence des Tribunaux militaires et maritimes a été étendue, sous certaines distinctions précédemment étudiées, à ces crimes ou délits, en temps de paix ou de guerre et indépendamment de toute déclaration d'état de siège ; l'art. 8 de la loi du 9 août 1849 n'apporte donc, en la matière, aucune extension de compétence des Tribunaux maritimes dans les territoires en état de siège.

Ce sont encore :

a) les fait punis et réprimés par la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables ;

b) la provocation par quelque moyen que ce soit à la désobéissance des militaires envers leurs chefs dans tout ce qu'ils commandent pour l'exécution des lois et des règlements militaires ;

c) la provocation par quelque moyen que ce soit aux crimes d'assassinat, de meurtre, d'incendie, de pillage, de destruction d'édifices ou d'ouvrages militaires ;

d) la provocation directe, par quelque moyen que ce soit, aux attentats contre la sûreté de l'Etat ;

e) les délits prévus et réprimés par les art. 177 à 179 du Code pénal (corruption de fonctionnaires publics) ;

f) les délits commis par les fournisseurs en ce qui concerne les fournitures destinées aux services militaires, dans les cas prévus aux art. 430 à 433 du Code pénal, ainsi que dans la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et les lois spéciales qui s'y rattachent ;

g) les faux commis au préjudice de l'Armée et d'une manière générale, tous les crimes et délits portant atteinte à la Défense nationale.

La formule ainsi adoptée par le législateur, à la fin de cette énumération, permettant aux Juridictions militaires et maritimes, dans les territoires déclarés en état de siège par suite d'un péril imminent résultant d'une guerre étrangère, de retenir leur compétence à l'égard de tous crimes et délits portant atteinte à la Défense nationale, est tellement générale qu'elle autorise en fait ces Juridictions à connaître, si les autorités militaires ou maritimes le jugent utile, d'un très grand nombre d'infractions de droit commun.

Dans un arrêt du 8 août 1918 (*Bull. Crim.* 1918, n° 178, p. 330), la Cour de cassation, interprétant ce texte, a même considéré qu'il n'exigeait point, pour que les Tribunaux militaires soient compétents, que l'auteur du crime ou du délit ait eu pour but de porter atteinte à la Défense nationale ; il suffit, selon cette Jurisprudence, que « commise « volontairement, l'infraction en troublant un service « public sur lequel repose la Défense nationale soit de nature « par elle-même à porter atteinte à cette Défense ». Ainsi, sans avoir à rechercher l'intention du prévenu, il suffira de constater, par une appréciation en fait souveraine, qu'en raison des conditions dans lesquelles elle a été commise, l'infraction, prise en elle-même, porte atteinte à la Défense nationale pour que se produise l'extension de compétence

au profit des Juridictions de l'Armée de terre ou de mer, prévue par l'art. 8, § 2, de la loi du 9 août 1849.

III. — Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que l'art. 261 du Code de Justice maritime, modifié par le décret du 27 mai 1940, a prévu que les dispositions des art. 205, 206, 208, 209, 214, 219, 222, 223, 224, 225 et 226 de ce Code seraient applicables à tous individus, même non marins, auteurs, co-auteurs et complices, lorsque le crime ou le délit a été commis *sur un territoire en état de siège* ; il semble que l'intention du législateur ait été de donner ici expressément compétence aux Tribunaux maritimes à l'égard des non marins pour le jugement de ces infractions dans les territoires en état de siège. Bien que l'art. 261 ne soit pas un texte relatif à la compétence, les Tribunaux maritimes pourront alors la retenir à l'égard des non marins, tombant sous le coup des dispositions visées par ledit article, en vertu de la disposition générale de l'art. 8 de la loi du 9 août 1849 les autorisant à connaître, dans les conditions indiquées plus haut, de tous crimes et délits portant atteinte à la Défense nationale.

CHAPITRE VIII

LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS MARITIMES SIÉGEANT À BORD

SECTION I. — En temps de paix

Les Tribunaux maritimes siégeant à bord, en temps de paix, ont une compétence sensiblement plus restreinte que celle des Juridictions siégeant à terre, telle que nous venons de l'étudier. Cela tient d'abord aux conditions exceptionnelles de leur constitution. Alors que sous l'empire du Code de 1858, c'était la situation de l'inculpé qui déterminait en principe la compétence de ces Tribunaux, lesquels avaient notamment qualité pour juger tout marin embarqué à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, en temps de paix ou de guerre, même si l'infraction avait été commise en France et à terre, à moins que le bâtiment ne se trouve dans l'enceinte d'un arsenal (1), le nouveau Code de 1938

(1) Le Code de 1858 (art. 94 et suivants) donnait aux Conseils de guerre siégeant à bord une compétence beaucoup plus étendue que celle attribuée aux Tribunaux de bord par le Code actuel. On a vu (Cf. Introduction historique) que les Conseils de guerre siégeant à bord ne se bornaient pas, en effet, à juger tous crimes et délits, sauf de rares exceptions, commis par tous individus portés présents à quelque titre que ce soit sur les rôles d'équipage ou détachés du bord pour un service spécial, lorsque les bâtiments ne se trouvaient pas dans l'enceinte d'un arsenal fortifié ; ils jugeaient encore, sans distinction entre le temps de paix ou de guerre :

décide, en effet, qu'en temps de paix c'est la position du bâtiment seule qu'il y a lieu de considérer pour savoir si un Tribunal de bord peut être formé. Nous avons étudié, dans la première partie de cet ouvrage, les règles qui président à la constitution des Juridictions siégeant à bord ; elles se confondent avec celles qui déterminent leur compétence (1). On peut les résumer en disant que le législateur

a) Les individus embarqués sur des navires convoyés, prévenus soit comme auteurs, soit comme complices, de crimes ou délits, tels que trahison, espionnage, embauchage, incendie volontaire, perte ou abandon de navires convoyés ;

b) hors de France ou des colonies françaises, les individus embarqués sur des navires de commerce français, pour embauchage, provocation à désertion, fait de favoriser une évasion, etc. ;

c) les pilotes et autres gens de mer prêtant volontairement leur concours pour piloter un bâtiment ennemi ou ayant occasionné la perte ou l'abandon d'un bâtiment de l'Etat ou d'un navire convoyé ;

d) tant sur les rades françaises que sur les rades étrangères occupées militairement, les auteurs ou complices de crimes ou délits, tels que la trahison, l'espionnage, l'embauchage, le vol des armes, munitions, objets appartenant à l'Etat, l'incendie volontaire, lorsque le fait s'était produit sur un bâtiment de l'Etat ou dans un rayon de 400 mètres (2 encablures) en temps de paix ou dans toute l'étendue de la rade, en temps de guerre ; ceux qui dans la zone d'opérations d'une force navale, avaient dépouillé un militaire ou marin blessé, malade ou naufragé ou exercé sur lui des violences, s'ils avaient été arrêtés par l'autorité de bord ou remis à cette autorité ;

e) Si les bâtiments de l'Etat ne se trouvaient pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, les étrangers prévenus des crimes et délits prévus au titre II du Livre IV du Code alors en vigueur lorsque ces crimes et délits avaient eu lieu à bord de ces bâtiments.

(1) Rappelons ici que des Tribunaux de bord peuvent être facultativement constitués en temps de paix, aux termes de l'art. 134, dans trois cas seulement :

a) Lorsque le bâtiment navigue ou stationne hors des côtes de France ou du bassin occidental de la Méditerranée.

b) Lorsque le bâtiment, naviguant ou stationnant habituellement sur

a entendu que les Tribunaux de bord ne puissent alors être saisis que si le renvoi devant un Tribunal maritime siégeant à terre devait entraîner, en raison de l'absence ou de l'éloignement du bâtiment, un délai qui serait préjudiciable soit à la bonne administration de la Justice, soit à l'inculpé lui-même.

En outre, les Juridictions siégeant à bord ne peuvent en temps de paix, aux termes de l'art. 6, § 1, du Code 1938, être saisies que si une disposition de ce Code leur attribue expressément compétence ; en d'autres termes, les Tribunaux maritimes siégeant à terre sont et demeurent, en la matière, les Juridictions de droit commun, les Juridictions de bord, dans les cas où elles peuvent être constituées, ne recevant que des attributions limitées.

Or, il résulte de l'art. 134 qu'en temps de paix, ne peuvent être déférés à des Tribunaux maritimes siégeant à bord, que les marins jusqu'au grade de capitaine de frégate inclus, ainsi que les individus portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de la Marine militaire ou détachés du bord pour un service spécial et pour les infractions prévues à l'art. 2, commises à bord ou à terre, sauf les cas prévus aux art. 7, 8, 9 et 135.

L'art. 134 se réfère ainsi à l'art. 2 du Code, lequel a posé le principe selon lequel les Tribunaux de la Marine

les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée, n'y est pas présent et que le Ministre de la Marine, en raison de la durée présumée de l'absence, autorise la formation éventuelle des Tribunaux de bord.

c) Lorsque le bâtiment, naviguant ou stationnant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée et ne se trouvant pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, fait partie d'une force navale indépendante dans laquelle le Ministre autorise la formation de Tribunaux de bord en raison de son effectif.

ont une compétence personnelle pour le jugement de tous les crimes et délits, même de droit commun, commis par des marins ou assimilés.

Cependant, la loi a restreint très sensiblement l'application de cette disposition au regard des Juridictions de bord.

En premier lieu, tous marins et individus portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat peuvent bien être déférés à ces Juridictions de bord, mais sous une exception importante : si l'inculpé est officier, il n'en dépendra que s'il est capitaine de frégate ou d'un grade inférieur ; s'il a un grade supérieur à celui de capitaine de frégate, ce sont seulement les Tribunaux maritimes permanents qui seront compétents. En outre, quels que soient leurs grades, il résulte de l'art. 134, dernier alinéa, que les officiers et fonctionnaires des corps relevant directement du Ministre de la Marine ne sont jamais justiciables que des Tribunaux maritimes permanents.

Par ailleurs, toute compétence des Juridictions de bord est exclue d'abord dans les cas de complicité prévus par les art. 7, 8 et 9, c'est-à-dire dans tous les cas où la poursuite comprend à la fois des marins ou assimilés et des individus justiciables soit des Juridictions de droit commun, soit des Tribunaux de l'Armée de terre, ou comprend à la fois des individus justiciables d'un Tribunal maritime à bord et d'un Tribunal siégeant à terre.

Il en est de même, en vertu de l'art. 134 dernier alinéa, si l'inculpation se rapporte aux crimes et délits contre le devoir militaire, prévus et réprimés par les art. 240, 241 et 242.

Enfin, si les Tribunaux de bord sont compétents pour juger les marins embarqués ou individus portés présents sur les rôles d'équipage, même si les infractions ont été

commises à terre, il en est autrement dans le cas prévu par l'art. 135 où le crime et délit a été commis à terre mais dans une colonie, un pays sous protectorat ou sous mandat pourvu d'une Juridiction maritime ; en ce cas, en effet, l'inculpé doit toujours être remis à l'autorité maritime locale pour être traduit en jugement devant cette Juridiction ; ainsi, le législateur a-t-il ici marqué une fois de plus sa volonté que, chaque fois que cela serait possible, sans nuire à la célérité indispensable dans une bonne administration de la Justice, les Tribunaux siégeant à terre devraient être saisis, de préférence aux Tribunaux siégeant à bord.

Sous ces différentes réserves, les Tribunaux de bord peuvent connaître en temps de paix, dans les conditions fixées par l'article 2 du Code de tous les crimes et délits, même de droit commun, commis par les marins embarqués ou individus portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat.

Ils connaissent, aussi, depuis le décret-loi du 20 janvier 1940, qui a ajouté un alinéa nouveau à l'art. 134, prenant place entre le 1^{er} et le 2^e alinéa de cet article, des infractions prévues à l'art. 4, § 2 et § 3, mais seulement hors de France ou des territoires français pourvus d'une Juridiction maritime. Ainsi, les Tribunaux de bord exercent-ils désormais, sous la réserve importante qui précède, non seulement la compétence personnelle, prévue et réglementée par l'art. 2, mais encore au moins partiellement, la compétence mixte et même la compétence réelle des Tribunaux maritimes permanents siégeant à terre.

Quant à la compétence mixte des Tribunaux de bord, elle ne s'applique qu'au cas prévu par l'art. 4, § 2, c'est-à-dire

au cas où les poursuites sont dirigées contre les pilotes et capitaines de navire de commerce prévenus des crimes et délits prévus par les art. 250, 251 et 252, à l'occasion de leurs rapports avec les bâtiments de la Marine militaire. Elle laisse, au contraire, en dehors de son champ d'application le cas prévu par l'art. 4, § 1, c'est-à-dire celui où sont poursuivis des fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine assimilés judiciairement aux marins pour certaines infractions.

Les Tribunaux de bord connaissent, en vertu de leur compétence réelle, des infractions prévues par l'art. 4, § 3, quelle que soit la qualité des individus qui en sont prévenus. La loi n'a pas étendu aux Tribunaux de bord la compétence réelle que le décret-loi du 24 juillet 1939 a conférée aux Tribunaux maritimes, dans les conditions fixées par le Code d'instruction criminelle pour juger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. On pourrait avoir une hésitation à cet égard, en raison du fait que l'art. 134, § 1, défère aux Tribunaux de bord toutes les infractions prévues à l'art. 2, et que l'art. 5 du décret-loi ci-dessus visé du 24 juillet 1939 donne aux Tribunaux maritimes la connaissance de ces infractions, en vertu d'une disposition qui ajoute un alinéa nouveau à cet art. 2. Mais l'art. 134, § 1, ne se réfère à l'art. 2 que si les infractions qui y sont prévues ont été commises par des marins ou individus présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de la Marine militaire ou détachés du bord pour un service spécial. L'alinéa nouveau de l'art. 134, introduit dans le Code par le décret-loi du 20 janvier 1940, ne visant pas les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, indépendamment de la qualité de leurs auteurs, les Tribunaux de bord demeurent incom-

pétents pour juger sur lesdites infractions tous individus quelconques, en vertu d'une compétence réelle.

SECTION II. — En temps de guerre

A la différence de ce qui se passe en temps de paix, les Tribunaux de bord constituent aujourd'hui, en temps de guerre, la Juridiction normale des marins embarqués ou individus portés présents sur les rôles d'équipage des bâtiments de guerre.

Cela tient au fait qu'en temps de guerre, la constitution des Tribunaux de bord n'est plus soumise aux conditions de lieu de stationnement ou de navigation des bâtiments intéressés et que, partout et sans aucune autorisation ministérielle, leur fonctionnement est, en principe, possible en cas de besoin.

Cependant, la loi a maintenu expressément une limitation importante à cette règle ; il résulte, en effet, de l'art. 180 du Code, que les Tribunaux de bord cessent en temps de guerre d'être compétents lorsque le bâtiment se trouve sous le commandement d'une autorité maritime à terre ou dans l'enceinte d'un arsenal maritime ; le législateur a ainsi conservé comme antérieurement, sous l'empire du Code de 1858, la préférence qu'il réservait en temps de guerre ou de paix aux Juridictions siégeant à terre, lorsque le bâtiment se trouvait dans l'enceinte d'un arsenal fortifié, étendant même cette préférence dans tous les cas où ce bâtiment relevant d'une autorité maritime à terre, ne risque pas de s'éloigner du port, ou que du moins ses absences peuvent être présumées de courte durée.

De même qu'en temps de paix, ne sont jamais déférés aux Tribunaux de bord en temps de guerre, que les marins

jusqu'au grade de capitaine de frégate inclus et les individus portés présents sur les rôles d'un bâtiment de la Marine militaire ou détachés du bord pour un service spécial.

A ces marins embarqués et assimilés, l'art. 180 a ajouté, en temps de guerre, « les marins des mêmes grades et « autres individus justiciables des Juridictions de l'Armée « de mer, en service à terre, à l'étranger ou dans une colo- « nie, pays de protectorat, territoire sous mandat, non « pourvu d'une Juridiction maritime, lorsqu'ils sont arrê- « tés par une autorité de bord ou remis à cette autorité. »

Non seulement, ce texte donne ainsi compétence en temps de guerre aux Tribunaux de bord pour juger les marins jusqu'au grade de capitaine de frégate en service à terre hors de France ou d'un territoire soumis à l'autorité française, à moins que ce territoire ne soit pourvu d'une Juridiction maritime ordinaire, lorsqu'ils auront été arrêtés par une autorité maritime de bord ou remis à cette autorité, mais leur attribue qualité dans les mêmes conditions de lieu et d'arrestation, à l'égard des « autres individus justiciables des Juridictions de l'Armée de mer » ; il s'agit ici, non pas de tous individus quelconques, mais d'individus non marins « en service à terre », c'est-à-dire des fonctionnaires et agents en activité de service des personnels civils de la Marine assimilés aux marins au point de vue judiciaire et qui, en vertu de l'art. 4, § 1, sont justiciables des Tribunaux maritimes pour certaines infractions. On voit donc qu'en temps de guerre, les Tribunaux de bord pourront exercer, à l'égard de ces derniers, sous la réserve de lieu ci-dessus indiquée, la compétence mixte qui a été attribuée aux Juridictions maritimes siégeant à terre par

l'art. 4, § 1, et que l'art. 134 ne confère pas aux dits Tribunaux de bord en temps de paix.

Cependant, l'art. 180 a cru devoir déterminer pour quelles infractions les Tribunaux de bord auraient compétence à l'égard des prévenus, marins ou non, ainsi déférés. Il édicte qu'ils seront déférés à ces Tribunaux « pour tous crimes et délits prévus par le livre II du présent Code, ainsi que pour toutes infractions prévues à l'art. 152, sauf les cas prévus aux art. 134 (dernier alinéa), 7, 8 et 9 du présent Code ».

Les crimes et délits prévus par le livre II du Code sont les infractions de caractère militaire que ce Code réprime ; ils sont naturellement de la compétence des Tribunaux de bord, lorsque commis par des marins embarqués ou des individus portés présents sur les rôles d'équipage, dans les conditions qui viennent d'être examinées.

Restent les infractions prévues à l'art. 152, qui détermine la compétence des Juridictions maritimes siégeant à terre en temps de guerre.

La référence à ce texte, contenue dans l'art. 180, a d'abord pour résultat d'étendre aux crimes et délits de droit commun commis par les marins en temps de guerre la compétence des Juridictions de bord, même si les inculpés sont en congé ou en permission, ou « à la disposition du Gouvernement », ainsi que de permettre l'assimilation à ces marins des prisonniers de guerre et des équipages de prise.

En outre, elle implique qu'en ce qui concerne les poursuites engagées contre des fonctionnaires ou agents en activité de service des personnels civils de la Marine, ressortissant à la compétence des Tribunaux de bord, s'ils étaient en service hors de France ou d'un territoire fran-

çais pourvu d'une Juridiction maritime, elles ne peuvent être engagées contre eux que pour celles des infractions de caractère militaire qui sont visées à l'art. 4, § 1, auquel se reporte lui-même l'art. 152.

Enfin, comme ledit art. 152 vise également, par référence à l'art. 4, § 2, les crimes et délits prévus pour les pilotes et capitaines de navires de commerce par les art. 250, 251 et 252, les Tribunaux de bord en connaîtront en temps de guerre comme en temps de paix, en vertu de leur compétence mixte.

Demeurent exclus de la compétence des Tribunaux de bord, en temps de guerre, les infractions prévues à l'art. 134 (dernier alinéa), c'est-à-dire les crimes et délits contre le devoir maritime réprimés par les art. 240, 241 et 242, ainsi que celles dans lesquelles sont inculpés, en conformité des art. 7, 8 et 9, à la fois des individus justiciables des Tribunaux maritimes et des individus dépendant d'autres Juridictions ou même d'un Tribunal siégeant à terre.

La compétence réelle des Tribunaux de bord est, en temps de guerre, sensiblement élargie. En effet, de même que les Tribunaux maritimes siégeant à terre, ils deviennent alors compétents, en vertu de l'art. 181, pour connaître, indépendamment de la qualité des inculpés, non seulement des infractions énumérées à l'art. 4, § 3, mais encore de toutes celles prévues au paragraphe b de l'art. 152. (cf. chapitre VI, section III A) ; encore faut-il que, comme en temps de paix, les faits se soient placés en dehors de la France métropolitaine et des colonies françaises, des pays de protectorat et territoires sous mandat pourvus d'une Juridiction maritime.

Enfin, à la différence des Tribunaux maritimes siégeant à terre qui, en temps de guerre, conservent la compétence

réelle que leur confère l'art. 82 en temps de paix, limitée aux délits de rébellion, voies de fait ou outrages envers le Tribunal ou l'un de ses membres (1), les Tribunaux de bord ont, en temps de guerre, en vertu de l'art. 188, une compétence réelle, s'étendant à tous les crimes ou délits commis au cours de leurs audiences, quels que soient les individus qui s'en seraient rendu coupables ; ils doivent alors statuer séance tenante.

(1) En fait, comme l'état de siège accompagne le plus ordinairement l'état de guerre, les Tribunaux maritimes permanents trouveront en temps de guerre, comme les Tribunaux de bord, le moyen de réprimer tous autres crimes et délits, en vertu de leur compétence spéciale dans les territoires déclarés en état de siège, qui a fait l'objet d'un chapitre spécial ; mais, en ce cas, ils ne pourront jamais statuer, comme les Tribunaux de bord, séance tenante.

CHAPITRE IX

COMPÉTENCE « RATIONE LOCI » DES TRIBUNAUX MARITIMES (1)

SECTION I. — Les Tribunaux maritimes siégeant à terre

Les règles qui déterminent la compétence « *ratione loci* » des Tribunaux siégeant à terre résultent de l'art. 6, § 2, du Code de 1938. Elles sont extrêmement simples et n'appellent aucune observation particulière.

En présence d'une infraction ressortissant à un titre quelconque à la compétence personnelle, réelle ou mixte des Juridictions maritimes, trois Tribunaux peuvent être saisis :

1°) le Tribunal maritime dans le ressort duquel le crime ou le délit a été commis ;

2°) le Tribunal maritime dans le ressort duquel le prévenu a débarqué (2) ou a été arrêté ;

(1) Une loi du 21 mars 1941 (*J. O.* du 6 avril) a prévu que dans la partie du territoire français occupé par l'Armée allemande et pour la durée de cette occupation, les Tribunaux de droit commun connaîtraient de toutes les infractions commises par des individus justiciables des Tribunaux maritimes, si les auteurs de ces infractions n'ont pas été transférés en zone libre. Les Tribunaux de droit commun appliquent alors, le cas échéant, les peines prévues par le Code de Justice maritime.

(2) Le Tribunal maritime du lieu de débarquement de l'inculpé pourra être compétent chaque fois que ne pourra être formé un Tribunal à bord.

3°) le Tribunal maritime de la région dans laquelle se trouve le service auquel appartient l'inculpé ou son bâtiment ou son port d'immatriculation.

Cependant, une loi du 30 juillet 1940 (*J. O.*, 1^{er} août) ajoutant à l'art. 6 du Code un alinéa nouveau, prévoit que dans les cas prévus par le dernier alinéa de l'art. 134, le Tribunal maritime permanent appelé à connaître de chaque affaire est désigné par le Ministre de la Marine, indépendamment des règles fixées au § 2 de l'art. 6 ; il s'agit ici, du jugement des crimes et délits commis contre le devoir maritime, prévus par les art. 240, 241 et 242, ainsi que du jugement des officiers et fonctionnaires des corps relevant directement du Ministre de la Marine, tels que les contrôleurs de la Marine et les conseillers de Justice maritime.

En outre, il convient de noter qu'aux termes de l'art. 6, § 3, le Tribunal compétent à l'égard des personnels des navires convoyés est celui auquel seraient déférés des marins du navire convoyeur ; cet article trouve son application dans les cas où, en vertu de l'art. 4, § 2, les Tribunaux maritimes sont compétents pour connaître des infractions commises par les pilotes ou capitaines de navire de commerce, dans leurs rapports avec les bâtiments de la Marine militaire, qui se rapportent le plus souvent à des faits survenus au cours de convois et sont réprimés par les art. 250, 251 et 252.

SECTION H. — Les Tribunaux maritimes siégeant à bord

Le Tribunal de bord compétent est celui qui est susceptible d'être constitué sur place, compte tenu, en temps de paix, de la situation du navire, pour juger l'inculpé. S'il s'agit d'un marin ou d'un individu porté présent sur les

rôles d'équipage, il comparaitra devant le Tribunal constitué à bord du bâtiment auquel il appartient ou dont son bâtiment dépend en Escadre. S'il s'agit d'un pilote ou d'un capitaine de navire de commerce, poursuivi en vertu des art. 250, 251 ou 252 du Code de 1938, et relevant de la compétence d'un Tribunal de bord, en vertu de l'art. 134, § 2, tel que résultant du décret-loi du 20 janvier 1940, il sera poursuivi devant le Tribunal constitué sur le bâtiment de la Marine militaire de l'autorité de bord qui l'a arrêté ou à laquelle il aura été remis ; ne constitue qu'une simple application de ce principe, l'art. 6, § 3, plus haut rappelé, et selon lequel le Tribunal compétent à l'égard des personnels convoyés est celui auquel seraient déférés des marins du navire convoyeur.

Enfin, dans le cas où les Tribunaux de bord auraient à exercer leur compétence réelle à l'égard de tous individus quelconques, soit en temps de paix en vertu de l'art. 134, § 2, nouveau, se référant à l'art. 4, § 3, soit en temps de guerre, en vertu de l'art. 181, aucune Juridiction maritime n'existant alors à terre, c'est donc encore le Tribunal constitué par l'autorité de bord qui a arrêté les inculpés ou à laquelle ils auront été remis qui sera compétent pour les juger.

CHAPITRE X

LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MARITIMES DANS LES CAS DE COMPLICITÉ

Il arrive fréquemment que des infractions soient commises de complicité entre des marins ou individus justiciables des Juridictions de la Marine et des individus non justiciables de ces Juridictions. Une bonne administration de la Justice exigeait qu'en ce cas, ce soit, autant que possible, un seul et même Tribunal qui soit appelé à connaître de chaque affaire, d'où la nécessité de déterminer les règles selon lesquelles le partage devait être effectué entre les Tribunaux maritimes d'une part et les Tribunaux de droit commun ou les Tribunaux militaires, d'autre part. Ce sont les art. 7, 8 et 9 du Code de Justice militaire de l'Armée de mer qui trouvent ici application.

Lorsque des poursuites sont engagées à la fois contre des marins ou assimilés justiciables des Juridictions maritimes et des individus dépendant des Tribunaux de droit commun, une distinction doit être faite, selon que ces individus sont des Français ou des étrangers (art. 7). Si ce sont des Français, tous les inculpés, indistinctement, sont traduits devant les Tribunaux ordinaires. Si ce sont des étrangers et que l'infraction ait été commise sur le terri-

toire français (1) ou à bord d'un bâtiment de la Marine militaire, ou sur un territoire étranger occupé militairement, ils sont traduits, en même temps que les marins ou assimilés justiciables des Tribunaux maritimes, devant ces Tribunaux maritimes. Ainsi, ce n'est que dans l'hypothèse où l'infraction aurait été commise à l'étranger, sur un territoire non occupé militairement, que les étrangers échapperaient, en ce cas, à la Juridiction maritime française, ce qui s'explique facilement en raison du respect dû à la souveraineté étrangère sur le territoire dont s'agit. Dans tous les autres cas, ils sont soustraits au jugement de leurs Tribunaux naturels pour être déférés aux Tribunaux maritimes, en même temps que les justiciables de ces Tribunaux.

Par ailleurs, lorsque l'infraction aura été perpétrée de concert par des justiciables des Tribunaux de l'Armée de terre, et par des justiciables des Tribunaux de la Marine, c'est seulement le lieu de l'infraction qui déterminera le Tribunal compétent (art. 8). Si le fait s'est produit sur un bâtiment de la Marine militaire ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritimes, ce sont les Juridictions maritimes qui sont appelées à connaître de l'affaire ; s'il en est autrement, en quelque autre lieu que le crime ou le délit ait été commis, ce sont les Tribunaux de l'Armée de terre qui sont compétents.

L'article 7 du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre apporte à cette règle une restriction qui n'a pas été explicitement rappelée dans le texte correspondant de l'art.

(1) Le territoire français dont il est ici question doit comprendre non seulement celui de la France métropolitaine et des colonies françaises, mais encore celui des Protectorats français et des Territoires sous mandat français,

8 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer. En effet, il résulte de cet art. 7 que les Juridictions maritimes ne doivent connaître des affaires dans lesquelles sont impliqués, en même temps que des justiciables des Tribunaux maritimes, des justiciables des Tribunaux de l'Armée de terre, dans l'hypothèse où les faits se sont produits sur un navire de l'Etat ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritimes, que lorsqu'il s'agit des infractions spécifiées au livre II du Code de Justice militaire pour l'Armée de terre. Cela s'explique facilement : les Tribunaux militaires n'étant pas, du moins en temps de paix, compétents pour connaître des crimes et délits de droit commun commis par des militaires, le législateur n'a pas voulu que les Tribunaux maritimes puissent être alors substitués à ces Tribunaux militaires pour statuer à leur égard, même en cas de complicité avec des marins.

De même, alors que, en vertu de l'article 8 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer, les Tribunaux militaires sont compétents pour juger, dans le cas de complicité en même temps que des militaires, des justiciables des Tribunaux maritimes, dans l'hypothèse où les faits se sont produits en tous autres lieux que les bâtiments de la Marine, les ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritime, ils ne pourront cependant, de toute évidence, connaître, en temps de paix, que des crimes et délits de caractère militaire et non des infractions de droit commun.

Des observations qui précèdent, il résulte, quelque soit le lieu où se soient placés les faits, que si des poursuites ont été engagées en temps de paix, concurremment contre des justiciables de l'Armée de mer et des militaires français, pour une infraction de droit commun, c'est l'art. 7

du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer qui doit être alors appliqué, selon lequel ce sont les Tribunaux ordinaires qui doivent être saisis.

Enfin, il convient ici d'indiquer que l'art. 9 du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer stipule que, lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit comprend des individus justiciables d'un Tribunal maritime siégeant à bord et d'un Tribunal siégeant à terre, tous les prévenus, indistinctement, doivent être traduits devant ce dernier Tribunal. Il ne faut voir ici qu'une application particulière du principe selon lequel les Tribunaux siégeant à terre sont dotés sur les Tribunaux de bord d'une véritable prééminence qui fait des premiers la Juridiction maritime de droit commun.

CHAPITRE XI

LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX MARITIMES DE CASSATION

Pas plus que la Cour de cassation elle-même, les Tribunaux maritimes de cassation, institués en temps de guerre, ne sont, comme il a été expliqué dans le chapitre VI, relatif à leur constitution, des Juridictions du second degré appelées à connaître des affaires qui leur sont déférées en fait et en droit. Ce sont de véritables Juridictions de cassation qui doivent tenir pour acquis les faits souverainement appréciés par les Tribunaux maritimes ; ils ne peuvent qu'en annuler les décisions pour des erreurs de droit et, éventuellement, prononcer le renvoi devant un autre Tribunal maritime.

Aux termes de l'art. 161, qui ne fait en la matière que rappeler des principes essentiels, ils ne doivent prononcer cette annulation que :

1. Lorsque le Tribunal maritime n'a pas été composé conformément aux dispositions du Code.
2. Lorsque les règles de la compétence ont été violées.
3. Lorsque la peine prononcée par la loi n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le Tribunal maritime, ou lorsqu'une peine a été prononcée en dehors des cas prévus par la loi.
4. Lorsqu'il y a eu omission ou violation des formes prescrites à peine de nullité.
5. Lorsque le Tribunal maritime a omis de statuer sur une demande de l'inculpé ou une réquisition du Commis-

saire du Gouvernement tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.

Comme la Cour de cassation, les Tribunaux maritimes de cassation ont, en vertu de l'art. 171, § 3, le droit, au cas de rejet de pourvoi et s'il y a « présomption d'erreur judiciaire » de prononcer un arrêt de sursis dans les conditions prévues par l'art. 110. Néanmoins, c'est devant la Cour de cassation elle-même que doit ensuite être porté le recours en révision, ouvert dans les conditions prévues par l'art. 443 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 8 juin 1895.

Les Tribunaux maritimes de cassation n'ont jamais non plus compétence pour procéder à des règlements de juges, ou pour se prononcer sur les renvois d'un Tribunal maritime à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime. C'est la Cour de cassation seule qui, conformément aux dispositions des art. 126 et 127 du Code de 1938, statue sur ces difficultés, en conformité des art. 527 et 542 du Code d'instruction criminelle.

Par ailleurs, la loi a conféré aux Tribunaux maritimes de cassation une compétence spéciale, qui est en dehors de leurs fonctions naturelles de Juridictions de cassation et sur laquelle il convient ici d'apporter quelques précisions.

On sait que la Chambre des mises en accusation est seule compétente en temps de paix, non seulement pour statuer sur les oppositions aux ordonnances rendues par les juges d'instruction maritimes près les Tribunaux maritimes permanents, mais encore pour renvoyer devant ces Tribunaux les inculpés, sur des faits qualifiés crimes ; il en est de même, à une différence près, dans le cas où un Tribunal de bord a été constitué en temps de paix en vertu de l'art. 134, § 3, c'est-à-dire si le bâtiment, naviguant ou station-

nant habituellement sur les côtes de France ou dans le bassin occidental de la Méditerranée et ne se trouvant pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime, fait partie d'une force navale indépendante dans laquelle le Ministre a autorisé la formation d'un Tribunal de bord ; en effet, si le renvoi des inculpés sur des faits qualifiés crimes est alors prononcé directement par l'officier chargé de l'instruction, les oppositions aux ordonnances rendues par ce magistrat sont toujours portées devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le port de base de la force navale. Cela s'explique par le fait que le bâtiment ne se trouvera jamais alors très éloigné de son port de base et par conséquent du siège d'une Cour d'appel.

Au contraire, dans l'hypothèse où un Tribunal de bord est constitué en temps de paix, en vertu de l'art. 134, § 1 et 2, le bâtiment se trouvera toujours fort loin hors des côtes de France ou du bassin occidental de la Méditerranée ; il aurait été impossible, sans retarder indéfiniment le cours de la Justice, de confier à la Chambre des mises en accusation d'une Cour d'appel le soin de statuer sur ces oppositions. L'art. 147, § 2, du Code de 1938, modifié par le décret-loi du 27 mai 1940, a donc décidé qu'en ce cas, il serait statué sur les oppositions à toutes les ordonnances du juge d'instruction maritime par un Tribunal maritime de cassation qui reçoit alors, en vertu d'un art. 147 bis, tous les pouvoirs d'une Chambre des mises en accusation statuant par application de l'art. 75.

Il est étrange que le législateur ait alors conservé l'appellation de Tribunal maritime de cassation à une Juridiction qui ne se prononcera jamais en cette circonstance que comme un Tribunal d'appel.

Par ailleurs, le décret-loi du 20 mai 1940, modifiant le § 3 de l'art. 154, a décidé qu'en temps de guerre, le renvoi devant les Tribunaux maritimes permanents serait ordonné directement par le juge d'instruction maritime pour les crimes aussi bien que pour les délits et sans intervention de la Chambre des mises en accusation. Il a ajouté que les oppositions aux ordonnances de ce juge seraient alors portées devant les Tribunaux maritimes permanents de cassation, siégeant à terre, qui devront statuer, à la place de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel, suivant la procédure fixée pour les Tribunaux maritimes de cassation siégeant à bord par l'art. 174 *bis*. Ici encore, c'est pour des raisons de célérité dans l'administration de la Justice que les Tribunaux maritimes permanents de cassation sont appelés à remplacer en temps de guerre la Chambre des mises en accusation ; la même observation que celle plus haut peut être faite ici : Toute science n'est jamais, a-t-on dit quelquefois, qu'une langue bien faite ; il est choquant de constater que des Tribunaux de cassation puissent être amenés à fonctionner comme des Juridictions d'appel, sans qu'au moins le législateur ait pris la précaution d'adopter alors pour ces Tribunaux une autre dénomination.

CONCLUSION

Le domaine de la Justice maritime est demeuré jusqu'ici peu exploré. Alors que le Code de Justice militaire pour l'Armée de terre de 1928 a fait l'objet de nombreuses études, parmi lesquelles il convient de citer au premier rang le remarquable *Traité théorique et pratique de Droit pénal et de Procédure pénale militaires* (Librairie du Recueil Sirey, Paris 1933), les Tribunaux maritimes de la Marine de guerre ont été très délaissés de la Doctrine. Sans doute, beaucoup des règles qui gouvernent la législation pénale militaire trouvent-elles leur application directe et sans appeler de commentaires particuliers, à la Justice maritime ; il est même notable de constater que depuis la guerre le législateur réalise ses réformes en la matière, le plus souvent en deux temps ; il prend d'abord un texte modifiant le Code de Justice militaire ; quinze jours ou un mois après, le même texte intervient en ce qui concerne le Code de Justice maritime, de telle sorte que, vraiment, on peut affirmer que, du moins dans le domaine de la Justice, l'initiative des opérations paraît toujours être laissée au département de la Guerre.

Il n'en demeure pas moins que la Marine a ses exigences particulières et que l'adaptation législative des principes ordinaires de la Justice militaire à ces exigences eût gagné

à des examens plus attentifs. Nous nous sommes efforcés, notamment dans la deuxième partie de cet ouvrage, de dégager quelques solutions pratiques aux problèmes posés par cette adaptation ; elles eussent été plus certaines si les textes avaient été mieux préparés.

Les Tribunaux maritimes sont des Tribunaux d'exception nécessaires. Le Code de 1938 s'est efforcé, du moins en temps de paix, de donner à leurs justiciables toutes les garanties compatibles avec les exigences de la discipline militaire ; c'est ainsi que ces Tribunaux qui fonctionnent alors sous le contrôle ordinaire de la Cour de cassation sont présidés par un magistrat civil et sont assistés de fonctionnaires spécialisés de la Justice maritime, appelés à occuper les fonctions du Ministère public et celles de l'Instruction. Ce sont là les deux innovations les plus remarquables de la législation nouvelle. Elles doivent être approuvées, car elles assurent à l'administration de la Justice dans la Marine le concours indispensable de magistrats de profession, appelés à faire profiter de leur expérience les juges militaires. Peut-être pourrait-on seulement, au lieu de choisir le Président parmi les magistrats de la carrière judiciaire, le désigner parmi les fonctionnaires de la Justice maritime ; ce système, qui est adopté par certaines législations étrangères, donnerait une autorité plus grande au corps de la Justice maritime, en même temps qu'il dégagerait les magistrats civils de fonctions qui risquent d'être parfois trop absorbantes.

Cette collaboration à l'œuvre de Justice de techniciens du Droit et de juges militaires est peut-être, ainsi que le remarque le Professeur Huguency, une préfiguration dans l'ordre militaire de la réforme préconisée par certains dans l'ordre civil, qui instituerait ce qu'on a quelquefois appelé

un jury technique (1) ; elle constitue en tous cas une solution très heureuse du Droit pénal militaire à un problème depuis longtemps posé devant l'opinion.

En temps de guerre, le législateur a dû faire céder les principes devant les besoins de la Défense nationale. Les Tribunaux maritimes cessent alors d'être présidés par un magistrat civil ; il est évident que si la présidence était normalement assurée, même en temps de paix, par un fonctionnaire de la Justice maritime, il serait beaucoup moins nécessaire de prévoir qu'en temps de guerre, un officier de marine assumerait ce rôle.

Nous avons marqué, au cours de cet ouvrage, les hésitations que nous ressentions à approuver en temps de guerre, le fonctionnement des Tribunaux maritimes de cassation ; il nous paraît qu'il eût mieux valu confier à la Cour de cassation elle-même, beaucoup mieux qualifiée à cet égard, le soin d'examiner les pourvois. Rien n'eût empêché, si l'on désirait une expédition rapide des affaires, de créer une section spécialisée à la Chambre criminelle dans les affaires militaires et maritimes. Au lieu de cela, on a constitué des Tribunaux complets dont certains n'ont eu à connaître que de rares et occasionnels pourvois et qui demeurent incapables d'assurer l'unité nécessaire dans la Jurisprudence. Faisant appel à l'assistance d'officiers de marine vraiment peu qualifiés pour cette tâche, ils statuent, depuis le décret du 27 mai 1940, même à l'égard des non-militaires, sans aucun recours possible, quant à la compétence, devant la Cour de cassation. Il en résulte que, théoriquement, n'importe qui peut en temps de guerre être condamné pour n'importe quelle infraction par des Tribunaux maritimes, même dans

(1) Cf. STERN, *Le jury technique. Esquisse d'une justice pénale rationnelle*, thèse, Paris, 1925.

une hypothèse où les Juridictions de droit commun eussent dû être de toute évidence saisies, sans que la Cour de cassation, organe régulateur suprême de la Justice, ait pu être appelée à empêcher ce résultat.

De pareilles conséquences sont en réalité beaucoup plus graves que celles pouvant occasionnellement résulter de l'existence même des Cours martiales ; en effet, les Cours martiales sont en quelque sorte en dehors du Droit ; ainsi les abus qui peuvent survenir de leur fait atteignent beaucoup moins la Justice que ceux survenant dans le fonctionnement de véritables Tribunaux, tenus au respect de toutes les règles ordinaires de la procédure pénale.

Quant aux principes qui gouvernent la compétence des Tribunaux maritimes, on sait que le Code de 1938 a manqué la réforme essentielle que le projet gouvernemental avait eu pour but de réaliser ; il sont demeurés, comme par le passé, compétents pour connaître de tous les crimes et délits, même de droit commun, commis dès le temps de paix par les marins et assimilés. Cette compétence personnelle absolue, particulière à la Marine, n'a pas en réalité de justification très rationnelle. On a vu que ce sont de curieuses interventions parlementaires, en grande partie électorales, qui ont entraîné le maintien du système ancien, tel qu'il résultait du Code de 1858. Il nous paraît souhaitable qu'à cet égard et dans l'avenir, la Justice maritime rejoigne la Justice militaire, sur le plan d'une compétence personnelle limitée en temps de paix aux crimes et délits militaires commis par les marins.

C'est en effet, de plus en plus, par la notion de but que se déterminent ici les règles de compétence. Là où la Marine de guerre est intéressée, ses Tribunaux doivent être appelés à juger. Et cela est tellement vrai qu'à côté de leur

compétence personnelle, les Juridictions de la Marine ont ce que nous avons appelé une compétence mixte et aussi une compétence réelle, indépendante de la qualité des justiciables, qui s'étend aujourd'hui, un peu abusivement peut-être, dès le temps de paix, à la connaissance de presque toutes les infractions relatives à la sûreté extérieure de l'Etat ; c'est encore cette notion de but qui explique l'extension de compétence qui résulte pour ces Juridictions de l'état de guerre ou même du simple état de siège.

En bornant leur activité à la répression des crimes et délits de caractère militaire commis en temps de paix par les marins et assimilés, les Tribunaux maritimes se tiendraient mieux dans les limites naturelles de la conception qui a présidé à leur institution ; ne devraient-ils pas être moins la Juridiction des marins que celle de la Marine ? Si cet ouvrage n'avait pour résultat que de mieux faire apparaître l'importance de la question ainsi posée, l'auteur s'en autoriserait pour s'excuser ici d'avoir tenté, en de trop longs développements, une modeste étude sur la Justice maritime, au lendemain de la promulgation d'un Code, dont la guerre lui a permis, sur le plan de la pratique militaire et judiciaire, de mieux connaître les aspects divers et quelquefois insoupçonnés.

VU, *le Président de la Thèse :*
H. DONNEDIEU DE VABRES

VU, *le Doyen :*
GEORGES RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de Recteur
de l'Académie de Paris :
MAURAIN

BIBLIOGRAPHIE

HAUTÉFEUILLE (L.-B.), avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cassation. — *Législation criminelle maritime ou Traité sur les lois pénales et d'instruction criminelle et sur l'organisation des divers Tribunaux de la Marine Militaire* (1 vol. in 8°, Paris, 1839).

SANSON. — *Service de l'Administration des Vaisseaux de la Marine royale ou Recueil des lois, ordonnances et instructions qui régissent les différentes parties la comptabilité à bord des bâtiments* (1 vol. in 4°. Imprimerie royale, 1840).

DURAT-LASALLE. — *Droit et Législation des Armées de terre et de mer* (8 vol. Tome 7, 1842).

CHASSERIAU. — *Précis historique de la Marine française* (Paris, Imprimerie royale, 1845).

TRÉPIER (Louis), avocat à la Cour Impériale de Paris). — *Code de Justice militaire pour l'Armée de mer expliqué par l'exposé des motifs, le rapport, la discussion au Corps législatif et les instructions de S. E. M. le Ministre de la Marine, suivi :*

1° *des sénatus-consulte et décrets impériaux d'application et d'exécution ;*

2° *de la loi du 10 avril 1825 et du décret discipli-*

- naire et pénal pour la Marine marchande du 24 mars 1852 ;*
- 3° *des modèles de formules du Ministère de la Marine ;*
- 4° *d'une table chronologique et d'une table alphabétique des matières* (Paris, Ledoyen et M^{re} Mayer-Odin, éditeurs, I, 1858).
- WILHELM. — *Commentaire théorique et pratique des Codes de Justice maritime et militaire* (Paris, 1897).
- LHUILIER (Henri). — *Les Tribunaux maritimes*, thèse pour le Doctorat (Paris, 1901).
- LADERIE. — *Réforme des Tribunaux militaires de l'Armée de terre en temps de paix*, thèse pour le Doctorat (1910).
- LE POITTEVIN (Gustave). — *Traité théorique et pratique de droit pénal militaire* (2^e édition, Paris, 1918).
- RICOLFI. — *Le Code de Justice militaire du 9 mars 1928. Historique. Discussion devant le Parlement. Principes de la Réforme. Commentaires. Textes de la loi*, avec préface de L. Barthou (Paris, 1928).
- PINSEAU (Edmé). — *La compétence des Tribunaux militaires d'après la loi du 9 mars 1928*, thèse pour le Doctorat (Lyon, 1929).
- STAMM. — *Etude de la compétence des Tribunaux militaires en temps de paix*, thèse (Nancy, 1932).
- HUGUENEY (Pierre). — *Traité théorique et pratique de Droit pénal et de procédure pénale militaire* (Paris. Recueil Sirey, 1933).
- BROSSE (Jean). — *Des garanties et particulièrement des garanties nouvelles accordées par la loi du 9 mars 1928 aux justiciables des juridictions militaires en*

temps de guerre et de paix. Thèse pour le Doctorat (1935).

RICHER DE FORGES. — *La loi du 13 janvier 1938 portant révision du Code de Justice militaire pour l'Armée de mer* (Conférence faite à l'Ecole de guerre navale et au Centre des Hautes Etudes Navales le 13 avril 1938).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION HISTORIQUE

SECTION I. — De l'Ancien Régime à la Période intermédiaire	8
SECTION II. — La législation et la Période intermédiaire	12
SECTION III. — De la législation du 1 ^{er} Empire au Code de 1858	14
SECTION IV. — Du Code de Justice maritime de 1858 au Code de 1938	17
A — Les Conseils de guerre et de Justice ..	19
B — Les Tribunaux maritimes	26
C — Les Juridictions maritimes siégeant hors la France métropolitaine	28
SECTION V. — Projets de réforme et promulgation du Code de Justice maritime de 1938	30

PREMIERE PARTIE

Organisation des Juridictions maritimes

CHAPITRE I. — DE LA SUPPRESSION DES JURIDICTIONS D'ARSENAUX	37
CHAPITRE II. — SIÈGE ET RESSORT DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE	40

SECTION I. — Les Tribunaux maritimes dans la Métropole	41
A — En temps de paix	41
B — En temps de guerre	43
SECTION II. — Les Tribunaux maritimes siégeant à terre hors de France	44
A — En temps de paix	44
B — En temps de guerre	45
SECTION III. — Les Tribunaux maritimes en France ou hors de la Métropole, dans les territoires en état de siège	46
CHAPITRE III. — LA PRÉSIDENTE DES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS	48
SECTION I. — La présidence des Tribunaux maritimes permanents en temps de paix ..	48
SECTION II. — La présidence des Tribunaux maritimes permanents en temps de guerre ..	55
SECTION III. — La présidence des Tribunaux maritimes permanents dans les territoires en état de siège	56
CHAPITRE IV. — ORGANISATION DES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS	57
SECTION I. — Organisation des Tribunaux maritimes permanents en temps de paix ..	57
A — Composition des Tribunaux maritimes permanents	57
B — Mode de désignation des juges	69
C — Prestation de serment des juges ..	73
D — Organisation du Parquet, de l'Instruction et du Greffe	74
SECTION II. — Règles spéciales à la composition des Tribunaux maritimes permanents en temps de guerre	76

SECTION III. — Règles spéciales à la composition des Tribunaux maritimes permanents dans les territoires en état de siège	78
CHAPITRE V. — JURIDICTIONS MARITIMES SIÉGEANT	
A BORD	79
SECTION I. — Suppression des anciens Conseils de Justice	80
SECTION II. — Les Tribunaux maritimes siégeant à bord en temps de paix	81
A — Caractères généraux et constitution des Tribunaux de bord	81
B — Composition des Tribunaux de bord et mode de désignation des juges	85
C — Commissaires du Gouvernement, Juges d'instruction et Greffiers	89
SECTION III. — Les Tribunaux maritimes siégeant à bord en temps de guerre	91
CHAPITRE VI. — LES TRIBUNAUX MARITIMES PERMANENTS DE CASSATION EN TEMPS DE GUERRE	94
CHAPITRE VII. — LES TRIBUNAUX MARITIMES DE CASSATION SIÉGEANT À BORD EN TEMPS DE GUERRE	100
CHAPITRE VIII. — LES COURS MARTIALES	104
CHAPITRE IX. — LES JURIDICTIONS PÉNALES DE DROIT COMMUN CONCOURANT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MARITIME	112
SECTION I. — La Chambre des mises en accusation	112
A — En temps de paix	112
B — En temps de guerre	115
SECTION II. — La Cour de cassation	117

CHAPITRE X. — LE PERSONNEL DE LA JUSTICE MARI- TIME 122

SECTION I. — Les magistrats de Justice mari-
time 122

SECTION II. — Les greffiers et huissiers 133

DEUXIEME PARTIE

Compétence des Juridictions maritimes

CHAPITRE I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES 137

CHAPITRE II. — INFRACTIONS CONTRAIRES A LA DIS-
CIPLINE ET CONTRAVENTIONS DE POLICE 148

SECTION I. — Infractions contraires à la disci-
pline 148

SECTION II. — Contraventions de police 150

CHAPITRE III. — LA COMPÉTENCE PERSONNELLE DES
TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS
DE PAIX 152

SECTION I. — Les marins en activité de ser-
vice 155

SECTION II. — Les marins en congé illimité où
faisant partie de la disponibilité ou des ré-
serves, placés dans les hôpitaux maritimes
ou militaires, ou voyageant comme mili-
taires sous la conduite de la force publique 162

SECTION III. — Les individus portés présents
sur les rôles d'équipage des bâtiments de
la Marine militaire 163

SECTION IV. — Les individus détenus dans les
maisons d'arrêt et de correction maritimes
à raison d'une infraction de la compétence
des Tribunaux maritimes 164

SECTION V. — Dérogations apportées par la loi à la compétence personnelle des Tribunaux maritimes	164
CHAPITRE IV. — LA COMPÉTENCE MIXTE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS DE PAIX	168
SECTION I. — Fonctionnaires et agents civils de la Marine assimilés judiciairement aux marins	168
SECTION II. — Pilotes et capitaines de navires de commerce	173
CHAPITRE V. — LA COMPÉTENCE RÉELLE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS DE PAIX	175
SECTION I. — L'art. 4, § 3, du Code de 1938	175
SECTION II. — Le décret-loi du 29 juillet 1939	184
SECTION III. — Les délits d'audience	192
CHAPITRE VI. — LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN TEMPS DE GUERRE ..	193
SECTION I. — La compétence personnelle ..	193
SECTION II. — La compétence mixte	194
SECTION III. — La compétence réelle	195
A — L'art. 152, § 3, du Code de 1938 ..	195
B — Le décret-loi du 29 juillet 1939 ..	202
C — L'art. 63 de la loi du 17 déc. 1926 ..	204
CHAPITRE VII. — LA COMPÉTENCE RÉELLE DES TRIBUNAUX MARITIMES SIÉGEANT A TERRE EN CAS D'ÉTAT DE SIÈGE	206
CHAPITRE VIII. — LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS MARITIMES SIÉGEANT A BORD	219

SECTION I. — En temps de paix	219
SECTION II. — En temps de guerre	225
CHAPITRE IX. — LA COMPÉTENCE « RATIONE LOCI » DES TRIBUNAUX MARITIMES	230
SECTION I. — Les Tribunaux maritimes sié- geant à terre	230
SECTION II. — Les Tribunaux maritimes sié- geant à bord	231
CHAPITRE X. — LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MA- RITIMES DANS LES CAS DE COMPLICITÉ	233
CHAPITRE XI. — LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MA- RITIMES DE CASSATION	237
CONCLUSION	241
BIBLIOGRAPHIE	247
TABLE DES MATIÈRES	251

